SÉNAT

Session ordinaire de 1917.

COMPTE RENDU IN EXTENSO. — 29^e SÉANCE

Séance du mardi 15 mai

SOMMAIRE

1. — Procès-verbal.
2. — Décès de M. Guillemaut, sénateur de Saône-et-Loire et de M. Aimond, sénateur de Seine-et-Oise. — Allocution de M. le président.
3. — Incident.
4. — Excuses et demande de congé.
5. — Dépôt par M. l'amiral Lacaze, ministre de la marine, de sept projets de loi, adoptés par la Chambre des députés :
 - Le 1^{er}, au nom de M. le ministre des finances, autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi d'Apt (Vaucluse). — Renvoi à la commission d'intérêt local.
 - Le 2^e, au nom de M. le ministre des finances, autorisant la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Cavaillon (Vaucluse). — Renvoi à la commission d'intérêt local.
 - Le 3^e, au nom de M. le président du conseil, ministre des affaires étrangères, de M. le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, de M. le ministre des finances et de M. le ministre de l'intérieur, portant ratification du décret du 22 décembre 1916 qui a prohibé l'importation en France et en Algérie, sous un régime douanier quelconque, des alcools (eaux-de-vie et alcools autres) et des liqueurs d'origine ou de provenance étrangère. — Renvoi à la commission des douanes.
 - Le 4^e, au nom de M. le ministre des finances, concernant la régularisation du décret du 3 février 1917 portant ouverture de crédits sur l'exercice 1917 au titre du budget annexe des monnaies et médailles. — Renvoi à la commission des finances.
 - Le 5^e, au nom de M. le ministre des travaux publics et de M. le ministre des finances et ayant pour objet de modifier l'article 5 du décret du 16 septembre 1910, déclaratif d'utilité publique des voies ferrées d'intérêt local de Lourdes à Bagnères-de-Bigorre et de Bagnères-de-Bigorre à Gripp (plateau d'Artigue), et d'approuver un avenant au traité de rétrocession desdites lignes. — Renvoi à la commission des chemins de fer.
 - Le 6^e, au nom de M. le ministre des travaux publics; de M. le garde des sceaux, ministre de la justice; de M. le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, et de M. le ministre des finances, sur l'immatriculation des bateaux de rivière et l'hypothèque fluviale. — Renvoi à la commission précédemment saisie, nommée le 13 avril 1916.
 - Le 7^e, au nom de M. le ministre des finances et au sien, portant ouverture au ministre de la marine des crédits destinés à favoriser la défense contre les sous-marins. — Renvoi à la commission des finances.
6. — Dépôt par M. l'amiral Lacaze, ministre de la marine, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant modification aux grades et effectifs du corps des officiers de marine et du corps des équipages de la flotte, ainsi qu'aux règles d'admission anticipée dans la 2^e section ou à la retraite prévues par la loi du 10 juin 1896.
 - Lecture de l'exposé des motifs.
 - Déclaration de l'urgence.
 - Renvoi à la commission de la marine.
7. — Dépôt par M. Albert Métin, sous-secrétaire d'Etat des finances, de quatre projets de loi adoptés par la Chambre des députés :

Le 1^{er}, au nom de M. le président du conseil, ministre des affaires étrangères; de M. le ministre des finances et de M. le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, portant ratification du décret du 18 décembre 1916 qui a majoré les droits d'importation afférents aux tabacs fabriqués autres que pour la régie. — Renvoi à la commission des douanes.

Le 2^e, au nom de M. le président du conseil, ministre des affaires étrangères, de M. le ministre des finances, de M. le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, de M. le ministre de l'agriculture, de M. le ministre de la guerre, de M. le ministre de l'intérieur et de M. le ministre des travaux publics, portant ratification de décrets ayant pour objet d'établir des prohibitions de sortie et des prohibitions d'entrée sur diverses marchandises. — Renvoi à la commission des douanes.

Le 3^e, au nom de M. le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, portant modification de l'article 46 de la loi de finances du 31 décembre 1907, relatif à l'inspection de l'enseignement technique. — Renvoi à la commission de l'apprentissage, nommée le 12 novembre 1912.

Le 4^e, au nom de M. le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, de M. le ministre des finances et de M. le ministre de l'agriculture, relatif à la réforme du régime des entrepôts. — Renvoi à la commission des douanes.

8. — Lettre de M. le président de la Chambre des députés, portant transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, sur le régime des fabrications de guerre. — Renvoi à la commission, nommée le 23 décembre 1915, relative aux marchés passés par le Gouvernement pendant la guerre.

9. — Demande d'interpellation de M. Debierre sur la manière dont a été préparée et conduite l'opération du 16 avril 1917 et les sanctions prises à l'égard des responsables.

Sur la date de la discussion : MM. Ribot, président du conseil, ministre des affaires étrangères, et Debierre. — Ajournement de la fixation de la date de la discussion.

Interpellation de M. Jénouvrier sur la présence du ministre de l'intérieur dans le comité de guerre.

MM. Jénouvrier et Ribot, président du conseil, ministre des affaires étrangères.

Ordre du jour motivé de M. Jénouvrier : M. le président du conseil.

Demande l'ordre du jour pur et simple. — Adoption.

Demande d'interpellation de M. Louis Quesnel sur la coordination des divers ministères pour assurer la main-d'œuvre agricole nécessaire à la moisson.

Sur la date de la discussion : MM. Louis Quesnel et Ribot, président du conseil, ministre des affaires étrangères. — Fixation de la discussion au vendredi 18 mai.

Demande d'interpellation de M. Perchot sur la politique économique du Gouvernement, et en particulier sur le ravitaillement général du pays. — Fixation de la date de la discussion au vendredi 27 mai.

10. — Dépôt d'un rapport de M. Chauveau sur sa proposition de loi ayant pour objet de faciliter le remembrement de la propriété rurale.

11. — Tirage au sort des bureaux.

12. — Discussion : 1^o de la proposition de loi de M. Henry Bérenger instituant la mobilisation civile et organisant la main-d'œuvre nationale en France et dans les colonies; 2^o du projet de loi sur les réquisitions civiles.

Communication d'un décret désignant un commissaire du Gouvernement.

Urgence précédemment déclarée.

Discussion générale : M. Henry Bérenger, rapporteur.

Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance.

13. — Dépôt par M. Roden, sous-secrétaire d'Etat du travail et de la prévoyance sociale, au nom de M. le ministre de la guerre, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif au recrutement des officiers d'administration du cadre actif de l'intendance et du service de santé pendant la durée de hostilités. — Renvoi à la commission de l'armée.

14. — Règlement de l'ordre du jour.

15. — Congé.

Fixation de la prochaine séance au vendredi 18 mai.

PRÉSIDENCE DE M. ANTONIN DUBOST

La séance est ouverte à trois heures.

1. — PROCÈS-VERBAL

M. Amic, l'un des secrétaires, donne lecture du procès-verbal de la séance du jeudi 5 avril.

Le procès-verbal est adopté.

2. — COMMUNICATION RELATIVE AU DÉCÈS DE M. GUILLEMAUT, SÉNATEUR DE SAÔNE-ET-LOIRE, ET DE M. AIMOND, SÉNATEUR DE SEINE-ET-OISE.

M. le président. Mes chers collègues, deux nouvelles places sont vides parmi nous, celles de MM. Guillemaut et Aimond, sénateurs de Saône-et-Loire et de Seine-et-Oise.

Guillemaut était d'une vieille famille parlementaire, son grand-père ayant été député de gauche sous la monarchie de Juillet, et son oncle député à l'Assemblée nationale de 1871, puis sénateur. Elu lui-même député en 1884, constamment réélu depuis, il devint notre collègue en 1898. Ses concitoyens lui avaient donc accordé une longue fidélité dont la démocratie n'a souvent paru incapable qu'à ceux qui n'avaient pas su se l'assurer. (*Très bien! très bien!*)

Si quelqu'un la méritait, c'était bien Guillemaut, car il avait voué à son pays natal un culte touchant. Il consacra plusieurs ouvrages au petit coin de terre française et bourguignonne dont il était le fils. Il étudia la région de Louhans sous tous ses aspects, fit la description minutieuse de sa faune et de sa flore et en écrivit enfin l'histoire détaillée depuis les temps anciens, consacrant plusieurs volumes à la période révolutionnaire. Il serait à souhaiter que le passé de chacune de nos provinces ait été ainsi fouillé d'une main aussi pieuse et dans un esprit aussi patriotique. (*Très bien! très bien!*)

Un grand nombre d'entre nous connaissaient Guillemaut depuis longtemps sans se douter de son érudition tant il était modeste et sans prétention. Mais ce qui nul d'entre nous n'ignorait, c'était la sécurité loyale de son amitié, le charme de son commerce, la droiture de son jugement et de toute sa personnalité politique. (*Vifs applaudissements.*)

M. Aimond, sénateur de Seine-et-Oise, fit, au sortir de l'école polytechnique, la campagne de 1870-1871. Il se consacra ensuite à l'industrie et fit en même temps en Seine-et-Oise une politique républicaine militante qui convenait à son tempérament ardent. Il fut élu député de Pontoise en 1898 et sénateur en 1907.

La mort d'Aimond nous est particulièrement sensible dans les circonstances que nous traversons, parce qu'il était de ces hommes qui ne se forment que lentement, et très rarement après une laborieuse préparation et dont la valeur est inestimable dans une Assemblée (*Applaudissements.*) : je veux dire qu'il était un bon financier. Du bon financier il avait toutes les caractéristiques, la clarté d'esprit, la fermeté d'attitude, la connaissance des affaires pratiques aussi

bien que des principes théoriques; l'absence de la parole dans le maniement des chiffres et je ne sais quoi de passionné dans la défense des deniers publics, celle que Thiers voulait voir pousser jusqu'à la férocité! (*Nouvelles marques d'approbation.*)

Aimond avait trouvé dans les fonctions de rapporteur général de la commission des finances le plein emploi de toutes ses facultés, et son ardeur y était telle que, dans ces derniers temps, alors que la mort l'avait déjà, à nos yeux attristés, marqué pour un prochain départ, il siégeait à sa commission, à son banc, et s'engageait à fond à cette tribune dans les plus fatigantes controverses financières. (*Très bien!*) Ses rapports généraux, ses travaux relatifs à l'impôt sur le revenu étaient fortement caractérisés et largement établis. Il avait, notamment en 1913, vigoureusement dénoncé le dangereux déficit qui s'était creusé dans les ressources normales du budget.

Il est regrettable qu'il n'ait pu suivre jusqu'à son terme la liquidation de cette guerre tragique dont les conséquences financières ne le céderont en rien en grandeur et en difficultés aux conséquences militaires et politiques!

Messieurs, la meilleure manière d'honorer le souvenir d'Aimond, c'est de suppléer au silence de cette voix sévère et prudente par une résolution plus ferme encore de chacun de nous de sauvegarder la puissance de notre crédit et la solidité de nos finances. (*Vifs applaudissements.*)

En votre nom, messieurs, j'adresse aux familles de nos deux regrettés collègues l'hommage de nos douloureuses condoléances. (*Nouveaux et unanimes applaudissements.*)

3. — INCIDENT

M. le président. Mes chers collègues, après avoir donné notre adieu à nos morts, permettez-moi de souhaiter une cordiale bienvenue à notre cher collègue Potié qui revient vivant du pays de la mort, de la souffrance et du martyre patriotique! (*L'Assemblée debout se tourne vers M. Potié, assis auprès de ses collègues du département du Nord, et le salue de ses applaudissements unanimes.*)

Comme MM. Noël et Dehove, il nous apporte le souvenir douloureux mais fidèle de nos frères opprimés; comme eux, il nous dira de persévérer dans notre effort. (*Très bien! très bien!*) car si la France envahie souffre, elle espère aussi et nous attend. (*Vifs applaudissements prolongés.*)

M. Potié. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Potié.

(*M. Potié, en se dirigeant vers la tribune, est salué par les applaudissements répétés de l'Assemblée.*)

M. Potié. Messieurs, je n'essaierai pas d'exprimer l'émotion qui m'étreint lorsque je rentre dans cette salle après presque trois ans d'absence passés au milieu des ennemis; c'est grâce à tous mes amis, à vous tous, à M. le Président de la République, à notre cher président, que je dois de revoir le ciel de France, (*Applaudissements*) que je respire à nouveau l'air pur de la liberté, que je sens enfin mon cœur battre, mes poumons respirer mieux, et que, dans quelque temps je crois, je serai guéri. (*Applaudissements.*)

Du fond du cœur, messieurs, je vous remercie, en même temps, vous me permettez de rappeler ici entre tant d'autres le souvenir d'un homme qui a été mon ami pendant toute la guerre, qui était, dans le passé, mon adversaire. Nous étions dans la même com-

mune les chefs des deux partis opposés: le jour où la patrie a été menacée, nous nous sommes serré la main. (*Vifs applaudissements.*) Nous avons oublié les luttes passées et nous n'avons eu comme objectif que de défendre la petite patrie contre l'envahisseur. Condamnés tous deux pour le même motif, nous avons subi les mêmes peines, dans les mêmes prisons, dans les mêmes camps et il est aujourd'hui encore sous la surveillance des Allemands. (*Applaudissements.*)

Ce premier devoir accompli, permettez-moi de jeter un regard sur ceux que j'ai quittés il y a six ou sept semaines: ma pauvre femme qui a été séparée de mes enfants et de moi-même pendant dix-huit mois, ma vieille mère âgée de quatre-vingts ans et toute cette population active, énergique qui, quotidiennement, est obligée de subir les vexations des troupes allemandes et la région du Nord, particulièrement cet arrondissement de Lille, mon pays de naissance, si riche en industrie, en terres fertiles, qui pouvait nous donner, dans cette longue guerre, le blé nécessaire à l'alimentation, le sucre, la houille, qui pouvait nous apporter ses bras puissants, ses muscles d'acier, qui, par toutes ses usines des arrondissements d'Arvesnes, de Valenciennes et de Lille, pouvait nous fournir des canons et des munitions.

Quelle armée vous avez perdue! Que de richesses vous avez laissées entre les mains des envahisseurs!

Une des souffrances les plus grandes de notre population, dès le début de cette triste guerre, ce fut la faim!

Je me souviens des premiers mois terribles que j'ai vécus; novembre, décembre 1914, janvier, février, mars, avril 1915, alors que nous mourions de faim, alors que les Allemands nous donnaient 80 grammes de farine de seigle par jour et par homme pour alimenter nos malheureuses populations.

Aussi est-ce avec une allégresse profonde que j'ai assisté à la création du comité de ravitaillement américain: il nous a sauvés de la famine. (*Applaudissements.*)

Mais bientôt, dès mon retour dans mon pays, j'ai vu de nouveau réduire les rations alimentaires, car, déjà, les pirates allemands coulaient les navires qui devaient nous secourir, et notre ami M. Labbé, que vous connaissez, qui était directeur au ministère du commerce, et qui, d'une façon si énergique, s'occupe actuellement du ravitaillement des 500,000 habitants qui sont encore dans l'arrondissement de Lille, me disait: « Si vous retournez à Paris, vous voudrez bien demander à nos amis du comité hollandais de nous envoyer du lait pour nos petits enfants et pour nos malades, car nous en manquons totalement. »

Que de reconnaissance ne devons-nous pas témoigner au chevaleresque roi d'Espagne! Je suis heureux de pouvoir enfin exprimer notre reconnaissance sans borne à la république sœur, la libre Amérique, qui, après nous avoir si longtemps donné du pain, nous offre désormais son or et son sang. (*Applaudissements.*)

Messieurs, comment comparerai-je les souffrances que j'ai pu supporter pendant ma captivité au stoïcisme avec lequel nos populations du Nord supportent la présence de l'envahisseur!

N'oublions pas qu'il y a presque trois années que ces pauvres gens sont obligés de se priver, qu'ils jettent un regard vers vous et sollicitent d'être secourus. Mais ils aspirent à la liberté et à la victoire et malgré toutes les souffrances, l'esprit n'a pas faibli, les âmes sont toujours les mêmes.

Ces souffrances, je dois le dire, sont d'autant plus grandes que les villes sont plus ou moins éloignées du front. La Belgique, depuis un certain temps, par un régime particulier, nous est venue en aide. Nos

villes qui bordent la frontière en profitent, mais plus vous avancez vers le front, plus vous avancez vers cette foudraille, plus vous avancez vers l'enfer et pire est la situation. M. Basly pourra dire bientôt ce que fut la vie à Lens.

Quant à moi, quinze jours, trois semaines avant mon départ, je voyais le maire de Lille, M. Delesalle, qui très souffrant me dit: « Mon cher Potié, nous pouvons supporter un siège comme celui de Paris, qui dure trois mois, un bombardement qui dure quatre ou cinq semaines, sans que nos courages faiblissent, mais dites bien que nous supportons ici un siège qui va durer trois ans et les troupes qui nous entourent ne sont pas des troupes amies: ce sont les ennemis qui, tous les jours, nous dépouillent de ce que nous possédons par des réquisitions de toute espèce, qui nous forcent, nous, administration municipale, à défendre chaque jour notre dignité et notre honneur de Français. (*Applaudissements.*) »

Messieurs, avant de quitter cette tribune, permettez-moi d'insister auprès de la haute Assemblée pour que tous les efforts soient faits en faveur de ces malheureux qui souffrent depuis si longtemps. Ils ont tout supporté, ils ont tout vu, leurs cités en cendres, les usines tour à tour pillées dans lesquelles on a enlevé d'abord les matières premières, puis les matières fabriquées. Aujourd'hui, on s'attaque aux instruments de travail, on brise les machines, après avoir enlevé le cuivre, et on enlève les métiers pour les envoyer en Allemagne. Faites tout pour sauver nos malheureux concitoyens et surtout lorsqu'ils seront rendus à la liberté, n'hésitez pas à relever leurs usines et leurs cités en ruines.

J'ai passé dix-sept mois dans les prisons, en divers camps, à Villers-Poté, sous la surveillance allemande et, chaque fois qu'un témoignage du souvenir fidèle du Sénat français ou du ministère des affaires étrangères est allé vers moi, pauvre exilé, on a changé le lieu de mon internement.

Lorsque je suis enfin rentré dans ma ville, en novembre dernier, j'ai pu constater avec plaisir que, dans l'arrondissement de Lille, les idées étaient restées les mêmes: la population avait le même esprit et, dans les yeux des plus jeunes, de ceux qui supportent plus facilement les privations, j'ai vu, parfois, à travers les larmes, briller ces sentiments d'espoir, de patriotisme, qui nous réconfortent. (*Applaudissements.*)

J'ai vu chez les hommes mûrs, que la mort fauche malheureusement et qui ne supportent plus aussi bien ces privations, j'ai vu l'abnégation, j'ai vu le sacrifice; j'ai entendu un de mes vieux maîtres d'école, à qui je serrais la main, me dire: « Potié, te souviens-tu de ce dernier Spartiate, qui, aux Thermopyles, d'une main défaillante, écrivait sur le rocher: « Passant, va dire à Lacédémone que nous sommes morts ici pour obéir à ses lois? » Permettez-moi d'être aujourd'hui ce passant et de venir dire du haut de cette tribune à cette Assemblée française que ces populations flamandes ne peuvent être abandonnées, elles qui ont été à toutes les époques de l'histoire les plus vaillantes, les plus énergiques au combat, et, pendant la paix, les plus prolifiques, les plus travailleuses, l'honneur de la race française, et qui, aujourd'hui, malgré les misères et les calamités de toute espèce qui les accablent, veulent demeurer encore des enfants de la France, et toujours parmi les meilleurs, au premier rang. (*Applaudissements vifs et prolongés.*)

4. — EXCUSES ET DEMANDE DE CONGÉ

M. le président. M. Chastenet s'excuse de ne pouvoir assister à la séance de ce jour.

ni aux séances qui suivront jusqu'au 22 courant.

M. Gaudin de Villaine s'excuse également et demande un congé pour raison de santé.

Cette demande est renvoyée à la commission des congés.

5. — DÉPÔT DE PROJETS DE LOI.

M. le président. La parole est à M. le ministre de la marine.

M. l'amiral Lacaze, ministre de la marine. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat, au nom de M. le ministre des finances, deux projets de loi, adoptés par la Chambre des députés, autorisant :

Le 1^{er}, la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi d'Apt (Vaucluse);

Le 2^e, la prorogation d'une surtaxe sur l'alcool à l'octroi de Cavailon (Vaucluse).

M. le président. Les projets de loi sont renvoyés à la commission d'intérêt local.

Ils seront imprimés et distribués.

M. le ministre. J'ai l'honneur également de déposer sur le bureau du Sénat, au nom de M. le président du conseil, ministre des affaires étrangères, de M. le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et télégraphes, de M. le ministre des finances et de M. le ministre de l'intérieur, un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ratification du décret du 22 décembre 1916 qui a prohibé l'importation en France et en Algérie, sous un régime douanier quelconque, des alcools (eaux-de-vie et alcools autres) et des liqueurs d'origine ou de provenance étrangère.

M. le président. S'il n'y a pas d'opposition, le projet de loi est renvoyé à la commission des douanes. (*Adhésion.*)

Il sera imprimé et distribué.

M. le ministre. J'ai l'honneur également de déposer sur le bureau du Sénat, au nom de M. le ministre des finances, un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant la régularisation du décret du 3 février 1917 portant ouverture de crédits sur l'exercice 1917 au titre du budget annexe des monnaies et médailles.

M. le président. Le projet de loi est renvoyé à la commission des finances.

Il sera imprimé et distribué.

M. le ministre. J'ai l'honneur également de déposer sur le bureau du Sénat, au nom de M. le ministre des travaux publics et de M. le ministre des finances, un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet de modifier l'article 5 du décret du 16 septembre 1910, déclaratif d'utilité publique des voies ferrées d'intérêt local de Lourdes à Bagnères-de-Bigorre et de Bagnères-de-Bigorre à Gripp (plateau d'Artigue), et d'approuver un avenant au traité de rétrocession desdites lignes.

M. le président. Le projet de loi est renvoyé à la commission des chemins de fer.

Il sera imprimé et distribué.

M. le ministre. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat, au nom de M. le ministre des travaux publics, de M. le garde des sceaux, ministre de la justice, de M. le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, et de M. le ministre des finances, un projet de loi, adopté par le Sénat, adopté avec modification par la Chambre des députés, sur l'immatriculation des bateaux de rivière et l'hypothèque fluviale.

M. le président. Le projet de loi est renvoyé à la commission précédemment saisie, nommée le 13 avril 1916.

Il sera imprimé et distribué.

M. le ministre. J'ai l'honneur de déposer également sur le bureau du Sénat, au nom de M. le ministre des finances et au mien, un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture au ministre de la marine de crédits destinés à favoriser la défense contre les sous-marins.

M. le président. Le projet de loi est renvoyé à la commission des finances.

Il sera imprimé et distribué.

6. — DÉPÔT DE PROJET DE LOI

M. le président. La parole est à M. le ministre de la marine pour déposer un projet de loi pour lequel il se propose de demander au Sénat de déclarer l'urgence.

M. l'amiral Lacaze, ministre de la marine. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant modification aux grades et aux effectifs du corps des officiers de marine et du corps des équipages de la flotte, ainsi qu'aux règles d'admission anticipée dans la 2^e section ou à la retraite prévues par la loi du 10 juin 1896.

M. le président. S'il n'y a pas d'opposition, veuillez donner lecture de l'exposé des motifs.

M. le ministre. La Chambre des députés a adopté, dans sa séance du 5 avril 1917, un projet de loi portant modification aux grades et aux effectifs du corps des officiers de marine et du corps des équipages de la flotte, ainsi qu'aux règles d'admission anticipée dans la 2^e section ou à la retraite prévues par la loi du 10 juin 1896.

Quelques modifications ont été apportées au texte primitif du projet à la suite de divers amendements et, d'accord avec la commission de la marine. Ces modifications sont expliquées dans les deux rapports faits, au nom de ladite commission, par M. G. Le Bail.

Le Gouvernement n'a rien à changer aux grandes lignes de l'exposé des motifs qui accompagnait le projet de loi présenté à la Chambre des députés et qui a été distribué à MM. les sénateurs, ainsi que les deux rapports précités.

Toutefois, depuis le dépôt de ce projet, de graves événements se sont accomplis. Nos ennemis ont jugé que le nombre et la puissance de leurs sous-marins leur permettaient aujourd'hui de s'affranchir des derniers principes de droit et d'humanité qu'ils avaient jusqu'ici respectés. Ils poursuivent, sur mer comme sur terre, cette guerre impitoyable dont la destruction des navires-hôpitaux marque l'étape suprême. C'est en prévision de ces événements que nous avions préparé pour le personnel de la marine ce nouveau statut. La nécessité de le mettre en application grandit de jour en jour. La Chambre des députés a bien voulu l'adopter à l'unanimité, le jour même où elle saluait l'entrée en lutte à nos côtés de la grande république des Etats-Unis.

Le Gouvernement compte que le Sénat, toujours empressé à voter les lois de défense nationale, examinera au plus tôt le texte adopté par la Chambre. Ce texte répond à des nécessités impérieuses.

Il est indispensable, notamment, de nommer sans retard des capitaines de corvette pour le commandement des formations navales et aériennes dont la guerre sous-marine nous oblige à multiplier le nombre. Il importe aussi de remédier à la pénurie croissante d'officiers subalternes par la création, qui a déjà trop tardé, d'un cadre de maîtres-principaux choisis parmi les meilleurs de nos officiers marinières.

Le développement de la guerre sur mer, l'ampleur qu'elle prendra encore dans l'avenir, exigent ce renforcement de personnel.

Nous vous demandons instamment, messieurs, de nous l'accorder au plus tôt.

M. le président. Je consulte le Sénat sur l'urgence.

(L'urgence est déclarée.)

Le projet de loi est renvoyé à la commission de la marine.

Il sera imprimé et distribué.

7. — DÉPÔT DE PROJETS DE LOI

M. le président. La parole est à M. le sous-secrétaire d'Etat des finances.

M. Albert Métin, sous-secrétaire d'Etat du ministère des finances. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat, au nom de M. le président du conseil, ministre des affaires étrangères, de M. le ministre des finances et de M. le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ratification du décret du 18 décembre 1916, qui a majoré les droits d'importation afférents aux tabacs fabriqués autres que pour la régie.

M. le président. Le projet de loi est renvoyé à la commission des douanes.

Il sera imprimé et distribué.

M. le sous-secrétaire d'Etat. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat, au nom de M. le président du conseil, ministre des affaires étrangères, de M. le ministre des finances, de M. le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, de M. le ministre de l'agriculture, de M. le ministre de la guerre, de M. le ministre de l'intérieur et de M. le ministre des travaux publics, un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ratification de décrets ayant pour objet d'établir des prohibitions de sortie et des prohibitions d'entrée sur diverses marchandises.

M. le président. Le projet de loi est renvoyé à la commission des douanes.

Il sera imprimé et distribué.

M. le sous-secrétaire d'Etat. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat, au nom de M. le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant modification de l'article 46 de la loi de finances du 31 décembre 1907, relatif à l'inspection de l'enseignement technique.

M. le président. S'il n'y a pas d'opposition, le projet de loi est renvoyé à la commission de l'apprentissage, nommée le 12 novembre 1912. (*Assentiment.*)

Il sera imprimé et distribué.

M. le sous-secrétaire d'Etat. J'ai l'honneur enfin de déposer sur le bureau du Sénat, au nom de M. le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, de M. le ministre des finances et de M. le ministre de l'agriculture, un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à la réforme du régime des entrepôts.

M. le président. S'il n'y a pas d'opposition, le projet de loi est renvoyé à la commission des douanes. (*Assentiment.*)

Le projet sera imprimé et distribué.

8. — TRANSMISSION D'UNE PROPOSITION DE LOI

M. le président. J'ai reçu de M. le président de la Chambre des députés la communication suivante :

« Paris, le 11 avril 1917.

« Monsieur le président,

« Dans sa séance du 4 avril 1917, la Chambre des députés a adopté une proposition de loi sur le régime des fabrications de guerre.

« Conformément aux dispositions de l'article 105 du règlement de la Chambre, j'ai

L'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition, dont je vous prie de vouloir bien saisir le Sénat.

« Je vous serai obligé de m'accuser réception de cet envoi.

« Agréé, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

« Le président de la Chambre des députés,
« PAUL DESCHANEL. »

S'il n'y a pas d'opposition, la proposition de loi est renvoyée à la commission relative aux marchés passés par le Gouvernement pendant la guerre, nommée le 28 décembre 1915. (Adhésion.)

La proposition de loi sera imprimée et distribuée.

9. — INTERPELLATIONS

M. le président. Je vais donner connaissance au Sénat des demandes d'interpellations déposées.

D'abord, celle de M. Debierre sur la manière dont a été préparée et conduite l'opération du 16 avril dernier et les sanctions prises à l'égard des responsables.

M. Ribot, président du conseil, ministre des affaires étrangères. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le président du conseil.

M. le président du conseil. Je crois être d'accord avec notre honorable collègue M. Debierre pour ne pas fixer la date de cette interpellation. Il serait inutile de la discuter en ce moment.

M. Debierre. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Debierre.

M. Debierre. J'ai déposé cette demande d'interpellation parce que je pense qu'il y a lieu de solliciter des explications du Gouvernement sur la préparation, l'exécution et les résultats et conséquences de l'action offensive du 16 avril. Cette offensive a été créée chez ceux qui se battent, officiers comme soldats, et par répercussion dans tout le pays, un état d'esprit qui a besoin d'être rassuré.

Il est nécessaire de régler la question par des explications que le Gouvernement voudrait bien fournir au Parlement et, en particulier, au Sénat.

Je conçois très bien qu'à l'heure actuelle on demande de différer cette interpellation. De lui-même déjà, le Gouvernement a compris qu'il y avait des sanctions à prendre. Certaines ont été prises. Sont-elles suffisantes ? J'estime que toutes n'ont pas encore été prises et que, demain, le Gouvernement les prendra et nous les fera connaître.

Puisque M. le président du conseil est entré dans cette voie, je veux bien lui faire crédit et accepter avec lui de différer de quelques jours, puisqu'il me le demande, la discussion de l'interpellation que j'ai déposée, étant bien entendu qu'il est autant de l'intérêt du Gouvernement que de l'intérêt du Parlement d'avoir sur la matière une explication définitive, afin d'en finir et de tirer les conclusions nécessaires pour l'avenir, des opérations du 16 avril dernier. (Approbation sur divers bancs.)

M. le président. S'il n'y a pas d'observation, la fixation de l'interpellation est ajournée à une séance ultérieure. (Adhésion.)

J'ai également reçu une demande d'interpellation de M. Jénouvrier sur la présence du ministre de l'intérieur dans le comité de guerre.

M. le président du conseil. Je pense que

l'interpellation de M. Jénouvrier peut donner lieu à une explication très courte.

S'il le veut bien, je suis à sa disposition.

M. le président. Si personne ne s'oppose à la discussion immédiate. (Non ! non !), je donne la parole à M. Jénouvrier pour développer son interpellation.

M. le président. La parole est à M. Jénouvrier.

M. Jénouvrier. Messieurs, je me rends compte que, dans les moments angoissants que nous vivons, au milieu des événements qui nous emportent, tellement surhumains qu'il semble bien qu'on ne puisse pas trouver un homme non seulement pour les dominer, mais même pour être à leur hauteur, toute parole prononcée ici doit être grave, réfléchie, réservée. Mais je crois être assez sûr de ma parole, mon patriotisme est assez averti et en même temps assez inquiet pour que je ne dise rien ici qui puisse être su là-bas.

J'ai imposé à ce que je veux dire des limites infranchissables, et, pour être bien certain de ne pas aller au delà, je demande à mes collègues, au risque de les étonner, la permission de ne pas répondre aux interruptions dont ils voudraient bien m'honorer.

M. Larère. Cela vous changera. (Sourires.)

M. Jénouvrier. Cela me changera en effet et ce sera pour moi une privation.

M. Larère. Et pour nous.

M. Jénouvrier. L'un de nos collègues M. Lintilhac, je crois, a dit un jour : « L'interruption est le sel de la discussion. » C'est vrai en temps accoutumé ; mais je considère que nous ne devons pas nous laisser aller, pour le plaisir d'une riposte, à dépasser les limites que la réflexion nous a imposées à l'avance.

Je demande donc à M. le président du conseil, de la façon la plus nette et la plus simple, le motif de la présence de M. le ministre de l'intérieur dans le comité de la guerre.

La création de ce comité est une chose excellente et je la comprends à merveille. On a compris depuis longtemps qu'il convenait de choisir, parmi les ministres, ceux qui, par leurs fonctions ou par leurs connaissances antérieures, étaient qualifiés pour s'occuper plus particulièrement des choses de guerre. Mais, messieurs, vous pensez avec moi qu'il faut des qualités spéciales pour entrer dans ce cénacle dont les décisions peuvent compromettre ou assurer le salut de la patrie.

Ne vivant que de la guerre, pour la guerre, ayant l'esprit toujours tendu vers elle, s'interdisant tout plaisir, toute distraction de nature à éloigner son esprit de la tâche formidable qu'il a acceptée, menant une vie simple, presque austère, ayant peu de relations, évitant les familiarités qui permettent les questions indiscrètes et auxquelles le silence qui les accueille, ou les jeux de physionomie qu'elles provoquent constituent parfois une réponse dangereuse, penché sans cesse sur les cartes de guerre ou sur les dépêches diplomatiques, que l'expérience leur a appris à déchiffrer, alliant l'ardeur héroïque avec laquelle nos enfants courent à la mort et à la gloire comme à une fête, à la sagesse et à la prudence qui doit économiser ce sang généreux qui est l'espoir des générations futures, sang que l'on ne peut pas verser inutilement sans commettre le pire des crimes pour lequel le pire des châtements serait insuffisant, tel m'apparaît devoir être le caractère de ceux qui ont l'honneur de pénétrer dans le comité de guerre.

Je suis convaincu, messieurs, que plusieurs de ceux qui en font partie répondent à cet idéal ; mais, pour ne pas parler des vivants, j'ai rencontré sur mon chemin un homme, un soldat qui, après avoir, pendant cinquante années de sa vie, donné toutes ses forces à la patrie, a eu ce suprême honneur, au soir de ses jours, de sauver Paris et en même temps la France, il travaillait encore lorsque déjà apparaissaient, pour son esprit, les aurores blanches de l'éternité ; il n'a cessé de travailler que lorsque la mort l'a arraché brutalement à sa table de travail. Voilà, pour moi, quel doit être le type de l'homme qui entre dans le comité de guerre.

Le cabinet Briand avait pensé, non sans raison, que ce comité ne devait comprendre qu'un certain nombre de membres : ce n'est pas des réunions les plus nombreuses que sort le meilleur travail et la condition essentielle pour qu'un secret reste un secret, c'est qu'il soit connu de peu de gens.

Dans le comité de guerre du cabinet Briand, je vois, sous la présidence naturelle du chef de l'Etat, le président du conseil, qui avait alors l'honneur, comme aujourd'hui, d'être ministre des affaires étrangères, le ministre de la guerre, le ministre de la marine, tous gens qualifiés. On aurait pu s'en tenir là. On y fit entrer le ministre des finances encore qu'il ne soit qu'un payeur...

M. le président du conseil. Un peu plus que cela cependant... (Sourires approbatifs.)

M. Jénouvrier. Un payeur en matière de choses militaires : je ne retire pas le mot, j'ai pesé toutes les paroles que j'ai prononcées. Mais je pense que, si le ministre des finances d'alors est entré dans le comité de guerre, cela tenait à sa personnalité et aux hautes fonctions qu'il avait exercées autrefois. On y a fait entrer également le ministre des munitions, encore que je ne l'aperçoive que comme un simple fournisseur de la guerre. Mais c'était tout.

Puis, le cabinet Briand est parti. Il est parti... en partie, car c'est une des caractéristiques de notre époque, comme de celle, peut-être, qui l'a précédée, que toutes les attaques contre les gouvernements ont un caractère essentiellement personnel ; si bien qu'au lendemain d'une manifestation de ce genre, on voit le chef du Gouvernement disparaître tandis que ceux qui avaient été les collaborateurs de sa politique et qui, par conséquent, en raison de la solidarité ministérielle, devraient l'accompagner dans sa retraite, le remplacer ou collaborer avec son successeur ; il semble bien, en conséquence, que rien n'est changé.

Quoi qu'il en soit, l'honorable M. Ribot fut chargé de former un cabinet. Quelques mois auparavant, la Chambre avait exprimé la volonté formelle que le cabinet fût resserré ; le président du conseil s'empressa de déférer à ce désir en donnant au Gouvernement un développement qu'il n'avait jamais eu. Si je sais compter, les membres du Gouvernement comprennent quatorze ministres et onze sous-secrétaires d'Etat. Si, avec cela, la France n'est pas bien gouvernée et si les opérations militaires ne sont pas bien conduites, c'est à en désespérer.

Depuis que le ministère a été ainsi étendu par l'honorable M. Ribot, je vois, dans le comité de guerre, en plus du chef de l'Etat, M. le président du conseil, M. le ministre de la guerre et M. le ministre de la marine. On aurait pu s'arrêter là ; mais j'y vois figurer aussi le ministre de la justice et le ministre du travail. Au premier abord, leurs départements ministériels ne semblent pas se rattacher aux choses militaires. Si l'honorable garde des sceaux et l'honorable ministre du travail sont entrés dans le comité de guerre, ils le doivent,

je crois, à leur qualité d'anciens présidents du conseil; c'est une raison, je la crois mauvaise, mais c'en est une. Autant j'aurais compris qu'au 4 août 1914 on réunit dans un grand conseil national tous ceux qui avaient eu le grand honneur de diriger les affaires, et avec eux les présidents des deux Assemblées, autant il me paraît excessif que, pour avoir eu l'honneur d'être président du conseil il y a quelque vingt ans ou même quelque mois, on entre dans le comité de guerre qui doit surtout s'occuper des affaires militaires.

Mais on y a fait entrer également M. le ministre de l'intérieur, et ici je ne comprends plus; je ne trouve pas de raison...; évidemment, c'est la faute de ma perspicacité, mais cette raison est tellement profonde, si elle existe, que je n'ai pas pu la découvrir. En quoi M. le ministre de l'intérieur peut-il avoir une influence... — je ne dis pas en quoi s'intéresse-t-il aux choses militaires, car, bien entendu, nous nous y intéressons tous, — mais en quoi la direction du département de l'intérieur peut-elle avoir une influence sur les choses de la guerre?

M. Rouby. Voyez l'exemple de la Russie!

M. Jénouvrier. En temps normal, si je ne me trompe, les attributions du ministre de l'intérieur consistent à diriger la politique intérieure, à assurer la tranquillité publique, à prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la sûreté publique ne soit pas troublée, à assurer, par des mesures sages, concertées avec ses collègues, l'approvisionnement du pays, à assurer, même, l'exécution des lois électorales et à bien indiquer aux électeurs quels sont les candidats sur lesquels leur choix doit se porter de préférence (*rires approbatifs à droite*); puis, à diriger de haut les affaires départementales et communales.

M. Rouby. C'est de la politique que vous faites en ce moment!

M. Jénouvrier. J'ai pris la résolution de ne répondre à aucune interruption.

Voilà donc quelles sont, en thèse générale, les fonctions du ministre de l'intérieur. M. le président du conseil voudra bien me dire en quoi ces fonctions touchent à la direction des opérations militaires.

Mais, ce qui était vrai lorsque le ministre de l'intérieur avait la plénitude de ses fonctions l'est encore davantage aujourd'hui, alors que, par suite de créations de ministères nouveaux, on l'a amputé, si je puis ainsi parler, des parties les plus essentielles de ses fonctions.

Le ravitaillement — je n'en dirai rien, nous en pensons tous beaucoup... (*Très bien!*)

Le ravitaillement, autrefois, dépendait du ministère de l'intérieur, de concert peut-être avec le ministère du commerce. Aujourd'hui, il dépend exclusivement de M. le ministre du ravitaillement. De telle sorte qu'il ne reste plus guère au ministre de l'intérieur, étant donné qu'il n'y a pas d'élections et que les affaires municipales et départementales chôment quelque peu, que les questions d'assistance publique et celle des secours aux réfugiés.

Alors, comment la direction d'un tel département justifie-t-elle l'entrée de son titulaire dans le comité de guerre? C'est la question que tout représentant du pays a le droit de poser au Gouvernement. (*Très bien! à droite*).

C'est un droit et en même temps, c'est un devoir, et trop souvent, nous n'avons pas assez usé de l'un et pas assez rempli l'autre. Oh! bien des fois, nous avions le désir de porter telle ou telle question à la tribune; mais des voix autorisées nous

disaient: « N'en faites rien! On va dire que vous faites de la politique, que vous portez ombrage à ceux qui supportent le fardeau, si lourd, des affaires publiques! » Et je me taisais, et nous nous taisions. Eh bien! j'en ai assez, en ce qui me concerne, et j'entends libérer ma conscience, en même temps que répondre à ce que l'opinion publique a le droit légitime d'exiger de nous.

Il y a eu trop d'infortunes inutiles, trop de larmes versées pour que je n'use pas de mon droit de poser à un Gouvernement, qui n'est que mon mandataire, la question que voici: « Pourquoi commettez-vous un acte déterminé? »

Si M. le Ministre de l'intérieur, donc, était dans la plénitude de ses attributions, je ne le comprendrais pas entrant dans le comité de guerre; je le comprends moins encore, étant donné la manière dont il a rempli sa fonction.

Parlerons-nous du ravitaillement?

M. le ministre de l'intérieur s'est glorifié d'en avoir la charge, et le Sénat se souvient de l'avoir entendu déclarer à cette tribune: « Si vous me donnez les moyens — je ne dirai pas les armes — que je réclame, je vous garantis que, si tout n'est pas donné en abondance, tout sera au moins donné d'une manière suffisante. Donnez-moi la taxe ». C'est le beurre, le fromage, le blé... Vous vous en souvenez!

M. de Lamarzelle. Cela a produit de bien jolis résultats!

M. Jénouvrier. Nous connaissons le résultat.

M. le ministre de l'intérieur a réuni dans son cabinet les maires des plus grandes villes de France pour demander ce qu'il avait à faire. Les maires ont donné des conseils que l'on s'est empressé, je crois, de ne pas suivre. C'est du reste l'usage; quand on demande un conseil, on est souvent décidé à ne pas le suivre.

M. le ministre de l'intérieur était si bien chargé du ravitaillement qu'à la date du 7 mai, je lisais au *Journal officiel* un décret qui transporte au ministère du ravitaillement des crédits d'abord affectés au ministère de l'intérieur pour assurer les services du ravitaillement. Donc le ministre de l'intérieur était bien chargé du ravitaillement.

Comment s'en est-il acquitté?

Ah! messieurs, il y a des hommes parmi vous, qui sont dans le négoce, qui achètent pour revendre. Quel est celui d'entre vous qui, en prévision d'une vente considérable, ne ferait pas cette opération élémentaire que l'on appelle se couvrir?

Et quel est le négociant qui n'aura pas, dans ses magasins, au moins pour quelques mois, la marchandise dont il sait qu'il aura besoin?

Eh bien! nous savons où en est le ravitaillement. Ce n'est pourtant pas la faute de notre excellent collègue Herriot; ce n'est même pas la faute de M. le ministre actuel du ravitaillement, qui me paraît, cependant, manquer de méthode, puisque chaque jour il rapporte les décrets qu'il a rendus la veille et se rend coupable d'infanticides sur ses propres décrets. (*Rires*.)

Qui est responsable? M. le ministre de l'intérieur d'alors. Et vous considérez que c'est un titre pour entrer dans le comité de guerre?

M. le ministre de l'intérieur avait une charge particulière à assurer: la sûreté générale. Vous vous souvenez d'un incident qui s'est produit ici. Un des préfets de M. le ministre de l'intérieur — et non pas des moindres — lui a demandé, d'accord avec les services de la sûreté générale, de prendre une mesure de précaution.

M. Malvy, ministre de l'intérieur. Cette question a été soulevée en comité secret.

M. Jénouvrier. Un de nos collègues a porté le fait à la tribune; il est en ce moment à son banc. M. le ministre de l'intérieur a refusé ce que lui demandait ce préfet. Vous vous souvenez, messieurs, de l'accueil que le Sénat fit à des observations un peu hésitantes.

M. le ministre de l'intérieur est chargé de la surveillance des étrangers: je dois encore rappeler au Sénat avec quel libéralisme M. le ministre donne des permis de séjour dans le camp retranché de Paris malgré l'autorité militaire. Il a dû lui-même en faire l'aveu à la tribune, et, lorsque le scandale devint tel qu'il fut contraint de revenir sur sa décision, l'étranger — je parle au masculin — (*Sourires à droite*) quitta le camp retranché de Paris. Où devait-il aller alors? Dans un camp de concentration? M. le ministre de l'intérieur nous a appris lui-même qu'il l'avait envoyé dans un pays neutre, c'est-à-dire là où l'on peut facilement communiquer avec l'ennemi. Les camps de concentration sont précisément faits pour ces gens-là.

Je trouve maintenant M. le ministre de l'intérieur à la tête de la censure politique — je ne parle pas de la censure diplomatique ou militaire — et je le vois qui laisse passer, dans certains théâtres, des pièces regrettables.

M. le président du conseil. M. le ministre de l'intérieur n'est pas à la tête de la censure politique.

M. Jénouvrier. La censure des théâtres dépend peut-être du ministre de la guerre.

M. Henry Bérenger. Il y a donc encore une censure?

M. Jénouvrier. Je regrette qu'il n'y en ait pas à ce point de vue-là.

Je voyais, l'autre jour, un journal sérieux protester contre certaines pièces jouées dans des théâtres de Paris, au grand scandale des auditeurs; il ajoutait qu'ayant demandé à un censeur des théâtres comment on avait pu laisser passer un tel ouvrage, il avait cru comprendre que l'on s'était conformé à un ordre supérieur.

Hier je lisais dans le journal *L'Œuvre* un article ainsi intitulé: « Va-t-on fermer les boîtes de nuit? »

Savez-vous ce que sont les boîtes de nuit? Je l'ai appris hier. Ce sont des endroits élégants où l'on danse et où le champagne, paraît-il, est payé trente francs la bouteille.

M. Charles Riou. Suivant la mode allemande.

M. Jénouvrier. Alors que nos soldats se font tuer à cent kilomètres d'ici, ces choses se passent sous l'œil bienveillant du ministre de l'intérieur, entre la place de l'Etoile et la gare Saint-Lazare.

Et voilà le haut fonctionnaire que rien n'appelle dans le comité de guerre, qui, pourtant, y est entré.

Pourquoi? Je ne ferai pas à l'honorable président du conseil l'injure de penser qu'il commet des actes sans obéir à de sérieux motifs.

Evidemment s'il a appelé M. le ministre de l'intérieur dans le comité de guerre, il doit avoir une raison pour cela. (*Sourires*.) Et cette raison n'est certes pas celle que certains échos de la presse ont donnée; M. le président du conseil — disait-on — avait agi sur les injonctions de je ne sais quel parti politique. Allons donc! Cela n'existe plus (*Très bien! à droite*); ou tant pis pour ceux pour qui cela existerait!

Je pense comme l'honorable M. Potié et j'atteste que, depuis le 4 août 1914, je n'ai pas même le souvenir des préférences que je pouvais avoir, avant cette date, pour les personnes ou pour les théories. Je n'ai

qu'un parti, celui de M. le président du conseil.

M. Rouby. Nous sommes d'accord, alors ?

M. Jénouvrier. C'est le parti de la France. Je n'en ai plus d'autre. Et c'est parce que je suis du parti de la France que, dans mon indépendance et dans mon droit, je pose cette question à M. le président du conseil.

Pour employer la vieille formule des cours de justice, je parle sans haine et sans passion, sans haine contre qui que ce soit... Je me trompe, je suis comme M. Potié : j'ai de la haine — et j'espère qu'elle sera féconde ; je la transmettrai à ceux qui viendront après moi — (*Applaudissements*) j'ai de la haine contre les barbares, contre les ennemis de mon pays. Contre d'autres, je n'en ai point.

Je n'ai la crainte de qui que ce soit non plus, et c'est parce que je suis sans haine et aussi sans crainte que j'ai déposé une demande d'interpellation. (*Applaudissements à droite et sur divers bancs.*)

M. Ribot, président du conseil, ministre des affaires étrangères. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le président du conseil.

M. le président du conseil. Messieurs, je laisserai de côté ce qui, dans le discours de mon collègue M. Jénouvrier, toucherait à la politique générale. M. Jénouvrier, sans d'ailleurs insister, m'a demandé compte de la constitution du cabinet. Il a exprimé le regret que tous les membres de l'ancien cabinet ne fussent pas sortis ; je pourrais exprimer le même regret que lui (*Sourires*) ; mais il n'a pas dépendu de moi qu'un appel me fût fait, et, si j'ai répondu, mon collègue voudra bien me faire l'honneur de penser que c'est parce que j'ai cru que je pouvais rendre quelques services et que c'était un devoir auquel je n'avais pas le droit de me dérober.

Mais je viens tout de suite à la question qui m'a été posée : pourquoi le ministre de l'intérieur a-t-il été appelé à faire partie du comité de guerre ?

D'abord, qu'est-ce que le comité de guerre ? Au dehors, on se figure que c'est une institution ayant une existence légale, qui a des pouvoirs propres. Il n'y a rien de semblable. Le comité de guerre est simplement une commission intérieure du cabinet qui est chargée de préparer certaines décisions se rapportant plus particulièrement à la guerre. Il n'a aucun pouvoir propre.

M. Jénouvrier. Nous sommes d'accord.

M. le président du conseil. Les questions courantes, qui ne sont pas d'ordre important, sont résolues tous les matins, je puis le dire, dans une conférence que je tiens avec les deux ministres militaires, c'est-à-dire le ministre de la guerre et le ministre de la marine. Nous réalisons ainsi une liaison très utile. Les questions qui exigent une étude, la compétence aussi de généraux qui sont appelés à donner leur avis, sont examinées par cette commission du conseil des ministres qui n'a pas de responsabilité, qui ne peut pas prendre de décisions.

Tout ce qui se fait au comité de guerre est ensuite rapporté en conseil des ministres, et c'est là seulement que, constitutionnellement, les décisions sont prises, qui engagent les responsabilités du Gouvernement tout entier.

Voilà ce qu'est le comité de guerre. On peut le composer de différentes façon. Mon honorable prédécesseur y avait appelé cinq personnes. Il y en a aujourd'hui quatre de plus.

On me demande pourquoi. On veut bien ne pas critiquer la présence du président du conseil, ni celle du ministre de la guerre et de la marine. On admet encore que deux anciens présidents du conseil, faisant partie du cabinet précédent, puissent avoir quelques avis utiles à donner. On s'étonne de voir le ministre des finances, que l'on appelle le payeur, et le ministre de l'intérieur.

Mais nous avons tout simplement emprunté au décret organique, sur le conseil de défense, les dispositions qui appelaient à ce conseil, présidé par le Président de la République, les membres qui font partie aujourd'hui du comité de guerre. Le conseil de défense, avant le ministère de mon prédécesseur, M. Briand, a fonctionné pendant longtemps avec cette composition. Il comprenait, en vertu du décret organique, le ministre de l'intérieur en même temps que le ministre des finances et le ministre des colonies.

Voilà la réponse. Elle est très simple, très claire.

Ne vous en déplaise, vous diminuez singulièrement, en temps de guerre, l'importance du ministère de l'intérieur. Vous dites qu'en temps de paix c'est un vrai ministère parce qu'il s'occupe d'élections, et vous, mon cher collègue, quand vous dites qu'en ce moment et depuis le 4 août, vous n'avez jamais mêlé aucune préoccupation politique aux intérêts de la défense nationale, peut-être vous souvenez-vous que l'honorable M. Malvy était ministre de l'intérieur aux dernières élections.

M. Jénouvrier. Je demande la parole.

M. le président du conseil. Ce n'est pas pour cela qu'il est au comité de guerre, mais parce que, ministre de l'intérieur, il est chargé de la sécurité publique, c'est-à-dire d'une tâche infiniment importante et délicate pendant la guerre.

Je tiens à dire ici, moi qui n'ai pas été autrefois des amis politiques de l'honorable M. Malvy, qu'il a rempli cette tâche d'une manière parfaite ; et ce n'est pas un mince mérite, pour un ministre de l'intérieur, d'avoir pu, pendant trois ans, administrer ce département si difficile, d'une main aussi délicate et sans qu'aucun désordre, sur aucun point du territoire, ne se soit manifesté. (*Applaudissements.*) Il faut être juste pour les services qui sont rendus.

M. Clemenceau. Le peuple français y est aussi pour quelque chose. (*Très bien !*)

M. le président du conseil. Assurément, le peuple français y est pour beaucoup, mais vous conviendrez, monsieur Clemenceau, qu'un ministre qui manquerait de tact — qualité essentielle pour un ministre de l'intérieur — car tout le monde ne peut pas être ministre de l'intérieur — pourrait peut-être provoquer certains mouvements auxquels le peuple français ne se prêterait pas volontiers, mais auxquels il pourrait se laisser entraîner.

M. Clemenceau. Ce peuple français est, je le rappelle, le principal intéressé.

M. le président du conseil. Ce n'est pas un mince mérite !

M. Paul Doumer. Aux heures les plus graves, la population française a toujours eu l'attitude du calme et de la dignité (*Très bien !*), notamment au mois de septembre 1914, et sans ministre de l'intérieur. (*Très bien ! très bien ! et vifs applaudissements sur un grand nombre de bancs.*)

M. le président du conseil. Je m'associe de tout cœur à l'hommage que vous rendez à la population. Mais je manquerais à la justice, si je ne disais pas, moi qui ai été le témoin, dans plusieurs ministères, de l'œuvre de M. le ministre de l'intérieur, qu'il a

été associé à la défense nationale dans des conditions qui lui devraient valoir des remerciements et non pas des attaques politiques. Je le dis très haut et très fermement.

Libre à vous de diminuer ses fonctions, de dire qu'il n'y a plus rien au ministère de l'intérieur que des questions politiques ou des questions d'assistance. Vous dites qu'on lui a enlevé le ravitaillement ? Il n'en a jamais eu la charge. (*Exclamations à droite.*)

M. Hervey. Ce n'est pas lui qui a demandé la taxe ?

M. le président du conseil. Il n'en a jamais eu la charge. Il a eu la charge de diriger les préfets dans les taxations. C'est le rôle naturel du ministre de l'intérieur. Mais le ravitaillement était au ministère du commerce et n'a jamais été au ministère de l'intérieur.

Messieurs, voilà le point. Il faut parler franc. Vous m'avez posé une question qui paraissait se rattacher à la défense nationale : pourquoi le ministre de l'intérieur fait-il partie du comité de guerre ? Je vous ai répondu. Si ma réponse ne vous satisfait pas, vous direz pour quelle raison. Je vous ai répondu très simplement, très nettement, la loi à la main. Pour le surplus, si c'est un procès politique que vous voulez, je déclare très nettement que je ne m'y prêterai pas. Comme vous, je ne connais qu'un parti, celui de la France. J'ai appelé M. le ministre de l'intérieur à faire partie du cabinet, parce que je croyais qu'il était de l'intérêt de la défense nationale qu'il y eût sa place. Je le crois encore. Voilà ma seule réponse. (*Très bien ! très bien ! et vifs applaudissements à gauche.*)

M. le président. La parole est à M. Jénouvrier.

M. Jénouvrier. Messieurs, je ne suis pas un vieux routier de la procédure parlementaire, mais il y a déjà quelques années que j'ai l'honneur d'entendre l'honorable M. le président du conseil et même de l'applaudir. Je savais bien qu'il me dirait : « Vous faites un procès politique ! »

Et de quel droit, monsieur le président du conseil, me faites-vous cette objection ?

M. le comte de Tréveneuc. Parce que c'est la seule manière de s'en tirer !

M. Jénouvrier. Ceux devant qui j'ai parlé pendant quarante ans m'ont fait l'honneur de me croire chaque fois que je leur ai affirmé un fait personnel, et, depuis dix ans que je fais partie du Sénat, jamais mes collègues ne m'ont pris en flagrant délit d'inexactitude.

J'ai dit que je ne faisais pas de politique, que je ne connais plus la politique. Je pourrais peut-être m'étonner qu'au nom de l'Union sacrée... Non, je ne veux pas parler de ces choses. Je ne fais donc pas de procès politique. J'ai été de la droite, je ne sais plus de quel parti je suis : je ne sais plus que du parti de la France. J'ai payé ma dette dans mon département, allez le demander ! (*Très bien ! à droite.*)

Alors qu'un comité de guerre, par le titre même qu'on lui donne, doit s'occuper des choses de la guerre, je ne vois pas pourquoi certains ministres en font partie.

M. le président du conseil, n'apportant pas dans son discours sa logique accoutumée, a commencé par nous dire que le comité de guerre était je ne sais quel rouage d'administration intérieure auquel on soumettait telles ou telles questions selon le bon plaisir du Gouvernement, que cela n'avait rien de constitutionnel, et que, par conséquent, il ne devait pas de comptes.

Puis, en terminant, il a dit qu'il était allé

prendre les éléments du comité de guerre dans le vieux comité de défense.

Qui parle aujourd'hui de ce comité de défense, qui, je crois, était destiné à défendre les fortifications de Paris du temps de M. Thiers? (*Sourires.*) En vérité, on s'occupe bien de ces choses actuellement! On ne s'occupe que de se battre, que de fournir à ceux qui se battent les moyens de poursuivre la lutte et à ceux de l'arrière les moyens de tenir.

A cet égard, je l'atteste, le moyen que vous avez employé et que j'ai signalé à cette tribune, je ne sais quel est son effet à l'avant, mais je connais celui qu'il a à l'arrière.

Et, quand vous venez me dire: « Le ministre de l'intérieur n'était pas chargé du ravitaillement », je vous réponds: « Monsieur le président du conseil, lisez donc les décrets que vous signez. » Le ministre de l'intérieur était si bien chargé du ravitaillement, qu'au *Journal officiel* du 7 mai, un décret signé du président du conseil transportait au ministère du ravitaillement les crédits dont bénéficiait jusqu'à ce jour le ministère de l'intérieur pour le service du ravitaillement. Il en était si bien chargé, qu'il est venu vous demander ici — lui et non M. Clémentel — la taxe sur telles et telles denrées. Cette fois-là encore j'ai eu le regret de me trouver en contradiction avec lui, et c'est à une petite majorité que le Sénat, si mes souvenirs sont exacts, sur ses pressantes instances, lui donne raison.

M. Hervey. Avec toutes les réserves de M. le rapporteur!

M. Jénouvrier. Telles sont les quelques observations que je voulais présenter. Je suis bien obligé de viser une personnalité.

Est-ce que vous ne les visez pas, messieurs, quand vous voulez renverser un Gouvernement? (*Mouvements divers à gauche.*)

J'ai bien entendu M. Painlevé attaquer M. Briand — j'étais à la séance de la Chambre des députés ce jour-là — j'ai également entendu assez malmené ici l'ancien président du conseil.

Ce sont bien des personnalités. Vous n'êtes pas des abstractions, messieurs les membres du Gouvernement (*Sourires*), vous êtes des réalités, il faut nécessairement que je m'attaque à quelqu'un. Je considère la présence de M. le ministre de l'intérieur dans le comité de guerre, c'est-à-dire dans cette sélection, comme l'a fort bien dit M. le président du Conseil, après moi et mieux que moi, faite parmi les membres du ministère, comme sans raison et, par conséquent, comme de nature à alourdir les discussions et les décisions de ce comité.

M. le président du conseil a couvert de fleurs son collaborateur. Voilà dix ans que j'entends couvrir de fleurs par les présidents du conseil leurs collaborateurs... (*Rires.*)

M. Henry Bérenger. Il y a plus longtemps que cela!

M. Jénouvrier... au moins en public. (*Nouveaux rires.*) Je n'ai jamais entendu un président du conseil dire autre chose à la tribune.

Verba volant, n'est-il pas vrai? Mais, ce qui ne vole pas, c'est le fait, qui reste là. Il m'est facile de vous prouver, monsieur le président du conseil, que je ne fais pas de politique: il n'y a pas longtemps que vous êtes à la tête du Gouvernement; je crois que j'ai déjà voté deux fois la confiance pour vous. Ne m'en demandez pas davantage. J'ai voté je ne sais combien de fois pour votre prédécesseur. J'ai même entraîné mon collègue et ami M. l'amiral de la Jaille à signer avec moi l'ordre du jour de confiance, pour prouver que nous ne faisons pas de politique.

Cette confiance, je vous l'accorde encore, monsieur le président du conseil, et je vais déposer sur le bureau du Sénat un ordre du jour dans lequel je vous témoigne ma confiance, à condition que vous ne fassiez entrer dans le comité de guerre que des hommes qui, par leurs fonctions ou leurs capacités, sont susceptibles de donner l'élan voulu à nos opérations militaires. Le Sénat fera ce qu'il voudra, je m'en rapporte à sa sagesse.

M. le président du conseil m'a répondu comme il a pu; j'ai libéré ma conscience devant moi-même et devant l'opinion publique. Car la question est posée devant l'opinion publique: elle sera résolue un jour ou l'autre. Je m'en rapporte donc à la décision du Sénat et j'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat l'ordre du jour dont M. le président va vous donner lecture. (*Très bien! très bien! à droite.*)

M. le président. J'ai reçu de M. Jénouvrier l'ordre du jour suivant:

« Le Sénat, confiant dans M. le président du conseil pour ne faire entrer dans le comité de guerre que des hommes capables de fortifier les décisions intéressant la direction de la guerre, passe à l'ordre du jour. »

M. le président du conseil. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le président du conseil.

M. le président du conseil. Je remerciais l'honorable M. Jénouvrier de sa confiance, si ce n'était pas une confiance conditionnelle et un peu vitupérative.

Je ne peux pas accepter un ordre du jour dans ces termes. Nous avons usé de la liberté qui nous appartient de faire entrer dans le comité de guerre qui nous pensons pouvoir être utile, en nous conformant à la loi.

Dans ces conditions, la solution de ce débat ne peut être que l'ordre du jour pur et simple. (*Applaudissements à gauche.*)

M. Alexandre Bérard et un grand nombre de ses collègues à gauche. Nous demandons l'ordre du jour pur et simple.

M. le président. L'ordre du jour pur et simple vient d'être demandé.

M. Jénouvrier. Sans signification, je tiens à le faire constater.

M. Alexandre Bérard. Nous approuvons M. le président du conseil.

M. le président. L'ordre du jour pur et simple, étant demandé, a la priorité: je le mets aux voix.

(L'ordre du jour pur et simple est adopté.)

M. le président. Je suis saisi encore d'une demande d'interpellation de M. Quesnel à M. le président du conseil sur la coordination des divers ministères pour assurer la main-d'œuvre agricole nécessaire à la moisson.

Quel jour le Gouvernement propose-t-il pour la discussion de cette interpellation?

M. le président du conseil. Je demande au Sénat d'attendre, pour fixer la date de cette interpellation, que M. le ministre de l'agriculture soit présent à la prochaine séance.

M. Louis Quesnel. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Quesnel.

M. Louis Quesnel. Messieurs, l'interpellation que j'ai eu l'honneur de déposer présente un caractère d'extrême urgence.

M. le président du conseil semble être d'avis qu'il conviendrait mieux de l'adresser

au ministre de l'agriculture. Tel n'est pas mon sentiment.

Si je me suis adressé à l'honorable M. Ribot, c'est parce que cette interpellation soulève une question de Gouvernement. (*Très bien! au centre.*)

Nous nous trouvons en présence, dans la Seine-Inférieure, de même que dans tous les autres départements agricoles, d'une situation qui, aujourd'hui, est devenue critique, et qui, si le Gouvernement se s'empres- sait pas d'y apporter remède, pourrait engendrer demain une véritable catastrophe. (*Très bien! très bien!*)

J'espère que, pour ce grave motif, le Sénat approuvera mon insistance et sera d'avis que mon intervention ne soit pas renvoyée à une date éloignée et incertaine.

Ce n'est pas au ministre de l'agriculture, mais bien au chef du Gouvernement que nous nous adressons.

Je ne veux pas entrer dans le fond même de la question; mais je crois pouvoir dire que le *Journal officiel* d'aujourd'hui même apporte, en faveur de ma manière de voir, l'argument le plus décisif. Il publie, en effet, une circulaire de M. le ministre de l'agriculture relative au battage des récoltes. M. Fernand David croit avoir accompli toute sa tâche en invitant les préfets à s'occuper du battage des récoltes. Mais il semble oublier que pour procéder à cette opération, il faut des machines, il faut du charbon. Or, il n'est pas question dans la circulaire de l'approvisionnement des agriculteurs en charbon. Par suite de cette lacune, la bonne volonté bien connue du ministre de l'agriculture est condamnée à demeurer inopérante.

Mais il y a plus: le document ministériel présente un autre inconvénient, celui de faire luire aux yeux de plusieurs catégories de mobilisés ruraux l'espoir d'être mis en sursis à l'occasion du battage des récoltes, sans préciser si un accord préalable est intervenu entre les départements de l'agriculture et de la guerre. Dans ces conditions, cet espoir risque de devenir illusoire et de faire naître des déceptions.

D'autre part, qu'accorde-t-on aux campagnes au point de vue de la main-d'œuvre des prisonniers de guerre?

Je me propose de démontrer que, sur ce point, il n'est fait qu'une part insuffisante aux exigences de l'agriculture.

Nous devons, messieurs, nous mettre en face des réalités. J'ai confiance que M. le président du conseil saura établir la liaison nécessaire entre les différents départements ministériels. Actuellement, chacun d'eux semble travailler isolément, sans entente préalable avec les autres; souvent même, à l'intérieur d'un ministère, des fonctionnaires très zélés, à qui je tiens à rendre hommage, ne se rendent pas toujours compte que tendre la main aux fonctionnaires du ministère d'à côté, c'est, particulièrement en temps de guerre, bien travailler pour la France. Devons-nous, après ces trois ans de dures épreuves si vaillamment soutenues par tous, continuer à avoir sous les yeux ce spectacle navrant de ministères s'ignorant parce qu'ils veulent s'ignorer, ou même quelquefois parce qu'ils entendent avoir le pas sur leur voisin?

Je demande au Sénat de vouloir bien se joindre à moi pour que M. le président du conseil veuille bien ne pas écarter *sine die* mon interpellation, mais qu'au contraire il consente à nous indiquer dès aujourd'hui une date fixe pour la discussion.

Cette tribune — vous savez pour quelle raison je n'y ai pas paru depuis le début de la guerre (*Très bien! très bien!*) — ce n'est pas une tribune où l'on monte pour prononcer de vaines paroles. Cette Assemblée a fait et continue de faire œuvre utile depuis le début de cette longue guerre, que ce

soit en séance publique ou en commission. Je vous demande, mes chers collègues, de vous joindre à moi et j'espère que M. le président du conseil voudra bien se laisser convaincre.

Je lui demande de se mettre d'accord avec nous dès aujourd'hui, car, plus tard, je ne pourrais peut-être — le Sénat le comprendra — pas revenir dans cette enceinte si la date était trop éloignée.

Pensez à ces valeureux habitants de nos campagnes, qui, sans un instant de défaillance, luttent sur le front, beaucoup même depuis le début de la guerre. Pensez aussi à leurs vieux parents, à leurs femmes, à leurs enfants, demeurés seuls à la ferme depuis trois ans. Les uns et les autres, moralement, physiquement, ont fait plus que force. *(Très bien ! très bien !)* Les forces humaines, hélas ! ont des limites ; nos populations rurales ont besoin qu'on leur apporte un secours immédiat, je veux dire la main-d'œuvre nécessaire pour la prochaine moisson.

Dans mon département, des démarches répétées ont été faites par mes collègues et par moi-même ; le préfet, avec le concours des sous-préfets, a, à l'époque des conseils de revision, exposé aux maires la nécessité de bien faire comprendre à leurs administrés l'impérieuse nécessité de mettre toutes les terres en culture. Nos populations ont répondu à ce patriotique appel, les terres ont été préparées. Malheureusement les semences nécessaires, qui avaient été promises, se sont trop fait attendre, quand elles n'ont pas fait complètement défaut.

Je suis un optimiste, mes chers collègues, mais les circonstances commandent de prendre d'urgence les mesures qui faciliteront la moisson et la bonne utilisation de toute la récolte.

Je vous prie donc, monsieur le président du conseil, de vouloir bien vous mettre d'accord avec nous sur une date rapprochée. *(Applaudissements.)*

M. le président du conseil. Je ne m'oppose pas du tout à ce que le Sénat fixe à une prochaine séance la discussion de cette interpellation ; mais M. le ministre de l'agriculture n'a pas été prévenu et n'assiste pas à la séance.

M. Louis Quesnel. Comme je le disais en montant à la tribune, en m'adressant au président du conseil, non au ministre de l'agriculture, j'ai tenu à bien indiquer que mon interpellation porte sur une question de gouvernement et qu'il importe, dans l'intérêt de la nation, de voir la coordination s'établir entre les différents services et ministères ; ce serait créer une confusion regrettable, que M. Ribot me permette de le lui dire, de nous substituer au chef du Gouvernement. Je considérais comme un devoir de signaler un mal qui n'a que trop duré. Ce devoir accompli, c'est au Gouvernement qu'il appartient d'agir. *(Applaudissements.)*

M. le président du conseil. Toutes les questions sont des questions de Gouvernement ; mais le président du conseil ne peut pas prendre la charge de répondre à toutes les interpellations. Celle-ci s'adresse plus particulièrement au ministre de l'agriculture. J'assisterai au débat, mais il faudrait au moins attendre que le ministre de l'agriculture puisse être présent à son banc.

M. Louis Quesnel. M. le président du conseil veut-il accepter la date de vendredi ?

M. le président. Monsieur le président du conseil demande-t-il l'ajournement pour la fixation de la discussion de l'interpellation ?

M. le président du conseil. Il faudrait que le ministre de l'agriculture fût présent :

or je ne sais pas si vendredi il pourra être là, et je ne puis m'engager en son absence.

M. Louis Quesnel. Je demande la parole contre l'ajournement.

M. le président. La parole est à M. Quesnel.

M. Louis Quesnel. Je m'excuse, messieurs, de remonter encore à cette tribune ; mais la situation de nos populations rurales mérite vraiment de retenir l'attention du Gouvernement : il suffirait, je le crains, d'un retard dans la réalisation de l'effort de coordination que je sollicite du Gouvernement pour aboutir à un désastre que nous sommes unanimes à vouloir conjurer. M. Ribot connaît mes sentiments, il sait combien je me rends compte de la grandeur de la tâche qu'il a assumée et combien j'apprécie le dévouement qu'il met à la remplir. Les uns et les autres nous sommes guidés par un commun amour de la France. *(Applaudissements.)* Aboutissons, car si, actuellement, des promesses, des bonnes paroles, on ne passe pas aux actes, la moisson risque d'être compromise. *(Très bien ! très bien !)*

M. Henry Chéron. La situation est très grave.

M. Louis Quesnel. Le Gouvernement et le Sénat, unis dans une même pensée d'admiration et de reconnaissance pour nos agriculteurs et nos ouvriers agricoles, sauront, j'en suis convaincu, rassurer nos vaillantes populations. *(Applaudissements sur un grand nombre de bancs.)*

M. le président. M. Quesnel demande que la discussion de son interpellation soit fixée à vendredi prochain.

Il n'y a pas d'opposition ?...
Il en est ainsi décidé.

M. le président. J'ai reçu enfin de M. Perchot une demande d'interpellation sur la politique économique du Gouvernement et, en particulier, sur le ravitaillement général du pays.

M. le ministre du ravitaillement m'a fait connaître qu'il était d'accord avec notre collègue M. Perchot pour accepter la date du vendredi 27 mai.

Il n'y a pas d'opposition ?...
Il en est ainsi décidé.

10. — COMMUNICATION DU DÉPÔT D'UN RAPPORT

M. le président. J'ai reçu de M. Chauveau un rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner la proposition de loi de M. Chauveau ayant pour objet de faciliter le remembrement de la propriété rurale.

M. le président. Le rapport sera imprimé et distribué.

11. — TIRAGE AU SORT DES BUREAUX

M. le président. L'ordre du jour appelle le tirage au sort des bureaux.
(Il est procédé à cette opération.)

12. — DISCUSSION D'UNE PROPOSITION DE LOI INSTITUANT LA MOBILISATION CIVILE ET D'UN PROJET DE LOI SUR LES RÉQUISITIONS CIVILES

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion : 1° de la proposition de loi de M. Henry Bérenger instituant la mobilisation civile et organisant la main-d'œuvre nationale en France et dans les colonies ; 2° du projet de loi sur les réquisitions civiles.

Je dois donner connaissance au Sénat du décret suivant :

« Le Président de la République française,

« Sur la proposition du ministre de la guerre,

« Vu l'article 6, paragraphe 2, de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875 sur les rapports des pouvoirs publics, qui dispose que les ministres peuvent se faire assister, devant les deux Chambres, par des commissaires désignés pour la discussion d'un projet de loi déterminé,

« Décrète :

« Art. 1^{er}. — M. Paul Matter, conseiller d'Etat en service extraordinaire, directeur du contentieux et de la justice militaire au ministère de la guerre, est désigné, en qualité de commissaire du Gouvernement, pour assister le ministre de la guerre au Sénat, dans la discussion : 1° de la proposition de loi instituant la mobilisation civile et organisant la main-d'œuvre nationale en France et dans les colonies ; 2° du projet de loi sur les réquisitions civiles.

« Art. 2. — Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent décret.

« Fait à Paris, le 15 mai 1917.

« R. POINCARÉ.

« Par le Président de la République :

« Le ministre de la guerre,
« PAUL PAINLEVÉ. »

Je rappelle au Sénat que l'urgence a été déclarée dans une précédente séance.
La discussion générale est ouverte.

La parole est à M. le rapporteur.

M. Henry Bérenger, rapporteur. Messieurs, au moment où s'ouvre devant le Sénat la discussion du projet de loi sur la mobilisation civile et la réquisition civile, le rapporteur de votre commission pense qu'il convient tout d'abord de rendre hommage aux populations civiles de la France qui, derrière nos soldats combattants, ont assuré le travail du pays et son ravitaillement, depuis le début de la guerre. *(Très bien ! très bien !)*

Les populations de la France, comme le disait M. le président du conseil, tout à l'heure, n'ont pas seulement montré un constant esprit de sacrifice : elles ont montré les plus magnifiques qualités de travail. *(Approbation.)*

La France civile a été, pendant cette guerre qui l'a surprise, à la hauteur de la France militaire, et tous ceux d'entre vous qui, dans leurs départements, ont vu s'élever ces grandes cités industrielles de la guerre, qui ont vu les campagnes cultivées, pendant les premières années de la guerre, par les femmes, les enfants et les vieillards, qui ont vu, de toutes parts, nos industries et nos commerces, même ceux qui étaient la parure et la grâce de la France, continuer, tant que cela était possible, derrière le rideau héroïque de la ligne du feu, seront certainement d'accord avec moi : au début de cette loi, qui va poser des questions d'enrôlement et d'obligation nécessaires pour la durée de la guerre, nous devons rendre hommage à l'incomparable mobilisation civile spontanée, qui a été accomplie par notre patrie bien avant qu'une semblable n'eût été édictée par l'ennemi de l'autre côté du front. *(Applaudissements.)*

Aussi je pense, et la commission sénatoriale, qui a étudié à fond la question de la mobilisation civile d'accord avec le Gouvernement, pense avec moi que cette loi qu'on appelle de mobilisation civile est d'abord et avant tout — passez-moi l'expression — une loi de stabilisation civile, une loi de consolidation, de conservation nationale et sociale. A l'article 6 de la loi, nous maintenons dans leurs fonctions tous les agriculteurs, tous ceux qui, de près ou de loin, proprié-

taires exploitants, fermiers, métayers ou colons paritaires, employés ou domestiques, participent au travail de la terre, tous les mineurs, tous les mécaniciens, tous les industriels aussi et tous les ouvriers qui assurent la production nationale de guerre et le ravitaillement du pays, tous les fonctionnaires enfin qui sont reconnus indispensables à leur poste, tous ceux, en un mot, qui, par ce que j'appelais tout à l'heure la mobilisation civile spontanée, ont assuré la force de résistance intérieure du pays, alors qu'aucun acte de prévoyance préalable n'avait pu être accompli, parce qu'on avait pensé que cette guerre durerait quelques mois, un an peut-être et qu'on n'avait pas jugé utile ou possible de réaliser l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre, pour le temps d'une guerre très longue, pour tenir pendant de longues années — qui ne sont pas encore finies hélas ! — en face de l'effort monstrueux de domination universelle tenté et encore aujourd'hui poursuivi par l'Allemagne.

Ainsi, messieurs, le premier caractère de la loi, celui qui est de nature à rassurer le Sénat, et je crois aussi à dissiper dans le pays certaines légendes, n'est pas d'instaurer une loi de bouleversement social, c'est, au contraire, d'être une loi de consolidation, une loi de conservation, une loi de stabilisation civile qui permettra à nos soldats de continuer les offensives commencées à la condition que ces offensives ne soient pas simplement tentées avec des poitrines (*Très bien ! très bien !*), mais qu'elles aient les reins nécessaires aux bords en avant qu'on leur aura préparés : or, ces reins ne peuvent être assurés que par la puissance industrielle et agricole de la nation qui, s'organisant derrière le front, doit permettre un jour à l'armée de rejoindre la frontière. (*Applaudissements.*)

Mais, direz-vous, si ce n'est qu'une loi de stabilisation civile, si vous vous préoccupez simplement de maintenir à leur poste actuel les agriculteurs, les mineurs, les cheminots, les industriels, les ouvriers qui doivent consolider la défense nationale derrière l'armée combattante, était-il bien nécessaire de faire une loi ? Et si cela était vraiment nécessaire, ne pouviez-vous vous en tenir là ? Vous auriez été — c'est une critique que j'ai entendu faire par certains de nos collègues dans les couloirs — vous auriez été d'accord avec les mœurs. Les lois ne sont bonnes que si elles réalisent les mœurs et n'ont de valeur que lorsqu'elles sont, pour ainsi dire, entrées instinctivement dans la vie de la nation. C'est à ce point de vue, nous disait-on, que votre stabilisation civile aurait été vraiment d'accord avec la grandiose mobilisation civile spontanée à laquelle vous rendez hommage tout à l'heure.

Cette critique aurait pu être fondée, messieurs, elle pourrait même encore l'être aujourd'hui, à une condition, c'est que la guerre fût près de se terminer, c'est qu'il ne se fût pas révélé de nouveaux besoins et sur le front et à l'arrière : c'est que le général en chef n'eût pas demandé de nouveaux combattants et de nouveaux travailleurs ; c'est que le Gouvernement qui est sur ces bancs ne se fût pas adressé à nos commissions pour nous demander un supplément très considérable de main-d'œuvre.

M. Charles Riou. Vous demandez la réquisition de toute la population civile au profit de l'Etat ?

M. le rapporteur. Mon cher collègue, permettez-moi de vous rappeler le mot de M. Neville Chamberlain, directeur du service national en Angleterre : « Personne ne désire prendre ma place parce que ce que

je demande n'est pas un privilège, c'est au contraire une charge et une obligation. » (*Sourires.*) Ma tâche, à moi est également ingrate et je vous serai reconnaissant de vouloir bien me la faciliter. J'ai des documents importants, essentiels, très graves, à soumettre au Sénat au sujet de cette loi ; je connais trop votre courtoisie pour ne pas me faire confiance et me laisser développer les considérations que j'ai à faire valoir.

M. Charles Riou. Je m'excuse de vous avoir interrompu, mais vous devez comprendre quelles sont, après ce que j'ai vu dans mon département, mes préoccupations.

M. le rapporteur. Je répondrai à ces préoccupations, mais je tiens à exposer devant le Sénat les raisons pour lesquelles nous ne pouvons pas nous en tenir à cette loi de stabilisation, de consolidation dont je parlais tout à l'heure.

Considérez, messieurs, qu'il y a, à l'heure actuelle, 7,360,000 Français et Françaises qui, en dehors des 4 millions de soldats de nos armées combattantes, sont occupés nuit et jour à des travaux d'importance nationale !

Il ne faut pas oublier, vous le savez, que l'agriculture, depuis le début de la guerre, a occupé plus de 3 millions de personnes, hommes, femmes, enfants, vieillards ; les usines de guerre occupent à l'heure actuelle plus de 1,600,000 personnes, les mines plus de 160,000, les industries et les services de guerre pour le ravitaillement, l'intendance et le service de santé occupent plus de 600,000 personnes, les transports plus de 200,000, les autres commerces ou industries de seconde importance pour la défense nationale, plus de 1,400,000, les administrations et les services publics plus de 400,000. Si vous faites l'addition des chiffres que je viens de vous donner, vous verrez que 7,330,000 Français et Françaises de tous âges, travaillent déjà pour la défense et la production nationale, et cela en plus des 4 millions de soldats français qui sont dans la zone des armées ou qui sont aptes à s'y rendre.

Cela représente donc, sur notre population, l'emploi de plus de 11 millions de personnes qui se trouvent mobilisées ou militairement ou civilement !

Si l'on fait la part de ceux qui ne pourront pas travailler, vous voyez que la réquisition générale dont vous parlez, mon cher collègue, monsieur Riou, se trouvera infiniment restreinte du fait de l'admirable mobilisation civile spontanée (*Très bien !*). Nous arriverons tout à l'heure à ce cercle restreint dans lequel nous pourrions agir.

Ce que je tenais à faire constater au Sénat, c'est que nous nous trouvons, messieurs — réfléchissez-y bien parce que les assemblées parlementaires à propos de cette loi, engageront leur responsabilité pour la durée et la conduite de la guerre — nous nous trouvons en face de demandes faites par le haut commandement, d'une part, et par le gouvernement civil, d'autre part.

Ces demandes, comme je vous le montrerai, s'élèvent à plus de 900,000 hommes, soldats ou travailleurs nouveaux. Si ce sont des soldats nouveaux, il faudra les remplacer par des civils dans les places de l'arrière qu'ils occupent en ce moment lorsqu'ils ne sont pas au combat. Et si ce sont des travailleurs nouveaux, nous ne pourrions pas les prendre parmi les 7,300,000 dont j'ai parlé tout à l'heure qui sont affectés à des travaux d'importance nationale comme ceux que nous avons définis il y a un instant.

Comme j'estime que cette tribune est surtout faite pour une discussion documentaire, et qu'on ne doit pas présenter à une

nation qui a fait preuve non seulement d'une si grande bravoure au feu, mais d'une résistance prolongée que le monde n'attendait pas et qu'elle-même et ses ennemis, peut-être, n'attendaient pas non plus (*Applaudissements*), je pense que le Sénat n'approuvera si je donne communication des pièces qui ont justifié les demandes de main-d'œuvre militaire et civile qui, elles-mêmes, justifient la loi de mobilisation civile.

Voici une lettre du général commandant en chef à M. le ministre de la guerre, à la date du 6 avril 1917, c'est-à-dire il y a à peine un mois.

C'est au moment où se préparait la grande offensive générale.

Le général en chef se préoccupait du résultat de cette offensive en se rendant bien compte que, de toute façon, la guerre ne serait pas terminée et il déposait un certain nombre de demandes en ce qui concerne de nouveaux éléments d'effectifs et de travailleurs militaires dont il pressentait qu'on allait avoir besoin.

« La question de l'échange des ouvriers de professions diverses des jeunes classes restant encore à relever dans les usines contre des hommes de même profession R. A. T. fournis par les armées a fait l'objet d'une dépêche de M. le ministre de l'armement (A-18,002 3,0 du 26 mars 1917) et de ma lettre en réponse n° 25,173 du 30 mars 1917. Je vous adresse ci-joint copie de ces deux documents. Les ouvriers visés par la dépêche ministérielle précitée et par votre bordereau n° 6,378 1/11 du 31 mars 1917 semblent être les mêmes si l'on en juge par leur nombre total qui est à peu près équivalent de part et d'autre. Ma lettre à M. le ministre de l'armement à laquelle je vous serais obligé de vouloir bien vous reporter, solutionnerait donc la question que vous m'avez posée en vous faisant connaître mes propositions pour l'échange demandé. Il convient d'ajouter que toute réserve doit être faite sur la possibilité matérielle de remplacer nombre pour nombre la totalité des ouvriers de professions diverses des jeunes classes encore présents à l'intérieur en raison du nombre de plus en plus restreint des ouvriers de même profession restant aux armées. Les termes de mon projet de circulaire aux armées, annexé à ma lettre n° 25,170 susvisée, vous permettent de juger que l'effort maximum sera fait néanmoins pour que ce remplacement soit intégral : en admettant que des prélèvements pourront être opérés non seulement sur des R. A. T. pères de cinq enfants, mais également sur des R. A. T. pères de quatre enfants ou assimilés et ensuite sur les R. A. T. des classes les plus anciennes, l'échange devient indépendant des ressources en ouvriers R. A. T. pères de famille nombreuse qui ont été en grande partie déjà épuisés. Aussi ces dispositions militent-elles en faveur de l'adoption d'un mode d'échange progressif comme celui que je propose, en vue de réduire au minimum les à-coups dans le fonctionnement des services tant dans les usines qu'aux armées. »

Et ici j'appelle l'attention du Sénat sur la conclusion de M. le général Nivelle :

« ... Les propositions ci-dessus envisagées qui sont contenues dans ma lettre à M. le ministre des armements ne visent que des mouvements d'échanges entre l'intérieur et le front. Il convient, par ailleurs, d'organiser le ravitaillement des armées au moyen des ouvriers des usines.

« En premier lieu, un ravitaillement de 3,000 ouvriers spécialistes est nécessaire aux services automobiles : ces besoins ont fait l'objet d'une demande antérieure.

« Les autres formations ou services des armées devront également recevoir à bref délai des ouvriers spécialistes, pour être

mis à même d'assurer, au cours des opérations, l'entretien et la remise en état du matériel de toutes sortes qu'ils ne parviennent déjà plus à exécuter à la suite des prélèvements considérables de spécialistes qu'elles ont subis au bénéfice de l'intérieur.

« Il conviendrait que des équipes de renfort composées de quelques ouvriers appartenant à une même spécialité fussent à cet effet préparées dès maintenant et tenues prêtes à être dirigées suivant les besoins sur les points de destination qui seraient ultérieurement désignés.

« Enfin des circonstances peuvent se présenter qui exigeraient l'envoi rapide de renforts importants de combattants de l'intérieur vers le front. Cette éventualité qu'il convient d'avoir prévue se produirait, par exemple, en cas de succès, au moment d'une poursuite après bataille heureuse ou dans toute autre situation où l'intensité de la fabrication du matériel pourrait être réduite et où, par contre, s'imposerait la nécessité de recompléter sans délai les unités éprouvées pour exploiter le succès.

« A ce moment, en dehors des ouvriers civils, étrangers, etc... devraient être seuls maintenus à l'usine les spécialistes militaires absolument indispensables pour ne pas interrompre le fonctionnement des industries de guerre. Plusieurs centaines de milliers d'hommes, libérés d'une tâche actuellement indispensable, deviendraient ainsi disponibles pour les armées.

« Ces considérations m'amènent à vous demander de vouloir bien envisager dès maintenant les conditions dans lesquelles les hommes susvisés pourraient, en cas de besoin, être dirigés sur les armées. Il semble que le rappel de ces hommes devrait être prévu et préparé d'avance, de telle façon qu'au premier signal ils rejoignent leurs dépôts pour entrer dans la composition des renforts dirigés d'urgence sur le front.

« Ces rappels pourraient d'ailleurs être progressifs et seraient effectués au moment du besoin, en commençant par les hommes des classes les plus jeunes et par ceux dont les charges de famille sont les moins lourdes; mais il faudrait que toutes les mesures préparatoires fussent prises sans aucun retard, afin que ces hommes rejoignent dans le minimum de temps et que les industriels, parfois un peu tentés d'oublier que certains d'entre eux et de leurs ouvriers sont mobilisés, prissent toutes dispositions utiles en vue de l'éventualité de leur rappel.

« J'ai l'honneur de vous demander de vouloir bien me faire connaître, le plus tôt possible, quelle suite vous estimez devoir donner aux propositions qui font l'objet de la présente lettre. »

Ainsi, par cette lettre extrêmement importante, le général en chef demande la démobilisation industrielle de quelques centaines de mille d'ouvriers non qualifiés, qui sont à l'heure actuelle dans les usines de guerre.

Quelle a été la réponse faite par le Gouvernement? M. le ministre de la guerre, dans la circonstance, se trouve être en même temps le ministre de l'armement, puisque M. Paul Painlevé cumule les deux fonctions. Le ministre de la guerre Painlevé a écrit au ministre de l'armement Painlevé pour lui transmettre la lettre du général en chef, et voici ce qu'il lui écrit :

« Dans sa lettre ci-jointe, le général en chef envisage en outre la nécessité de prévoir à bref délai telles éventualités « qui exigeraient l'envoi rapide de renforts importants de combattants de l'intérieur vers l'avant », ou toute autre situation qui permettrait de réduire l'intensité de la fabrication du matériel. Dans cette hypothèse, plusieurs centaines de milliers d'hommes

du service armé, détachés dans les usines, seraient libérés d'une tâche absolument indispensable et deviendraient disponibles pour les armées »; leur rappel effectué au moment du besoin pourrait d'ailleurs « être progressif et porter d'abord sur les hommes des classes les plus jeunes et sur ceux dont les charges de famille sont les moins lourdes ».

« Je vous serais reconnaissant de vouloir bien me faire connaître si le principe de cette mesure ne soulève pas d'objection de votre part.

« En ce qui concerne les dispositions à prévoir par le département de la guerre pour assurer la mise en route éventuelle sur les dépôts du personnel des usines, elle semble devoir être subordonnée :

« 1° A l'établissement d'un programme de production minimum à déterminer par entente entre vos services et le général en chef;

« 2° A la désignation nominative par vos soins des hommes des établissements et usines appartenant au service armé qui ne seraient pas considérés comme indispensables. Cette désignation devrait porter, pour pouvoir fournir éventuellement, plusieurs centaines de milliers d'hommes, sur les classes de l'armée active, de la réserve et de l'armée territoriale (service armé), à l'exclusion des R. A. T.

« Cela fait, les mesures suivantes pourraient être prescrites :

« 1° Les directeurs d'établissements et contrôleurs de la main-d'œuvre adresseront au commandant de chaque région de corps d'armée, pour chaque établissement ou usine stationné sur le territoire de la région, une liste nominative mentionnant les renseignements d'ordre militaire nécessaires au sujet des hommes susceptibles d'être ainsi mobilisés;

« 2° Les commandants de région feront établir un fascicule spécial à remettre aux intéressés par l'intermédiaire des directeurs et contrôleurs de la main-d'œuvre en leur enjoignant de rejoindre leurs dépôts lorsque l'ordre leur en sera donné et donneront toutes instructions utiles au sujet de l'établissement des fascicules spéciaux et des changements de corps et d'arme à prononcer soit pour le versement aux armées des militaires comptant dans des services, soit en vue d'affecter les hommes à des dépôts peu éloignés de leurs usines ou établissements (dépôts choisis en principe sur le territoire de la région où l'homme est employé);

« 3° Des dispositions seraient à prévoir pour assurer la mobilisation éventuelle des hommes qui changent ultérieurement d'établissement ou d'usine...;

« 4° La décision du Gouvernement prescrivant, le cas échéant, la mobilisation totale ou partielle de ces hommes sera notifiée par mes soins aux commandants de région qui sont outillés pour préparer et assurer en tout temps la transmission rapide des ordres aux intéressés.

« Je vous serai également obligé de me faire connaître si vous approuvez ces dispositions, qui pourront faire l'objet d'une étude plus détaillée dès que le principe en sera adopté. »

Et enfin M. le ministre de l'armement Painlevé a répondu, à la date du 10 mai, à M. le ministre de la guerre Painlevé par la lettre suivante :

« Par lettre précitée, vous avez bien voulu me demander de vous faire connaître si le principe de la récupération sur les usines de guerre de plusieurs centaines de milliers d'hommes du service armé ne soulève pas d'objection de ma part.

« J'estime pour mon compte que le principe d'une opération de cette importance ne peut être examiné que par le Gouvernement. Il me paraît en effet impossible de prendre

aucune mesure préparatoire sans qu'une décision gouvernementale soit intervenue, en raison des commentaires que ces mesures ne manqueraient pas de provoquer. D'autre part, il va sans dire que si la mobilisation envisagée, car c'est d'une véritable mobilisation qu'il s'agit, venait à être décidée, il en résulterait l'arrêt complet d'un très grand nombre d'usines et le ralentissement de la production des autres. La quantité de munitions réalisée deviendrait insignifiante; comparée aux consommations journalières au cours des batailles récentes, elle serait pratiquement nulle.

« Ces réserves faites, je n'ai aucune autre objection de principe à présenter au sujet des dispositions que vous prévoyez.

Ainsi, messieurs, vous voyez que, par cette série de lettres, le Gouvernement s'est trouvé placé en face d'un problème qu'on peut qualifier de dramatique au point de vue de la démoralisation industrielle dans ses rapports avec l'offensive militaire.

Au cours de cette guerre, deux grandes théories s'étaient choquées, dont une paraissait avoir triomphé de l'autre : la théorie de la guerre des poitrines et la théorie de la guerre des machines.

Au début de la guerre, on avait pensé que c'était par une offensive rapide accompagnée des canons de 75 qu'on pourrait avoir rapidement raison de l'adversaire. Puis, peu à peu, devant la stagnation des fronts, devant les demi-échecs de ces offensives prématurées qui jetaient des centaines de mille hommes simplement avec des fusils et des baïonnettes sur des fortifications de campagne non détruites, on est arrivé à une autre conception, celle que le Sénat connaît bien, puisqu'elle est partie de chez lui, à la conception des canons et des munitions, à la conception de la guerre de matériel, de la guerre des machines. Et ce spectacle nouveau, sanglant, qui vient d'être offert à la nation et qui a pénétré, on peut le dire, dans toutes ses profondeurs, qui y a pénétré d'une façon douloureuse et funèbre sous la forme des voiles de deuil qui se multiplient de toutes parts, le spectacle de la récente offensive générale n'est pas pour faire regretter au Sénat d'avoir demandé que nos offensives fussent toujours précédées d'une organisation industrielle de guerre qui épargnât le sang précieux de notre jeunesse, le sang sacré de nos générations à venir. (*Très bien ! très bien ! et vifs applaudissements.*)

Nous nous trouvons, à l'heure actuelle, par la correspondance officielle dont j'ai donné lecture, devant une proposition intimement grave du haut commandement sur laquelle le Gouvernement ne s'est pas prononcé, dont il ne paraît pas, d'ailleurs, se soucier suffisamment, à savoir si, dans la situation présente de nos effectifs, il serait vraiment utile ou seulement possible de procéder à la démobilisation industrielle de l'arrière, de fermer la plupart de nos usines et de n'avoir plus qu'une médiocre quantité de munitions pour accompagner ce qu'on a appelé trop légèrement « la rafale d'assaut », la ruée en masse des soldats démobilisés de l'usine qui se précipiteraient, dans on ne sait quelle furie d'improvisation militaire, pour reconquérir la frontière et nous mener sur le Rhin. (*Applaudissements.*)

Voilà le problème posé. Je crois que le Sénat en saisit toute la tragique gravité. Je ne blâme pas, pour ma part, le haut commandement de l'avoir posé, il l'a fait dans sa pleine indépendance, dans ce qu'il a évidemment cru être le devoir militaire primordial.

M. Larère. Il faut qu'il prenne garde de ne pas le résoudre trop vite !

M. Henry Bérenger. Je crois, comme vous, mon cher collègue, qu'il doit éviter de le résoudre trop vite et par des gaspillages irréparables de sang français. (*Approbation.*)

L'abordant en pleine indépendance, il l'a aussi abordé avec le sentiment impérieux de ses besoins en effectifs, et c'est cette conclusion que je voudrais surtout dégager aujourd'hui devant la haute Assemblée. Ce n'est pas de gaieté de cœur que le haut commandement vient de demander de mobiliser 3 ou 400,000 ouvriers des usines de guerre. S'il nous le demande, c'est parce qu'il a besoin d'effectifs, c'est parce qu'il a besoin de soldats nouveaux ! Et nous autres, membres du Parlement, qui entendons laisser au haut commandement le soin de la préparation et de la direction des opérations militaires, nous devons limiter notre rôle, déjà si lourd, à fournir, après examen, au Gouvernement et au commandement, toutes les armes et tous les hommes qu'ils nous demandent.

Si la question est ainsi posée, messieurs, — et j'espère avoir été suffisamment clair — vous voyez que le général en chef demande 300,000 combattants nouveaux au bas mot. Qu'il pense pouvoir les trouver dans les usines de guerre, c'est une autre affaire ! Le Gouvernement et les commissions parlementaires délibéreront. Mais je retiens ce chiffre de plusieurs centaines de milliers de combattants nécessaires pour terminer la guerre ou, tout au moins, pour libérer le territoire.

Ce n'est pas tout, messieurs, le général Nivelle n'a pas seulement demandé 300,000 combattants, il a demandé aussi plus de 200,000 travailleurs ; autrement dit, les armées combattantes, d'après le général en chef, ne peuvent avancer que si elles sont soutenues par une organisation de travailleurs de l'arrière plus complète que l'organisation actuelle.

Il faut des chemins de fer à voie de 60 centimètres, à voie normale, des fortifications de campagne, un réseau routier qui nous a manqué parce que l'hiver l'avait détruit avant la dernière offensive, et qui soit complètement remis à neuf ; il faut toute une organisation du ravitaillement qui a manqué dans les services de santé et de l'entendance. (*Vive approbation sur de nombreux bancs.*)

Toute la France sait aujourd'hui, par le témoignage de ses soldats et de ses officiers combattants dans les derniers combats, que la demande aujourd'hui adressée au Gouvernement et au Parlement par le général en chef est tout à fait justifiée. Il aurait fallu plus de travailleurs à l'arrière, il aurait fallu une quantité plus grande de main-d'œuvre ou militaire ou civile pour assurer les préparations d'artillerie et d'aviation, les chemins de fer à voie de 60 centimètres et à voie normale, les ravitaillements inépuisables en munitions et en vivres, les ambulances de blessés, les circulations de troupes montantes et descendantes qui auraient été en fonctions de la gigantesque offensive conçue de la Scarpe à la Suippe. Pour cela, les travailleurs dont dispose le général en chef se sont trouvés insuffisants. A l'heure où je parle il ne dispose que de 250,000 travailleurs environ...

M. Léon Bourgeois, ministre du travail et de la prévoyance sociale. Mon cher collègue, il serait peut-être préférable de ne pas donner de chiffres d'une précision trop grande en séance publique.

M. le rapporteur. Monsieur le ministre, je tiens à déclarer que la loi de mobilisation civile, ou bien sera votée par le Parlement, et alors nous pourrons continuer de mener la guerre jusqu'au bout et dans le sens que, tous, nous désirons, ou bien elle

fera l'objet d'une campagne oblique ou directe qui tentera d'en ralentir ou même d'en empêcher le vote, sinon au Sénat, du moins ailleurs ; comme il aura été impossible d'exposer les raisons profondes, les arguments de chiffres concernant les effectifs et la main-d'œuvre, qui domine nettement la question, la loi peut ne pas être votée. Je déclare ne pas accepter cette responsabilité.

Le Parlement et la nation ont droit à la vérité. L'un et l'autre sont las de cet esprit de mensonge, enrobé dans le chloroforme de la censure qui a empêché la France, en trop de circonstances, de connaître à temps l'étendue des lacunes auxquelles elle aurait pu remédier par la connaissance exacte des faits...

M. le ministre du travail. Je ne puis pas laisser passer ce mot. Il ne s'agit pas de mensonge, il faut mettre dans nos entretiens toute la vérité, mais aussi toute la prudence indispensable dans une discussion de cette nature ; il faut, en un mot, dire la vérité, dans la mesure où elle peut être dite publiquement.

Permettez à un vieux camarade de vous parler ainsi.

M. le rapporteur. Je vous remercie de l'avertissement que vous voulez bien me donner, monsieur le ministre ; mais je me l'étais donné à moi-même avant de monter à cette tribune. Comme le disait tout à l'heure pour lui-même mon éminent collègue M. Jénouvrier, j'avais, moi aussi, profondément réfléchi à ce qui pouvait être dit et à ce qui ne devait pas l'être.

J'estime que, si la France et ses représentants ignorent les raisons pour lesquelles la loi doit être votée, les objections qui pourront être présentées seront telles que, peut-être, vous serez amenés, en votre conscience, à ne pas la voter, alors qu'autrement informés, vous l'auriez votée.

La question est posée. Pour ma part, c'est avant tout une question de chiffres. Si je suis ici simplement pour faire un discours académique, ce dont je suis tout à fait incapable, d'ailleurs, je m'y refuse. Ce que je veux exposer au Sénat et ce que le pays est tout à fait apte à comprendre, c'est une question de chiffres, de comptabilité d'effectifs et de main-d'œuvre. (*Assentiment.*)

Avons-nous besoin, oui ou non, dans les armées de 300,000 combattants et de 200,000 travailleurs militaires ? avons-nous besoin, dans l'organisation du ravitaillement national, de 300,000 autres travailleurs supplémentaires ? Voilà toute la question. (*Très bien ! très bien !*)

Si l'on n'en a pas besoin, il devient inutile de faire une loi de plus, et nous n'avons que faire de la mobilisation civile.

Mais si nous en avons besoin pour assurer la victoire, j'estime que le Sénat fera une œuvre utile et féconde en votant la loi, comme il a déjà fait une œuvre utile pour l'organisation industrielle de la guerre, les canons, les munitions, les poudres et les explosifs. (*Vive approbation.*)

Donc tout en retenant l'avertissement plein de haute bienveillance...

M. le ministre. ... et très amical.

M. Henry Bérenger. ... donné par un doyen qui a toujours été pour moi un ami que j'admire profondément, celui-ci me permettra de continuer.

Le général en chef ne demande pas seulement les 200,000 travailleurs et les 300,000 combattants, il demande 150,000 auxiliaires de l'intérieur. Vous concevez que ces 150,000 auxiliaires employés à l'heure actuelle dans des bureaux, des dépôts, des magasins ou parfois dans des établissements de production nationale, vont

manquer à l'intérieur si on les rend aux armées, à moins de supposer qu'ils étaient complètement inutiles, ce qui serait contre le Gouvernement l'acte d'accusation le plus grave.

Si ces 150,000 auxiliaires étaient nécessaires à l'intérieur, il faudrait les remplacer, leur trouver des substituts. Alors, toute la question de trouver une nouvelle main-d'œuvre en remplacement de ces auxiliaires sera pesée à nouveau.

Voici une lettre du général en chef ; elle n'a rien, je crois, qui ne puisse être communiqué au Parlement :

« Réponse au message 7363-1/11 du 12 avril 1917 :

« L'effectif des hommes du service auxiliaire nécessaires aux armées en sus de ceux qui s'y trouvent actuellement peut être évalué à environ 150,000.

« J'estime en effet que, pour parer à la pénurie des effectifs au front, il convient de recourir dans la plus large mesure à l'emploi des auxiliaires, même dans les unités de première ligne.

« Les Allemands, qui éprouvent les mêmes difficultés que nous, recourent aux mêmes expédients ; les documents ci-joints, recueillis par le 2^e bureau de mon état-major, le montrent clairement et font ressortir l'effort considérable qu'ils fournissent pour relever les hommes du service auxiliaire à l'intérieur et les envoyer aux armées.

« Dès que vous m'aurez fait connaître le nombre d'hommes du service auxiliaire que vous pourrez mettre à ma disposition et les dates approximatives où ils pourront être envoyés aux armées, je donnerai les ordres nécessaires pour développer l'emploi des hommes de cette catégorie à l'avant comme à l'arrière. »

Vous voyez que tout ceci est d'aujourd'hui.

Ce ne sont pas des raisons anciennes, mais des raisons liées à l'offensive de l'Aisne et bien liées, désormais, plus que jamais, à la conduite générale de la guerre.

M. Larère. Le projet de loi a été déposé avant cette offensive. Ce n'est donc pas pour ce motif que vous avez déposé votre rapport.

M. le rapporteur. Votre objection serait juste si vous vous placiez au point de vue d'une discussion posthume et rétrospective ; mais les raisons pour lesquelles cette offensive, tout en ayant donné des résultats appréciables pour le pays, n'a tout de même répondu, ni aux espérances d'en haut, ni aux sacrifices d'en bas, c'est précisément parce que le général en chef n'avait pas avant la bataille, les moyens qu'il demandait aujourd'hui. Par conséquent, en les demandant après la bataille, il ne justifie que trop, hélas ! le dépôt prévoyant du projet de loi gouvernemental et de la proposition de loi.

De cette lettre, il ressort que 150,000 auxiliaires sont demandés par le haut commandement pour assurer ses services de l'avant — c'est-à-dire les tranchées — comme ceux de l'arrière, c'est-à-dire le ravitaillement et les chemins de fer. Ces 150,000 auxiliaires dont le Gouvernement, je crois, a déjà accordé une partie, manqueront, sans aucun doute, dans la zone de l'intérieur.

Les auxiliaires de l'intérieur n'étaient tout de même pas totalement inemployés, depuis trente-quatre mois ; sans quoi, ainsi que je le disais tout à l'heure, ce serait l'acte d'accusation le plus grave contre les ministres de la guerre qui se sont succédés, il y a eu, certes, du gaspillage, du coulage. Je pourrais vous apporter, à cet égard, un volumineux dossier prouvant que la main-d'œuvre auxiliaire n'a pas toujours été utilisée comme elle aurait dû l'être. C'est entendu ; mais la guerre elle-même est

une effroyable gaspilleuse d'argent, de matériel et surtout de ce qui est le plus sacré : le sang humain qui coule à flots non seulement sur notre front, mais aussi sur les autres ! Je veux faire, quant à moi, un large crédit à l'administration militaire. Certes, les auxiliaires n'ont pas toujours fait œuvre de première nécessité ; mais, je puis affirmer, comme rapporteur de la commission de l'armée, qu'ils ont fait œuvre souvent utile dans les poudreries, les arsenaux, les services de ravitaillement, et qu'ils ont travaillé d'une façon loyale, dans la limite permise par leurs forces physiques et des règlements vétustes.

M. Larère. Ils ont fait tout ce qu'on leur a demandé.

M. le rapporteur. Oui, tout ce que le Gouvernement leur a demandé, ce que nous-mêmes leur avons demandé ; c'est-à-dire qu'ils ont collaboré à l'édification de cette industrie de guerre qui a permis à la France de résister pendant trois ans et qui lui permettra d'aller jusqu'au bout de sa tâche. (Applaudissements.)

Il faut donc remplacer les auxiliaires demandés par le général en chef. Il ne s'agit pas de dire : 300,000 combattants, 200,000 travailleurs, 150,000 auxiliaires... mais vraiment le général en chef exagère, on lui en donnera moins : le Parlement va-t-il prendre la responsabilité de refuser ce que demande le haut commandement en matière d'effectifs et de main-d'œuvre militaire ? Prenez garde !

D'autre part, si nous donnons tous ces hommes, il faudra les remplacer à l'arrière, sous peine de courir à la catastrophe que la Russie a déjà connue, à cette démobilisation industrielle qui a peut-être été proposée avec un peu de précipitation dans les lettres que je vous ai lues. L'arrêt des usines, cela veut dire, d'après les documents officiels eux-mêmes, le ralentissement du programme des munitions, la moindre production de moteurs d'avion, la moindre constitution de groupes d'artillerie. Nos soldats qui se battent savent bien ce que représente tout le matériel de guerre que le Parlement a donné à l'armée ; ils savent que ce matériel leur est absolument indispensable pour accomplir les actes sublimes qui les mènent plus souvent à la mort qu'ils ne les ramènent à l'arrière.

Ainsi, le problème est le plus tragique qui puisse être posé à la France : il faut trouver la main-d'œuvre nécessaire. Il faut d'autant plus la trouver, cette main-d'œuvre, que ce n'est pas seulement le général en chef qui la demande, ce n'est pas seulement le haut commandement ; à côté du haut commandement, qui n'est qu'un des organismes de l'administration de la guerre, il y a maintenant le ministère des transports qui a la responsabilité intégrale de tous les transports militaires et civils.

L'honorable M. Claveille, à la suite de débats qui ont eu lieu dans les deux Assemblées — car nous y avons pris notre part — a été mis à la tête des transports unifiés, parce qu'on avait constaté que la barrière créée entre la France des armées et la France de l'intérieur, cette espèce de barrière mystérieuse qui suscitait des craintes du genre de celles que l'honorable M. Léon Bourgeois exposait tout à l'heure, qui faisait, semblait-il, qu'aucun voile ne pût être levé sur ce qui se passait au delà de Chantilly ou de Compiègne, parce qu'on avait constaté, dis-je, que cette barrière devait tomber devant les tragiques nécessités du ravitaillement national.

C'est quand les chemins de fer n'ont plus suffisamment marché, c'est quand le charbon n'est plus suffisamment arrivé, c'est quand, de toutes parts l'intérieur a souffert d'une véritable congestion des transports,

que l'on a créé l'unité des transports, dans la personne éminemment compétente et sympathique de l'honorable M. Claveille.

Je dois rendre à M. Claveille l'hommage qui lui est dû. (Très bien ! très bien !) M. Claveille, est un des premiers qui aient appelé mon attention, parce que je me trouvais être président de la commission de la main-d'œuvre, sur la nécessité de la mobilisation civile.

Les civils parfois voient plus loin : ils ont, dans leur expérience du passé, surtout quand ils sont de grands ingénieurs, de grands administrateurs, comme M. Claveille, des visions et des prévoyances qui leur permettent de se rendre compte que les choses ne vont pas marcher parce que dans certaines parties de l'organisation nationale manqueraient certains éléments de la victoire. Ce qui ne fut demandé par le général en chef qu'à la date du 10 avril 1917 était déjà demandé par M. Claveille à la date du 30 décembre 1916, et c'est une des raisons pour lesquelles le Gouvernement d'alors, aussi bien que moi-même, nous nous étions préoccupés de l'organisation de la main-d'œuvre nationale. Voici la lettre que M. le sous-secrétaire d'Etat des transports écrivait à M. le ministre des travaux publics à la date du 30 décembre 1916, et il la confirmait à la date du 15 janvier 1917.

C'est une très longue lettre, je ne vais pas vous en donner complètement lecture. M. Claveille, dans cette lettre, avertissait des besoins en main-d'œuvre du service des transports et des mesures à prendre pour les satisfaire.

Ses besoins supplémentaires en sus de ce qu'il possédait déjà comme effectif s'élevaient à environ 50,000 hommes, ouvriers professionnels, semi-professionnels ou manœuvres, et je puis vous dire qu'à l'heure actuelle, malgré les satisfactions que nous avons pu donner à M. Claveille en matière de main-d'œuvre, ses besoins se sont accrus ; ils se sont élevés à plus de 50,000 hommes, rien que pour ce qui concerne la zone de l'intérieur.

Quelle solution proposait-il ?

Je prends, dans l'ordre d'urgence, les ouvriers du bois et du fer. M. Claveille fait cette remarque :

« Pour se procurer d'urgence les... bons ouvriers d'état — je ne donne pas le chiffre pour faire plaisir à M. le ministre du travail — dont le réseau du Nord a un si pressant besoin, il faudrait, à défaut de prisonniers de guerre (ou, à la rigueur, de travailleurs coloniaux) très soigneusement sélectionnés, recourir soit au ministère de l'armement, soit aux recensements qui ont été faits dans les armées et parmi les mobilisés de l'intérieur. Peut-être les mesures envisagées pour la mobilisation civile donneraient-elles le nombre et la qualité désirables. Il conviendrait, en tout cas, d'aboutir rapidement. »

Ainsi, vous voyez qu'à cette date de fin décembre 1916 M. Claveille demandait ces ouvriers de bois et de fer tout d'abord au ministère de l'armement. Mais, comme il savait que le ministère de l'armement est un concurrent pour lui — l'honorable M. Arthur Fontaine, qui est ici comme commissaire du Gouvernement, ne me démentira pas ; il siège à mes côtés dans une commission de main-d'œuvre, il sait la concurrence toute naturelle qui s'élève entre les ministères pour ce qui est des ouvriers qualifiés — M. Claveille se doutait qu'il ne trouverait pas facilement les ouvriers qualifiés réclamés pour les transports de la compagnie du Nord et il a envisagé la mobilisation civile.

Ce n'est pas tout.

En ce qui concerne maintenant les ouvriers spécialistes proprement dits, des

chemins de fer, voici ce que disait M. Claveille :

« En ce qui concerne les sources de recrutement auxquelles il pourrait être fait appel, il convient de remarquer que pour les prisonniers de guerre les sujétions de leur emploi conduisent à considérer que le nombre à recevoir doit être compris entre un minimum nécessaire pour parfaire l'organisation de certains établissements dont les prisonniers de guerre constituent déjà la main-d'œuvre exclusive et un maximum qu'il convient de ne pas dépasser en raison de ce que les prisonniers doivent opérer par détachements d'une certaine importance.

« En ce qui concerne la main-d'œuvre coloniale, les sujétions, tout en étant beaucoup moins sévères, sont un peu du même ordre. D'autre part, certains coloniaux sont mal préparés pour certains travaux. Enfin il est nécessaire qu'un certain nombre de travailleurs soient fournis par la main-d'œuvre française, soit qu'il soit possible de rappeler des hommes mobilisés, soit que la mobilisation civile fournisse les contingents nécessaires. »

Ainsi, M. Claveille n'envisageait que deux solutions : ou le rappel d'hommes mobilisés ou celle d'une mobilisation civile nouvelle.

Enfin, dans la même lettre, à propos des constructions de chalands et de remorqueurs qui ont été considérés comme indispensables, M. Claveille disait ceci :

« On peut admettre des prisonniers de guerre, voire même des travailleurs coloniaux, à condition toutefois que l'on soit certain de leur valeur professionnelle. On peut envisager également de se procurer ces ouvriers par rappel des hommes mobilisés et profitant des recensements déjà effectués ou encore par la mobilisation de la main-d'œuvre civile. »

Vous le voyez, c'est sans cesse la même argumentation.

Nous arrivons maintenant aux 10,000 manœuvres qui restaient à trouver.

« Quant aux 10,000 manœuvres, il serait tout naturel de les recruter dans les prisonniers de guerre. A défaut d'un nombre suffisant de prisonniers, on peut envisager toutes les autres sources de main-d'œuvre : travailleurs coloniaux, français, mobilisés militaires à rappeler ou mobilisés civils, à la condition toutefois que ce soient des hommes robustes. »

Ainsi, messieurs, sur 50,000 travailleurs, soit qualifiés, soit manœuvres, que réclamait M. le sous-secrétaire d'Etat des transports, il envisageait qu'un grand nombre ne pouvaient lui être fournis par la population civile. Il pensait aussi sans doute qu'on pourrait rappeler certains mobilisés des armées. Or, vous avez vu tout à l'heure que ce rappel est le contraire de ce qui est demandé par le général en chef, puisque celui-ci demande que des spécialistes lui soient envoyés de l'intérieur dans la zone des armées. C'était la quadrature du cercle.

Il fallait donc en venir à l'hypothèse d'une mobilisation civile. Et voilà qui semble indiquer qu'il ne s'agissait pas d'une simple fantaisie de l'esprit, mais d'une nécessité inéluctable de la guerre. (Assentiment.)

Est-ce tout ? A la date du 23 avril 1917, le sous-secrétaire d'Etat des transports, M. Claveille, n'a pas trouvé, bien loin de là, tous les hommes qu'il nous demandait en décembre. Il renouvelle ses demandes et les accentue.

1° Besoins supplémentaires de main-d'œuvre créés par la marche en avant de nos armées.

« Les renseignements qui figurent au § V de ma lettre 3495 et qui indiquent un effectif

total de 28.000 à 40.000 hommes comme nécessaire pour l'exécution des travaux prévus, ne concernant que les effectifs à adjoindre aux sapeurs de chemins de fer ou aux sections de chemins de fer de campagne.

« La tâche qui, en cas de marche en avant, reviendra à ces unités techniques ainsi renforcées en auxiliaires, comprend : le rétablissement de la continuité du rail, la réparation provisoire des ouvrages, l'organisation des gares de ravitaillement nécessaires aux armées, le doublement partiel de certaines lignes. Mais le reste des travaux : réparation définitive des ouvrages, doublements, remise en état des diverses installations, devra être assuré par une main-d'œuvre autre que celle qui est visée ci-dessus.

« C'est pourquoi j'ai entrepris l'étude d'ensemble de la question de remise en état de la partie du réseau ferré et des voies navigables, qui ont été ou sont encore entre les mains de l'ennemi ; cette étude qui est faite d'accord entre les services du ministère des travaux publics, les compagnies de chemins de fer intéressées et l'autorité militaire, me permettra de fixer l'ensemble des besoins tant en personnel qu'en matériel, étant entendu qu'il sera d'abord fait appel dans la plus large mesure possible à toutes les disponibilités, dont disposent en France les entreprises de grands travaux. Ses résultats trouveront leur place dans le programme de la main-d'œuvre nécessaire aux transports, dont j'ai déjà eu l'occasion de vous entretenir par ailleurs.

2° Besoins supplémentaires en matériel de voie.

« Les évaluations du § VI de ma lettre 3195 portaient sur une fourniture moyenne mensuelle de 170 kilomètres de voie (avec 3 appareils au kilomètre), ce qui correspondait pour la période du 1^{er} avril au 31 décembre 1917 à 1530 kilomètres.

« Les destructions systématiques, que nous avons trouvées dans les zones évacuées par l'ennemi, amènent à considérer ces chiffres comme insuffisants et à évaluer à environ 2.800 kilomètres les quantités de voie qui seraient nécessaires pour la réoccupation de la partie encore envahie de notre territoire ;

3° Besoins de personnel technique pour la voie de 60 centimètres.

« Dans la situation actuelle en tenant compte des prévisions que l'on peut faire, les besoins de ce personnel sont les suivants :

« a) *Mécaniciens et chauffeurs.* — 600 équipes (1 mécanicien et 1 chauffeur), de façon à porter, comme le prévoit le règlement, à 3 le nombre des équipes affectées à une locomotive.

« Ce nombre n'atteint encore que 1,5, malgré tous les efforts faits pour trouver dans les armées des hommes ayant quelques notions des machines à vapeur ou, à défaut de ceux-ci, des ouvriers en fer, aptes à être formés ; l'autorité militaire m'a même fait connaître que les armées ne disposaient plus d'aucune ressource d'hommes de ces catégories et qu'elle estimait que c'était parmi les ouvriers des jeunes classes rappelés dans les usines de l'intérieur qu'il faudrait recruter ce personnel.

« Cette question, qui sort de mes attributions, doit être suivie d'autre part ; mais il est incontestable que l'insuffisance numérique des équipes et leur surmenage sont de nature à réduire dans des proportions très sensibles le rendement de la voie de 60 centimètres et à amener une usure très rapide du matériel par suite du manque d'entretien. »

Ainsi, messieurs, l'honorable sous-secré-

taire d'Etat des transports, qui ne se paye pas de mots, demande 50.000 hommes pour la zone de l'intérieur, de 28 à 40.000 pour le service des chemins de fer de campagne, à voie étroite et à voie normale, et il prévoit, en outre, très justement dans la coordination de la guerre, lorsque, peu à peu, il deviendra possible d'avancer — il prévoit un programme de main-d'œuvre conforme à cette marche en avant.

Ainsi, vous voyez que les demandes faites par le haut commandement sont non seulement fortement appuyées, mais ont été précédées par l'homme que l'on peut appeler le général en chef des transports civils et militaires.

Est-ce tout ?

Je m'excuse, messieurs, d'être long, mais je crois nécessaire de préciser. (*Parlez ! parlez !*) Nous sommes, me semble-t-il, arrivés à une heure de la guerre où les phrases n'ont plus d'effet magique, où les rideaux de pourpre, que l'on agit devant des peuples souvent trompés par suite d'une censure intéressée, ont été écartés par la pourpre plus terrible des batailles. Alors, il devient indispensable de conditionner les actes que l'on veut accomplir pour réaliser le programme que définissait récemment mon honorable ami M. Henry Chéron et dont le Sénat a voté l'affichage, c'est-à-dire la libération du territoire, d'abord, puis la restitution de l'Alsace-Lorraine, puis les garanties, les indemnités, les châtiments... Tout cela, j'y ai applaudi. M. Chéron l'a dit avec son éloquence vigoureuse et profondément sincère. Mais, messieurs, qui veut la fin veut les moyens. (*Vifs applaudissements.*)

Les moyens, cela ne peut être que l'organisation matérielle réalisée au profit des efforts et des sacrifices de nos soldats qui viennent de montrer une fois de plus qu'ils n'ont pas peur de mourir, même à la fin d'une troisième année de guerre, et qui savent se sacrifier même lorsqu'ils ne doivent pas voir ce que nous espérons que leurs enfants verront. (*Très bien ! très bien ! et vifs applaudissements.*)

S'il en est ainsi, il faut, de toute nécessité, procurer aux armées et au pays tout ce qui leur est nécessaire pour la main-d'œuvre.

Les crises des derniers mois — vous en avez tous été témoins dans vos départements respectifs — ont prouvé que, si la nation ne peut pas manger, si elle ne peut pas se chauffer, s'il n'y a plus de blé, plus de charbon, plus de moyens de production, les conditions de l'avant s'en trouveront profondément influencées, et, par conséquent, la nation non armée dans cette guerre — et cela est aussi vrai pour l'Allemagne que pour nous — finit par compter autant que la nation armée.

Or que faut-il à cette nation non armée ? Voilà l'effort auquel, avec M. le sous-secrétaire d'Etat du travail, avec M. le directeur du travail, et, maintenant, avec M. le ministre du travail, nous nous appliquons dans le ministère du travail, qui doit être le véritable ministère de la main-d'œuvre. M. Albert Métin, qui assiste à cette séance, avait prévu, quand il était ministre du travail, la crise qui se produirait et que, comme le rappelait tout à l'heure mon ami M. Quesnel, les luttes de ministère à ministère, quelquefois de bureau à bureau, pour se disputer la main-d'œuvre nécessaire, chacun réclamant plus que le voisin, ces luttes, dis-je, seraient fratricides et qu'elles risqueraient d'amener la stérilité générale dans le pays.

M. Métin avait donc créé un organisme qui se développa peu à peu et auquel la loi doit donner une autorité véritablement exécutive. Il avait créé un organisme interministériel chargé d'étudier les besoins et les ressources de la main-d'œuvre nationale pendant la guerre.

Cet organisme comprend aujourd'hui les représentants qualifiés, c'est-à-dire les chefs de service, les directeurs de tous les ministères producteurs ou consommateurs ainsi que les représentants de la confédération générale du travail et des grandes organisations patronales de la France.

Cette commission de la main-d'œuvre a travaillé, elle s'est préoccupée d'établir ces bilans des besoins et des ressources de main-d'œuvre de la France pendant la guerre. Chaque mois, elle exige des chefs de services que leurs demandes soient formulées, elle examine quelles sont les ressources qui peuvent être attribuées ; elle envisage la meilleure répartition, et elle tâche d'indiquer au Gouvernement les moyens de recrutement nécessaires.

Elle a ainsi fait dresser des états mensuels, qui sont en quelque sorte synthétisés dans un rapport mensuel de l'honorable M. Arthur Fontaine depuis le mois de janvier 1917. Ces états mensuels donnent le bilan de la main-d'œuvre en France. Or, depuis quelques mois, ces bilans restent sensiblement les mêmes, parce que les sources de production de main-d'œuvre, si j'ose m'exprimer ainsi, sont en quelque sorte taries. Il y a, comme je vous l'ai dit, 7.360.000 Français ou Françaises qui travaillent, en dehors des quatre millions qui sont aux armées. Il n'existe, pour ainsi dire, plus de ressources directes de main-d'œuvre, sauf un fond de réservoir qui n'est pas encore utilisé et sur lequel nous reviendrons tout à l'heure.

M. de Lamarzelle. C'est là la question,

M. le rapporteur. C'est là la question, mon cher collègue. Mais il faut d'abord que cette question soit posée en pleine lumière pour qu'on puisse y répondre clairement et loyalement.

Vous me connaissez certainement maintenant assez pour savoir que je ne cherche pas à imposer au pays un effort qu'il ne pourrait pas accomplir. Pour que la question fût posée en pleine lumière, il fallait d'abord que le pays connaît la tragique situation où il est au point de vue de cette main-d'œuvre. Il ne s'agit pas de cacher les choses au pays. Nos alliés ont su dire la vérité, M. Lloyd George a su dire la vérité à son pays, il a réclamé de l'Angleterre un effort, il lui a indiqué qu'elle courait à un désastre maritime et à un désastre de main-d'œuvre si elle ne prenait pas les mesures nécessaires. Et je dois dire que l'Angleterre a répondu à l'appel de ses leaders, qu'elle a su soutenir des hommes pratiques qui lui demandaient des choses pratiques. (*Très bien ! très bien !*)

Ce doit être le rôle des assemblées parlementaires de mettre les questions sur leur vrai terrain, le terrain de la nécessité. Nous discuterons tout à l'heure pour voir s'il y a encore des sources de main-d'œuvre. S'il n'y en a plus, ce n'est pas moi qui aurai la vertu magique de les faire sortir. Mais, si je démontre qu'il y en a, le Sénat se prononcera et prendra ses responsabilités. Je disais donc que le ministère du travail et la commission de la main-d'œuvre, qui en est l'émanation, ainsi que celle du Gouvernement tout entier, ont fait le plus consciencieusement possible leur travail depuis quinze mois.

Quelle est la situation de la main-d'œuvre au 1^{er} avril 1917 ? J'aurais pu vous la donner au 12 mai 1917, seulement j'estime que ça aurait été véritablement précipité. Nous n'avons pas pu vérifier au 12 mai 1917 les renseignements qui nous ont été apportés par les chefs de service, nous préférons nous en tenir à ceux du 1^{er} avril 1917 — ils sont d'ailleurs moindres que ceux du 12 mai.

Pour l'armement, voici ce qui était réclamé :

« Professionnels.....	16,284 »
Vous voyez combien il est difficile à l'armement de donner aux autres ministères des professionnels, puisqu'il en a lui-même besoin de plus de 16,000.	
« Manœuvres.....	52,111 »
« Pour la guerre :	
« Intendance.....	14,000 »
« Génie.....	7,000 »
« Aéronautique.....	2,500 »
Hier, M. Daniel Vincent, à la commission de l'armée, nous a présenté un programme bien plus étendu en matière d'aviation.	
« Etat-major.....	978 »
« Marine :	
« Professionnels.....	4,045 »
« Manœuvres.....	6,298 »
« Travaux publics :	
« Professionnels.....	5,282 »
« Manœuvres.....	18,878 »

Ici, c'est le même tableau que celui que M. Claveille avait donné sous une forme plus synthétique. Si le Sénat le désire, je puis en donner l'analyse, mais le total s'élève pour la zone de l'intérieur aux 50,000 dont je parlais tout à l'heure.

Pour les mines et carrières — qu'on n'était pas comprises tout à l'heure — 2/3 de mineurs et 1/3 de manœuvres. La question des mines, c'est la question du charbon, c'est, par conséquent, la question fondamentale de l'hiver prochain, et même de l'été pour les usines de guerre. Le nombre à obtenir s'élève à 16,500.

« Agriculture : ouvriers agricoles, 127,508. »
Les agriculteurs, dont les représentants sont si nombreux ici, penseront que le ministre de l'agriculture a été plutôt économe, car ne demander que 127,000 agriculteurs pour l'ensemble de la France, à un moment comme celui où nous sommes, c'est évidemment de la parcimonie. (*Vive approbation.*)

« Service des régions envahies :
« Professionnels, 300.
« Manœuvres, 700. »

Depuis ce moment, on nous a demandé 10,000 personnes pour ce service et cela ne fait que commencer !

Le total de tous ces besoins de main-d'œuvre représentait au 1^{er} avril 290,393 personnes.

Le général en chef, lui, vous a demandé 300,000 combattants, qu'il veut prendre dans les usines. Nous disons, nous, qu'il ne les prendra que quand nous aurons assuré par ailleurs la vie industrielle de nos usines de guerre.

Il nous demande, en plus, 200,000 travailleurs pour la zone militaire de l'arrière. Nous vous demandons 290,000, mettons 300,000 travailleurs.

Ainsi, sans envisager aucun commerce de luxe, aucune industrie du commerce d'exportation, sans nous tenir à aucune superfluité de main-d'œuvre en quoi que ce soit, à n'envisager que les besoins absolument indispensables à l'armée et à la nation, il vous faut 800,000 hommes. Je viens de vous en faire le tableau.

Où allons-nous les trouver ?

Nous nous en sommes occupés avant de proposer au pays une mesure de salut public susceptible de le gêner dans une certaine limite.

Nous avons d'abord voulu savoir ce que donnerait la récupération des effectifs militaires, parce que la politique de la main-d'œuvre est indissolublement liée à la politique des effectifs.

Ce fut une des illusions les plus dangereuses et une des erreurs les plus graves commises par les organismes directeurs de la

France pendant cette guerre, d'avoir envisagé les effectifs en dehors de la main-d'œuvre.

M. de Lamarzelle. Par ces organismes, mais non par la France elle-même.

M. le rapporteur. Nous sommes bien d'accord. La France, c'est tout le monde, nous n'envisageons que les grands organismes administratifs qui auraient dû prévoir la France en guerre. Ils ont eu une politique d'effectifs, nous la connaissons, elle a souvent été dénoncée ici : on a voulu, à un moment donné, encapoter toute la France. (*Applaudissements.*) Mais l'expérience a démontré qu'une politique d'effectifs ne pouvait pas suffire à ce pays ; il fallait, en même temps, une politique de main-d'œuvre.

Je me rappelle à ce sujet les objurgations de nos collègues MM. Charles Humbert, Henry Chéron, Paul Strauss et Ernest Cauvin, pour demander qu'à côté de la politique d'effectifs, nous ayons une politique de main-d'œuvre. Cela voulait-il dire que nous refusions la récupération des effectifs ? Non, certes, car c'est ici qu'on a donné la chasse aux embusqués, qu'on s'est préoccupé de désinstaller les installés, et c'est bien le Sénat qui a récemment demandé, par l'organe de sa commission de l'armée, qu'il fût créé au ministère de la guerre une commission supérieure de contrôle des effectifs qui reprendrait tous les embusqués.

J'ai demandé les renseignements statistiques nécessaires pour savoir quelle était la situation de nos effectifs, à l'heure actuelle, au point de vue des récupérations qui permettraient d'accorder au haut commandement les hommes qu'il demande.

Nous sommes loin de compte !

A l'heure actuelle, il a été rendu disponibles, du 1^{er} janvier au 1^{er} avril 1917, par suite de l'emploi de femmes et de civils dans les différents services de la guerre, 50,805 hommes qui ne sont pas tous des combattants.

Au 1^{er} avril 1917, il y avait, en service aux armées, 80,367 auxiliaires.

En service à l'intérieur, il y avait — retenez ce chiffre, messieurs — 468,259 auxiliaires et, dans les hôpitaux ou en convalescence, 19,256 hommes.

A quoi sont-ils occupés ? Il est intéressant de le savoir car c'est la base même d'une mobilisation civile, si on doit la faire.

On constate qu'aux usines de guerre, à l'heure actuelle, il y a 147,764 auxiliaires. Ce n'est pas un très gros chiffre. On aurait pu croire que, dans des usines qui comprennent 1 million 600,000 Français ou Françaises, il y aurait eu plus d'auxiliaires que cela.

Le chiffre des ouvriers et ouvrières dans les usines est intéressant quant à sa répartition. Il y a 670,000 civils dégagés d'obligations militaires, c'est déjà une très belle mobilisation civile spontanée, près d'un million d'hommes qui travaillent dans les usines. En plus — et c'est toujours de l'enrôlement civil volontaire, — il y a 410,000 femmes. Le reste, environ 500,000 hommes, appartient au service auxiliaire ou au service armé. La différence entre les 147,764 et les 500,000 représente les hommes du service armé qui travaillent dans les usines de guerre.

Ce qu'on peut retenir de ces chiffres, c'est que les hommes du service auxiliaire occupent 62 p. 100 environ des emplois de l'intérieur, comme secrétaires, employés des dépôts, employés dans les différents services et établissement de l'armée, gardes des établissements, des postes de guerre, etc., c'est-à-dire qu'il y a 300,000 hommes en chiffre rond qui, pourraient parfaitement être remplacés par des femmes, sauf peut-être une dizaine de mille qui ont à garder

des postes dont on exagère quelquefois l'importance.

Ainsi donc voilà 300,000 hommes du service auxiliaire qu'il faudra mettre en mouvement, répondant ainsi aux désirs du général en chef et du ministre de l'agriculture et qui vont pouvoir servir de décalage pour l'opération de mobilisation civile. Si vous les reprenez, vous êtes obligés, en effet, de les remplacer par des civils inoccupés ou mal occupés, ou par des femmes qui demandent du travail et auxquelles on en refuse à l'heure actuelle.

On peut se demander — si l'on veut avoir dans l'esprit une vue d'ensemble des opérations à accomplir — quel a été le résultat de la loi du 20 février 1917 que nous avons votée ici de grand cœur tout en faisant beaucoup de réserves à certains égards.

On estime que 55,000 hommes seront classés dans le service armé. Voilà tout ce que cette immense révision permettra de renvoyer au général commandant en chef les armées et, si j'en juge par certains spécimens d'hommes ainsi récupérés et versés dans le service armé, je suis un peu inquiet sur la qualité de ces renforts.

M. Jénouvrier. Au corps, cela tombera à 40,000.

M. le rapporteur. 65,000 hommes ont été versés dans le service auxiliaire. Ajoutés aux 300,000 hommes dont je viens de parler, c'est 365,000 dont on pourra disposer.

Les récupérations provenant de la loi du 17 août 1915, dite loi Dalbiez, ont donné, d'autre part, dans la période du 1^{er} octobre 1916 au 1^{er} avril 1917, 21,315 hommes du service auxiliaire versés dans le service armé ; ajoutez-y 7,796 hommes provenant des réformés n° 2 et des réformés temporaires, 11,888 hommes versés dans le service auxiliaire ; 68,592 R. A. T. rendus à l'agriculture, au 1^{er} avril 1917, plus 50,000 qui, ont été proposés, et doivent être plus ou moins sur le chemin du retour aux campagnes. Cela fait 130,000 hommes.

Pour les mines, fascicule Z 1, on compte 56,854 hommes ; pour les chemins de fer, 12,800 hommes, et enfin pour les autres administrations, 20,000 hommes environ.

Il ressort donc de ce tableau que nous ne pouvons envoyer au général en chef, après récupération, sur le chiffre de combattants qu'il réclame, que 130,000 hommes seulement et que nous avons environ 450,000 auxiliaires dont nous pouvons disposer.

Qu'allons-nous faire de ces auxiliaires ?

Le général en chef en réclame 150,000, pour la zone des armées ; le ministre de l'agriculture en demande le plus grand nombre possible, environ 200,000 qui devraient être envoyés dans nos campagnes pour faire la fenaison, la moisson et pour préparer les travaux d'hiver.

Pouvons-nous le faire ? Telle est la question qui se pose maintenant.

Nous ne le pouvons que si nous remplaçons ces 450,000 auxiliaires. Si nous ne les remplaçons pas, comme ils sont déjà employés dans tous les services, nous désorganisons toute l'administration de l'armée et un certain nombre d'usines et d'établissements de ravitaillement national. Comment donc remplacer, d'une part, ces 450,000 auxiliaires et, d'autre part, fournir au haut commandement les 130,000 ou 140,000 combattants qu'il demande ?

Ces derniers, nous pourrions les fournir au moyen des auxiliaires envoyés dans la zone des armées pour y remplacer les hommes du service armé qui y occupent encore en très grand nombre des fonctions de bureau.

Mais si nous reprenons ces auxiliaires, nous ne pourrions pas les appliquer à autre chose, nous serons toujours en réalité en présence des mêmes besoins qui se posent

de 500,000 à 600,000 hommes à remplacer. Comment remplacer ces hommes ?

On a pensé au recrutement colonial et étranger. J'ai lu dans les journaux qui ont bien voulu me donner quelques conseils dont je profite — car je profite toujours de l'expérience de mes confrères — qu'on aurait recours à des Africains, à des Indochinois, à des Chinois, à des Malgaches et même à des Américains. Je le savais, pour cette bonne raison que nous avons été, dans les commissions de l'armée, celle la Chambre aussi bien que celle du Sénat, les promoteurs, à nos dépens d'ailleurs, du recrutement colonial et du recrutement étranger. Nous avons été assez vivement attaqués par les *beati possidentes* du grand monde colonial pour savoir qu'il n'est pas facile de procéder au recrutement de la main-d'œuvre dans nos possessions françaises.

De plus, nous avons fait des efforts pour amener des Chinois et M. Métin qui était alors ministre du travail, se souvient des critiques virulentes qui ont été dirigées contre les promoteurs de ce mouvement. Cela ne l'a pas effrayé d'ailleurs, et nous avons procédé au recrutement de ceux qui vont devenir, s'ils ne le sont déjà, nos alliés dans la grande guerre de libération des peuples.

Mais on s'exagère beaucoup le recrutement colonial et étranger, d'abord en lui-même et ensuite au point de vue des moyens de transport.

En lui-même, voulez-vous savoir quel est le chiffre des étrangers et coloniaux qui sont en France à l'heure actuelle ? Nous avons fait ce travail à la commission de la main-d'œuvre : nous avons 245,000 coloniaux et étrangers, dont 83,000 étrangers et environ 162,000 coloniaux.

C'est un très bel effort, un très gros effort et, pour ma part, quand je me rappelle les luttes que nous avons dû soutenir au nom de la commission de l'armée et à la sous-commission des effectifs — M. de Selves qui est président de cette sous-commission s'en souvient, comme M. Milliès-Lacroix qui présidait la sous-commission des troupes coloniales et indigènes — quand je me rappelle la correspondance échangée entre les gouverneurs généraux et gouverneurs de nos colonies et le ministre des colonies, correspondance tragique dont la paix éclairera un jour toutes les difficultés angoissantes, quand je me rappelle l'installation de nos coloniaux en France, les hivers rigoureux, les dangers d'adaptation, les luttes, les conflits, toute cette mêlée sociale de l'intérieur dans laquelle il a pourtant fallu discipliner peu à peu toute une organisation d'usines et d'établissements, je trouve que cet effort, qui a amené 180,000 travailleurs de nos colonies en plus des 250,000 soldats qui se sont héroïquement exposés pour la France depuis Charleroi, en passant par la Marne et l'Yser jusqu'à cette dernière offensive de l'Aisne, si terrible pour nos braves Sénégalais, je dis que cet effort fut un prodigieux et magnifique effort. (*Vifs applaudissements.*) Et, lorsque notre illustre prédécesseur, M. de Broglie, du haut de cette tribune, je crois, qualifiait notre politique coloniale de politique d'enflure, impuissante à donner jamais à la France ni un homme, ni une ressource, ce jour-là, il n'avait pas les yeux tournés vers l'avenir. La République les a eus, et ses colonies l'en ont remerciée en amenant sur le champ de bataille, sur le champ des usines, sur les champs du labour, les 500,000 hommes dont je vous parlais tout à l'heure et qui ont bien mérité aujourd'hui leur titre de bons Français ! (*Applaudissements.*)

Ainsi, messieurs, nous avons recruté 180,000 coloniaux ; croyez-vous que nous allons pouvoir en recruter beaucoup d'autres d'ici à la fin de la guerre ?

Je tiens à ne pas apporter de vues personnelles, je préfère vous donner connaissance d'une lettre toute récente — elle est du 21 avril 1917 — de M. le ministre de la guerre à M. le ministre des colonies.

« Par dépêches des 14 février et 16 mars 1917, dont je vous envoie ci-joint copie, dit M. le ministre de la guerre, j'ai exposé à M. le ministre de l'intérieur les besoins de mon département en main-d'œuvre nord-africaine.

« Pour satisfaire aux demandes de personnel qui m'avaient été adressées, je pensais que nos possessions de l'Afrique du Nord pourraient fournir par mois environ 4,500 ou 5,000 ouvriers d'usine, savoir :

« 2,500 pour l'Algérie.

« 1,000 pour la Tunisie.

« 1,000 à 1,500 pour le Maroc.

« Or, le tableau ci-joint, indiquant les arrivées des travailleurs nord-africains pendant le premier trimestre 1917 montre que ces prévisions ne se sont pas réalisées.

« Les ouvriers envoyés en ce moment par la Tunisie sont tous des travailleurs agricoles et font partie des 12,000 hommes qui doivent être affectés au ministère de l'agriculture.

« La contribution mensuelle du Maroc a été de 800 ouvriers en moyenne, celle de l'Algérie de 2,250.

« L'examen du tableau susvisé indique, en outre, que le nombre des ouvriers nord-africains envoyés dans la métropole par l'Algérie et le Maroc tend à décroître.

« En raison de ce fléchissement dans nos ressources en main-d'œuvre, il ne m'est plus possible, actuellement, de satisfaire aux demandes de travailleurs nord-africains qui me sont adressées tant par les divers services de mon administration (service du génie, de l'intendance) que par le ministère de l'armement et des fabrications de guerre.

« Le déficit à ce jour est de :

« 6,900 Algériens.

« 100 Tunisiens.

« 1.675 Marocains.

« Il convient, en outre, de tenir compte de la nécessité de remplacer les travailleurs dont le contrat expire et qui regagnent l'Afrique du Nord. On peut évaluer le nombre de travailleurs nécessaires à ces remplacements à 650 par mois environ.

« Il ne me paraît pas possible de demander actuellement un nouvel effort à la Tunisie qui est en train de recruter des travailleurs agricoles.

« Mais, à mon avis, il y aurait lieu d'intensifier le recrutement des travailleurs au Maroc et surtout en Algérie. Sans doute, l'industrie se développe dans notre possession de l'Afrique du Nord et exige une abondante main-d'œuvre. Mais, les opérations relatives à la levée de la classe 1917 sont actuellement terminées ; les dispositions du décret et de l'instruction interministérielle du 14 septembre 1916 ont été accueillies favorablement par les intéressés. Il semble donc que l'on se trouve dans des circonstances propices pour demander, à l'Algérie, notamment, de nous fournir, par voie d'embauchages volontaires, les travailleurs réclamés par la défense nationale. »

M. Maginot a répondu à l'appel énergique fait par M. Painlevé. Je dis énergique, parce que, depuis que nous avons demandé au général Gallieni, le 30 décembre 1915, d'envoyer d'extrême urgence des dépêches au résident général au Maroc, au gouverneur général d'Algérie et au résident général en Tunisie, pour intensifier le recrutement africain, rien n'avait plus été fait de décisif.

M. Maginot, dis-je, n'a pas perdu de temps.

Le 2 mai, il écrit à M. Lutaud, gouverneur général de l'Algérie :

« Monsieur le ministre de la guerre, en me communiquant l'état des travailleurs indigènes fournis à la métropole par l'Algérie au cours du premier trimestre 1917, constate que les résultats obtenus sont sensiblement inférieurs à ceux qu'il avait escomptés. Il évalue à 6,900 Algériens le déficit qu'il y aurait lieu de combler et me demande de prendre toutes les mesures nécessaires pour que le nombre des travailleurs volontaires à fournir par votre gouvernement général s'élève, aussitôt que possible, à 3,500 ouvriers par mois.

« Je n'ignore aucune des difficultés que vous rencontrez dans la réalisation de ce recrutement et je ne méconnais pas que le développement industriel et agricole de l'Algérie exige l'emploi sur place d'un nombre toujours croissant de travailleurs, mais les besoins de la défense nationale deviennent, de leur côté, chaque jour plus impérieux et nécessitent de la part de nos possessions d'Afrique un continu et puissant effort.

« L'examen des statistiques fait ressortir qu'en 1912 la population indigène de l'Algérie comptait 4,740,526 habitants, chiffre duquel il est assez facile de déduire celui des Algériens mâles de 20 à 50 ans, susceptibles d'être recrutés. Je partage, en effet, pleinement le point de vue exposé dans votre lettre n° 262, du 11 avril 1917, par laquelle vous demandez que l'on porte de 45 à 50 ans la limite d'âge des travailleurs, et je me préoccupe de faire modifier dans ce sens le décret du 14 septembre 1916.

« En prenant comme point de départ le nombre total des jeunes gens inscrits sur les tableaux de recensement de la classe 1917, qui s'élevait à 46,542 hommes, on serait conduit à évaluer à 1,381,626 le nombre des Algériens mâles de 20 à 50 ans, mais ce calcul, qui ne comporte pas de correctif important pour les générations de 20 à 30 ans, en exige au contraire un considérable pour les classes de 30 à 50 ans, pour lesquelles le déchet peut atteindre jusqu'à 33 p. 100, ce qui conduit à un total d'un peu plus de 1 million d'hommes.

« Au 1^{er} avril 1917, l'Algérie avait fourni à la France 143,875 combattants et travailleurs, d'autre part, les besoins locaux en main-d'œuvre atteignent, d'après vos propres indications (télégramme du 10 avril 1917, à monsieur le ministre de l'intérieur) 436,865 hommes. Il resterait donc 400,000 à 500,000 indigènes parmi lesquels de nouveaux prélèvements pourraient être opérés au profit de la métropole.

« Pour approximatifs que soient ces calculs, il n'en résulte pas moins que l'Algérie possède encore d'abondantes ressources en hommes susceptibles de satisfaire non seulement à la demande de travailleurs que m'adresse M. le ministre de la guerre, mais encore aux besoins de recrutement militaire sur les exigences duquel j'ai attiré votre attention par ma lettre n° 26 du 14 avril dernier.

« Je vous prie, en conséquence et sans interrompre les opérations actuellement en cours, de vouloir bien étudier dans son ensemble cette question du recrutement et, au moyen des statistiques et renseignements dont vous disposez, de me faire connaître d'une façon aussi exacte que possible les ressources en hommes sur lesquelles nous pouvons compter en Algérie.

« Les circonstances nous font, en effet, aujourd'hui un devoir impérieux de faire le bilan de nos ressources, afin que, en possession d'indications précises, nous puissions rechercher les meilleurs moyens de les utiliser pour la satisfaction des multiples exigences de la défense nationale. »

Au commissaire résident général au Maroc, général Lyautey, il écrit :

« Monsieur le ministre de la guerre, en

me communiquant l'état des travailleurs indigènes fournis à la métropole par le Maroc au cours du premier trimestre 1917, constate que les résultats obtenus sont sensiblement inférieurs à ceux qu'il avait escomptés. Il évalue à 1,675 Marocains le déficit qu'il y aurait lieu de combler et me demande de prendre toutes les mesures nécessaires pour que le nombre des travailleurs volontaires à fournir par le protectorat s'élève, aussitôt que possible, à 2,000 ouvriers par mois.

« Je n'ignore aucune des difficultés que vous rencontrez dans la réalisation de ce recrutement et je ne méconnais pas que, dans un pays qui n'est pas encore complètement pacifié, de semblables opérations doivent être poursuivies avec prudence et méthode. Néanmoins, dans la partie du Maroc où notre domination est bien assise et où la population indigène s'élève au moins à 2,000,000 d'habitants, il me paraît possible d'intensifier le recrutement. Or, à la date du 1^{er} avril dernier, le Maroc n'avait encore fourni à la métropole que 0,50 p. 100 de cette population, soit 9,982 travailleurs, proportion très inférieure à celle réalisée en Algérie (0,76 p. 100) et en Tunisie (1,27 p. 100).

« Vous vous refusez, il est vrai, à établir un parallèle entre le Maroc et les autres pays de l'Afrique du Nord, spécialement la Tunisie qui a donné à la France un nombre global de combattants et de travailleurs s'élevant à 67,000 indigènes, soit environ 4,50 p. 100 de sa population. J'ai lu, d'ailleurs, avec la plus grande attention, la correspondance que vous avez échangée au sujet du recrutement indigène avec mes collègues des affaires étrangères et de la guerre, et spécialement la lettre que vous adressez à celui-ci, le 24 juillet dernier. Dans ce document, que vous qualifiez par ailleurs « document de base » et qui précise votre point de vue au sujet du recrutement indigène au Maroc, vous indiquez essentiellement que l'état de guerre existant dans le pays vous a forcé à une double mobilisation militaire et économique.

« La mobilisation militaire vous avait conduit à prélever sur la population marocaine adulte, à la date du 1^{er} avril 1917, d'après les chiffres qui n'ont été communiqués par la section l'Afrique au ministère de la guerre, 20.542 combattants réguliers auxquels on peut ajouter, si l'on veut, une dizaine de mille hommes recrutés pour les goums et makzhens.

« Quant à la mobilisation économique, il importerait de connaître la fraction de la population marocaine adulte qu'elle a pu employer.

« Mais je ne puis croire que, militaire ou économique, la mobilisation à laquelle vous avez procédé au Maroc ait absorbé l'ensemble de la population mâle susceptible de fournir des tirailleurs et de la main-d'œuvre et je reste persuadé qu'il serait encore possible de prélever dans notre protectorat de notables contingents.

« Je vous prie, en conséquence, après avoir déterminé, ainsi que l'a fait, sur l'invitation de mon collègue de l'intérieur, M. le gouverneur de l'Algérie, le nombre de travailleurs nécessaires aux besoins économiques du Maroc, de bien vouloir étudier dans son ensemble cette question du recrutement et, au moyen des statistiques et renseignements dont vous disposez, de me faire connaître d'une façon aussi exacte que possible les ressources en hommes sur lesquelles nous pouvons compter au Maroc.

« Les circonstances nous font, en effet, aujourd'hui un devoir impérieux de faire le bilan de nos ressources afin que, en possession d'indications précises, nous puissions rechercher les meilleurs moyens de les uti-

liser pour la satisfaction des multiples exigences de la défense nationale.

« J'ai toute confiance que le Maroc s'imposera l'effort que nous lui demandons, et que nous trouverons chez les indigènes le concours si précieux d'une main-d'œuvre particulièrement appréciée en France, parce que c'est elle qui s'acclimate le mieux dans la métropole et qui est susceptible d'y rendre les meilleurs services.

« Signé : MAGINOT. »

On ne peut donc pas dire que le Gouvernement, sur ce point, pas plus que les commissions parlementaires, n'aient fait le maximum d'efforts pour amener de la main-d'œuvre nord-africaine en France.

Il en a été de même pour la main-d'œuvre indo-chinoise et chinoise.

Mais, messieurs, je vous en supplie, ne nous grisons pas de ces éternelles chimères avec lesquelles on essaie de nous endormir et qui ne sont propres qu'à aggraver la situation.

A la date du 14 mai, c'est-à-dire hier, M. le ministre des colonies communiquait la note suivante :

« A la fin du mois d'avril dernier, M. Alapetite, résident général de la République française à Tunis, faisait connaître que l'effort de la Tunisie, en matière de main-d'œuvre agricole à fournir à la France, avait devancé les possibilités de transport.

« Depuis le 4 mai 1916, écrivait-il, date du départ du premier convoi de travailleurs indigènes pour la métropole, l'embauchage avait dû être limité ou même complètement arrêté, à plusieurs reprises, en raison des possibilités restreintes de transport par mer. Le nombre des places mises sur chaque bateau à la disposition de la main-d'œuvre indigène tendant à diminuer, il avait été indispensable, pour donner satisfaction aux besoins de l'agriculture signalés comme les plus urgents, d'arrêter complètement le recrutement des ouvriers industriels à l'époque où il aurait pu être intensifié, la période des froïds particulièrement redoutée par les Tunisiens ayant pris fin. Et cette mesure même n'avait pas permis de diriger sur la France la totalité du contingent disponible de travailleurs agricoles qui s'élevait, fin avril dernier, à 3,200 indigènes sur lesquels 1,192 seulement avaient pu être embarqués.

« D'ailleurs, la crise des transports par mer s'est fait à ce point sentir que, malgré qu'elle eût des ouvriers agricoles disponibles, la Tunisie n'a pu envoyer en France, du 17 avril au 14 mai dernier, que 829 indigènes, soit une moyenne d'un peu plus de 200 seulement par semaine. »

Vous voyez que la Tunisie n'a pas attendu que les bateaux fussent là préparés pour les 12,000 hommes qui lui étaient demandés pour la main-d'œuvre à envoyer en France. M. Alapetite, dans le splendide pays agricole qu'est la Tunisie, a recruté ces 12,000 agriculteurs. Oui, mais il n'y avait pas de bateaux !

Et nous sommes en Tunisie, messieurs ! Je ne parle ici ni de l'Annam, ni de l'Afrique occidentale. C'est à nos portes que cela se passe. Nous avons la main-d'œuvre demandée et nous ne pouvons pas la transporter !

Si nos colonies les plus proches ne peuvent nous envoyer que très insuffisamment leur main-d'œuvre, que sera-ce pour la main-d'œuvre de nos colonies lointaines pour laquelle nous n'avons déjà plus le fret nécessaire, alors que la crise sous-marine est loin d'avoir diminué d'intensité ?

Mais, me répond M. Léon Daudet, dans une série d'articles très brillants, et me répondent aussi quelques membres du Parlement et du Gouvernement : « Vous avez les Américains. »

A ce sujet, je demande à MM. Léon Bourgeois, Métin et Roden, qui représentent ici le Gouvernement, de ne pas encourager trop des illusions, trop souvent génératrices du moindre effort.

Autant que personne, je salue la magnifique entrée des Etats-Unis dans la coalition des démocraties contre les empires du centre. C'est une chose unique dans l'histoire qui illuminera notre vie, dont nous garderons le souvenir éternel, parce que nous aurons été mêlés à la plus grande révolution que l'humanité ait jamais connue (*Vifs applaudissements*) ; mais à une condition, c'est que ces nobles pensées aient un substratum, un support. (*Nouveaux applaudissements.*)

Quelle que soit la bonne volonté des uns et des autres, à travers les océans, il y a deux choses dont il faut tenir compte : l'espace et le temps.

M. Perreau. Oui, la guerre sous-marine !

M. le rapporteur. Je crois que je me fais bien comprendre. L'espace, c'est la mer ; le temps, c'est la guerre.

Lorsqu'on encourage chez les fonctionnaires, notamment dans l'armée, des illusions trop faciles, quand on voit demander par le haut commandement des chiffres d'Américains qui atteignent presque 100,000 hommes, je dis qu'il convient d'être prudent dans de pareilles anticipations.

Il y a là des questions de doit et avoir, d'inventaire et de bilan. Voici ce qu'un journal américain dit de la main-d'œuvre agricole américaine :

« Ce qu'il faut aux agriculteurs des Etats-Unis, ce ne sont pas des encouragements, ce sont des ouvriers. Il est inutile de les supplier de cultiver plus et mieux. L'appât des prix élevés est un encouragement très suffisant. Le blé à plus de 2 dollars, les pommes de terre à 3 dollars, c'est là un appel plus énergique que les bulletins agricoles les mieux rédigés.

M. Perreau. On pourrait en dire autant en France. Si au lieu de taxer le blé et les autres denrées, vous aviez mis des primes, vous n'auriez pas la crise que vous avez... (*Mouvement d'approbation.*)

M. Perchot. La hantise des prix élevés a été pour beaucoup dans la réduction de la production en France. (*Approbation.*)

M. le rapporteur. C'est l'expérience de la guerre ! Je le dis avec d'autant plus de sincérité que j'ai voté les taxes. J'étais alors sous l'empire de la crainte des spéculateurs.

M. Jénouvrier. *Errare humanum est !*

M. le rapporteur. On m'avait dit qu'il y avait des gens qui s'enrichissaient, qui accaparaient...

M. Touron. Nous vous avons dit le contraire !

M. le rapporteur. J'ai l'habitude de changer mon opinion quand j'ai reconnu qu'elle doit être changée. Je le confesse ; je l'ai déjà dit une autre fois au Sénat.

M. de Las Cases. C'est déjà très bien.

M. Jénouvrier. C'est rare !

M. le rapporteur. Les Assemblées parlementaires doivent convenir aujourd'hui que cette politique, qui était inspirée par des sentiments élevés et démocratiques, n'était peut-être pas une politique excellente d'organisation de la guerre, puisqu'elle a eu pour résultat la rarefaction de tous les produits agricoles.

M. Perreau. Et la hausse !

M. de Lamarzelle. C'est toujours comme cela !

M. le rapporteur. Je vous demande pardon de cette incidente et je continue ma lecture. De l'autre côté de l'Océan, c'est la même chose.

« ... L'agriculteur cultivera toutes ses terres s'il est assuré d'avoir des ouvriers pour les semailles et pour les récoltes. Le manque de main-d'œuvre agricole s'est aggravé depuis déjà bien des années : il est aujourd'hui plus accentué que jamais. A moins de remèdes vigoureux il exercera sur notre alimentation une influence décidément désastreuse. Ce fait est reconnu par les gens qui préconisent des mesures de mobilisation agricole. Cette mobilisation sera peut-être un des premiers développements de la guerre. — (Ed.) *Cleveland Plain Dealer*, 13/4. »

Ainsi les Etats-Unis, qui n'ont pas encore pris part à la guerre, sont obligés de prévoir la participation de la main-d'œuvre agricole et, comme conséquence, la mobilisation civile pour l'agriculture. Ce ne sont donc pas eux qui pourront nous envoyer beaucoup de main-d'œuvre agricole.

J'éprouve aussi des doutes au sujet du tableau qui nous a été présenté en ce qui concerne les usines de guerre américaines, parce que beaucoup d'entre elles travaillent déjà à plein depuis longtemps et elles ne pourront guère nous envoyer de main-d'œuvre en France. Et puis, comment transporterait-on cette main-d'œuvre, en même temps que les canons, les avions et l'acier ?

On joue un peu trop facilement avec ces éléments du problème, dans le silence de cabinet.

Nous avons recruté 245.000 travailleurs coloniaux et étrangers. C'est déjà très beau ; mais je doute que nous puissions de longtemps dépasser sensiblement ce chiffre pour faire face aux besoins de 800.000 travailleurs supplémentaires dont je vous ai parlé pour la main-d'œuvre.

Voilà comment le problème se pose. Vous ne trouverez pas cette main-d'œuvre ailleurs que chez nous.

Je vois certains de nos collègues de la droite qui se demandent où on la trouvera. J'ai dit moi-même, au début de mon intervention, que, en effet, la France avait fait un très noble effort d'industrialisation civile et que, par conséquent, presque toute sa main-d'œuvre masculine et féminine était, à l'heure actuelle, occupée et qu'il serait peut-être difficile de trouver encore chez nous un supplément de main-d'œuvre. (*Applaudissements.*)

Voix nombreuses. Reposez-vous !

M. le rapporteur. Je ne voudrais pas abuser des instants du Sénat, mais, s'il me le permet, je voudrais terminer (*Très bien ! très bien !*), afin que tout le problème fût posé en une seule séance et qu'ensuite la discussion pût se développer autour de cet exposé.

D'ailleurs, les chiffres que j'ai donnés et qui ont pris la plus grande partie de ma démonstration sont terminés. Nous arrivons maintenant aux moyens de recrutement de la main-d'œuvre. C'est une question d'ordre social qui se trouve maintenant posée, et j'espère que je serai assez bref pour pouvoir devant vous, en quelques mots, résumer le problème.

On nous dit : « Il n'y a plus de main-d'œuvre en France. »

Sur quoi se base-t-on pour affirmer cela ? On vous le dira. Je réponds qu'il y a encore de la main-d'œuvre en France. Et je vais donner les raisons pour lesquelles j'estime qu'il ne sera pas difficile à la nation de trouver les cinq cent mille travailleurs qui lui manquent.

A mon avis, il faut distinguer trois catégories de recrutement possible : les inoccupés, les mal occupés et les femmes. Les

inoccupés sont-ils très nombreux ? Je crois qu'on peut les classer dans deux catégories : les inoccupés d'en haut et les inoccupés d'en bas.

L'on peut rendre à nos classes moyennes cet hommage légitime — qui leur a été rendu, d'ailleurs, à toutes les époques de notre histoire, parce que c'est surtout par les classes moyennes que la nation française s'est maintenue à travers les siècles — l'on peut leur rendre cet hommage légitime qu'à l'heure actuelle tout le monde, en France, travaille, dans les classes moyennes. (*Assentiment.*)

Mais, dans les classes privilégiées par la grande fortune, il y a un certain nombre d'inoccupés. Nous les voyons, soit dans les stations estivales ou hivernales, soit dans les fêtes de bienfaisance ou de charité, où ils apportent, leurs brillants numéros à des représentations en faveur de nos glorieux blessés, soit dans ces prestigieuses randonnées en automobile à travers la France, où ils entretiennent, paraît-il, une forme de la vie économique ; nous les voyons aussi dans nos grands cinématographes, dans nos établissements de plaisir. Nous constatons que, s'ils vont aux bains de mer ou aux eaux, ils ne sont pas tous malades et surtout ils ne sont pas malades au point de ne pouvoir accomplir un travail de bureau, comme celui qui est réclamé pour remplacer les auxiliaires. Ce chiffre est-il très élevé ? Les classes riches, je m'empresse de le dire, ont largement et généreusement payé leur dette sacrée à la patrie. Le nombre des représentants de ces classes privilégiées, comme de toutes les classes de la France, qui ont été sacrifiées et fauchés sur le front est certainement très élevé.

D'autre part, nous avons dans notre grande industrie des représentants utiles et laborieux de ces classes riches.

M. de Las Cases. Beaucoup de ceux que vous appelez des oisifs d'en haut n'auraient pas demandé mieux que d'être employés, soyez en certain.

M. le rapporteur. On nous a dit, dans un très spirituel article de journal : « Mais, que racontez-vous là ? Les oisifs, ils sont oisifs de naissance et par profession. Il y a des oisifs dont le métier est d'être oisifs. Quoi que vous fassiez, ils le seront toujours. Si vous voulez les employer, ils ne travailleront pas. » Si cette théorie avait droit de cité dans la démocratie républicaine, alors, pendant que le sang coule, que les femmes travaillent aux obus des 220 ou à la mélinite, il y aurait des hommes dont ce serait le privilège social et la profession de rester oisifs, de rester la fleur de stérilité de la nation, derrière le rideau de mitraille de la guerre !

Non, personne n'accepte sérieusement de pareilles affirmations qui seraient de nature à porter atteinte au moral du peuple, qui sait juger et qui sait observer, même quand il fait son sacrifice.

Je suis donc absolument convaincu qu'un certain nombre d'entre eux, comme le disait M. de Las Cases, accepteraient très volontiers de faire leur devoir social et de remplacer les auxiliaires qui sont dans les dépôts, dans les bureaux, dans les magasins, et qui seront renvoyés à l'agriculture, à la mine, à l'usine.

Maintenant il y a ceux d'en-bas, il y a les jeunes gens des classes 1919 à 1923, des classes qui, je l'espère, ne seront pas appelées dans cette guerre et qui peuvent nous donner, d'après le dernier recensement, environ 1,200,000 jeunes gens dont un assez grand nombre travaillent déjà dans les usines et les établissements.

Récemment, à la poudrière de Toulouse, je voyais des enfants de quatorze à dix-huit ans qui servaient à côté des femmes

et des coloniaux. On peut dire que dans tous les arsenaux et dans les campagnes, l'énorme majorité de nos jeunes gens de quatorze à dix-huit ans a donné, elle aussi, le spectacle du noble et persistant effort de la France.

Mais il est facile pourtant de constater que, sur ces 1,200,000 jeunes gens, il y en a au moins 5 p. 100 qui ne travaillent pas. Dans nos grandes villes — je ne parle pas des campagnes — il vous est arrivé à tous, à certains soirs d'hiver, de voir, dans certains endroits de nos villes, des jeunes gens les mains dans les poches, la casquette rabattue, l'œil tourné vers d'autres préoccupations que celles de la guerre et du travail, jeunes gens qui se trouvent en quelque sorte désorbités de la vie sociale parce que le père se bat dans la tranchée, parce que la mère est à l'usine et qu'elle n'a pas la possibilité de conserver son enfant. Ces jeunes inoccupés constituent comme une poussière éparsse, ferment dangereux peut-être pour des agitations possibles ; ceux-là doivent travailler. (*Très bien ! très bien !*)

La loi doit pouvoir le prendre, personne n'a le droit de rester inoccupé. Si vous en trouvez de 50,000 à 100,000, vous les joindrez aux 50,000 inoccupés d'en haut dont je parlais tout à l'heure, et vous les emploierez ; comme tous leurs camarades qui travaillent, ils travailleront à leur tour.

La seconde catégorie comprend ceux que j'appellerai les mal occupés, c'est-à-dire ceux qui ont conservé pendant la guerre des emplois du temps de paix, par exemple des commerces de luxe, de plaisir, — je n'irai pas jusqu'à dire de débauche, — mais qui n'ont rien à voir avec l'organisation sévère d'une nation en guerre.

On a répondu à cela : « En maintenant les commerces de luxe et de plaisir, nous soutenons le crédit de la France, nous maintenons son change, grâce aux exportations ; nous gardons les riches étrangers et tout cela fait courir l'argent ; pour le succès de vos emprunts, ces commerces sont donc peut-être nécessaires. »

Si cet argument m'avait été opposé l'année dernière, alors qu'il y avait encore du charbon pour alimenter nos usines, j'aurais peut-être consenti à l'admettre et à reconnaître que mieux valait, en effet, ne pas déranger de leurs alvéoles sociales ces inoccupés ou mal occupés.

Mais aujourd'hui, voici que nous ralentissons nos fabrications, comme l'Allemagne a ralenti les siennes, parce que nous n'avons plus la force motrice suffisante, parce que nous n'avons plus le charbon ni l'acier nécessaires. Nous ralentissons la production nationale agricole, nous ralentissons celle qui assure le ravitaillement, parce que les matières premières nécessaires nous font également défaut. Et, alors que vous n'aurez pas assez de charbon, d'alcool, de matières premières indispensables pour en finir avec cette guerre, nous pourrions admettre que l'on continue à entretenir cette sorte de champignonnage de l'arrière, sous prétexte qu'il serait quand même de quelque utilité pour maintenir notre crédit ! Non ! Messieurs. A l'heure actuelle, les travailleurs du commerce de luxe deviennent les uns après les autres des chômeurs forcés.

La politique des restrictions et du rationnement dans laquelle le Gouvernement s'est engagé par nécessité, cette politique ferme, l'un après l'autre, tous les commerces de luxe comme un compteur fermerait successivement les lumières inutiles. Pour les pâtisseries, il y a déjà 1,500 personnes qui demandent à être employées dans le camp retranché de Paris, et l'on n'en peut utiliser que 500.

Nous avons eu des réclamations de tous les syndicats et associations de ces com-

merces qui nous ont chiffré eux-mêmes le nombre de leurs chômeurs. Si l'on fait le calcul, on trouve, d'après leurs propres déclarations, plus de 100,000 personnes occupées dans les théâtres : des machinistes, des électriciens, des travailleurs de toutes sortes, qui pourraient être utiles dans les usines ou les bureaux, suivant leurs professions et qui feraient de bons secrétaires et de bonnes dactylographes en remplacement des auxiliaires agriculteurs ou de ceux renvoyés au front.

Vous avez encore d'autres commerces, de seconde importance en temps de guerre.

Ainsi, sans vouloir toucher à une question qui, d'après ce que disait M. Neville-Chamberlain, est toujours irritante dans une assemblée politique — la question de l'alcool et des boissons — je puis rappeler que les grandes associations de débitants sont venues nous annoncer qu'elles employaient actuellement plus de 200,000 personnes.

Si vous faites l'addition de tous ces disponibles, vous n'arriverez pas loin des 500,000 dont je vous parlais. Ce sont des gens suffisamment valides pour un emploi, puisqu'ils font du commerce.

A ce sujet, je voudrais dissiper une erreur, une légende plutôt, qu'on tend à établir contre la mobilisation civile.

Nous ne demandons pas à ces 500,000 bons Français que nous voulons récupérer sous des formes diverses, de prendre des emplois qualifiés. Non, on ne s'improvise pas agriculteur, cheminot, métallurgiste ou mineur ! Ce que nous voulons, c'est que l'on renvoie les agriculteurs à l'agriculture, les mineurs à la mine, les cheminots au rail et tous les professionnels à leur profession ; mais encore, pour y arriver, faut-il trouver des remplaçants dans les bureaux et les magasins. (*Assentiment.*)

Les 500,000 personnes dont je parle seront excellentes pour remplir des fonctions de secrétaire ou d'autres emplois dans les bureaux, magasins et dépôts.

Par conséquent, je crois, messieurs, que la main-d'œuvre inoccupée ou mal occupée existe encore en quantité suffisante.

Nous arrivons enfin à une source de main-d'œuvre encore possible : c'est la main-d'œuvre féminine.

Les femmes de France ont donné un effort énorme, moindre pourtant qu'en Allemagne,

M. Larère. Parce qu'on n'a pas accepté le concours des femmes françaises.

M. le rapporteur. C'est vrai, les femmes anglaises elles-mêmes sont employées plus que les nôtres dans les poudreries anglaises. M. Milliès-Lacroix qui est allé visiter ces poudreries peut en témoigner. Il y a une poudrerie, celle de Queensburn, où il n'y a plus guère que des femmes.

Les femmes françaises ont cependant fait un effort admirable pendant la guerre.

Voulez-vous savoir quel est le nombre de celles qui sont employées dans les établissements travaillant pour la guerre ? Il est de 684,000 ; c'est donc plus d'un demi-million de femmes qui se sont volontairement enrôlées pour les travaux pénibles dans les poudreries et les arsenaux, les services des chemins de fer, les établissements d'intendance, etc.

M. de Las Cases. Et dans l'agriculture ! Il y a des régions qui ne vivent que grâce aux femmes.

M. le rapporteur. Je ne parle pas de l'agriculture, et je reconnais que les femmes françaises peuvent être considérées comme les meilleurs ouvriers de la défense nationale. Mais vous pouvez demander plus à la femme française.

En voici deux exemples, qui me permet-

tront de bien mettre en lumière cette partie de la question.

Le directeur de la poudrerie d'Angoulême est un de nos chimistes les plus qualifiés, un de ceux qui ont fait les efforts les plus considérables pendant la guerre, le colonel Leurre, au mois de décembre dernier, organise des baraquements pour plusieurs milliers de femmes et demande au ministère de l'armement 600 femmes en plus des 1,800 qu'il occupait déjà. Il ne les a pas encore reçues et pourtant M. le ministre du travail pourrait nous dire qu'au même moment il faisait faire une enquête par les préfets pour demander des femmes qui consentiraient à aller travailler dans des fondries situées loin de leur résidence. Voilà donc un cas très précis que j'ai pu relever au cours d'une visite de contrôle que j'ai faite moi-même : 600 femmes n'ont pas été employées, dans une seule poudrerie, parce qu'on n'a pas su s'en servir en temps utile.

En ce qui concerne les secrétaires d'état-major, je puis vous signaler une chinoiserie bureaucratique et parlementaire des plus remarquables du moment présent. Il y a 4,000 secrétaires qui pourraient être remplacés dans l'administration de l'armée. Le contrôleur général Boone a établi que 150,000 femmes au moins ont été employées dans l'administration de l'armée depuis le début de la guerre, où elles remplissent des emplois de dactylos, secrétaires, plantons, etc. C'est là un résultat déjà remarquable.

Or 4,000 secrétaires se sont mis dans la tête qu'ils ne quitteraient pas l'administration de l'armée et ils ont créé un imbroglio admirable que je tiens, parce que je veux dire la vérité, à faire connaître au Sénat. (*Parlez ! parlez !*)

Il paraît que l'administration de l'armée, en demandant les 4,000 femmes en question, avait négligé d'indiquer leurs salaires d'une façon absolument conforme aux règles budgétaires. Alors, la commission du budget de la Chambre, froissée de ce que la demande ne lui ait pas été présentée dans les conditions voulues, s'est opposée au remplacement demandé ; en sorte que, les 4,000 secrétaires d'état-major s'abritant derrière cette décision de la commission du budget, sont heureux de constater qu'ils n'ont pas à s'inquiéter, pour le moment du moins. (*Rires approbatifs.*)

Ma conviction, comme président de la commission interministérielle de la main-d'œuvre et comme rapporteur de la commission de l'armée en ce qui concerne les fabrications de guerre, c'est que l'on peut encore utiliser largement, pour l'ensemble des travaux nécessaires à la défense nationale, plus de 300,000 femmes.

Nous devons accomplir l'acte d'énergie nécessaire. Nous avons besoin de 800,000 travailleurs. Si nous retrouvons 500,000 hommes et 300,000 femmes, nous avons notre chiffre de main-d'œuvre sans sortir de France.

Voilà quelle est la raison fondamentale de notre loi.

Des doctrinaires nous ont dit : « Vous portez atteinte aux droits sacrés de l'individu. Vous attentez à la liberté humaine. Vous mettez en servage tous les citoyens français. »

On reconnaît là les exagérations ordinaires d'une certaine libéralité de luxe.

D'abord une loi de réquisition et de mobilisation n'est pas une loi de fait, mais une loi de virtualité. Elle est un acte de prévoyance sur le futur et non d'application immédiate, instantanée. Elle donne au Gouvernement un pouvoir dont il n'usera qu'au fur et à mesure des obligations imprescriptibles du salut public.

N'était-ce pas le caractère, en temps de paix, des grandes lois de réquisition établies

par le Parlement entre 1877 et 1911 ? Ces lois, non appliquées pendant la paix, n'ont-elles pas aidé à sauver le pays dès la déclaration de guerre ?

Quel servage y a-t-il à demander un service civil à ceux qui n'ont pu donner un service militaire ? Le temps vaut-il donc plus que le sang ? Et l'argent vaut-il plus que la vie ? La servitude militaire, qui est aussi la grandeur militaire, n'est-elle pas incomparablement plus terrible que la servitude civile ?

Que demandons-nous ? Nous demandons d'abord que le Gouvernement fasse appel au volontariat civil. Ce n'est pas là une chose bien extraordinaire. L'Allemagne y a procédé — je me propose de le dire au cours des débats — d'une façon autrement puissante et brutale. Nous voulons procéder comme l'Angleterre : nous demandons d'abord à ceux de nos concitoyens qui n'ont pas encore accompli tout leur devoir civique de vouloir bien, à l'avenir, comprendre que l'heure est arrivée où tous les enfants de la France doivent répondre au suprême appel de la patrie qui n'est pas encore délivrée.

Nous entourons notre appel des garanties les plus considérables. Nous avons prévu des commissions de répartition et de contrôle, présidées par le président de la commission départementale, du conseil général ; ces commissions locales constituent, en quelque sorte, des organismes professionnels, où seraient représentés en nombre égal les ouvriers et les patrons, qui détermineraient les affectations possibles. Elles procéderaient ensuite aux répartitions suivant les nécessités à prévoir ; les salaires seraient les salaires normaux et courants de la région ; toutes les lois de notre code du travail seraient appliquées à ces nouveaux enrôlés civils. Nous avons écarté les conseils de guerre, nous n'avons voulu prévoir que la sanction civile du tribunal civil.

Vous le voyez, cette loi est extrêmement libérale dans ses applications.

Une suprême objection nous a été faite ; on nous a dit : « Vous n'avez pas le droit de procéder à la mobilisation des personnes, si vous ne faites pas en même temps la réquisition des choses. » Autrement dit : « Vous n'avez pas le droit de prendre un citoyen français, homme ou femme, de le faire travailler chez un patron, dans un travail de ravitaillement, dans un travail civil, si vous ne réquisitionnez pas en même temps l'établissement, parce que ce serait alors attenter aux droits de la classe ouvrière. »

Il y a là une objection très profonde. La commission sénatoriale, qui a étudié la question à fond, et qui comprend des représentants de presque tous les partis de cette Assemblée — je crois qu'à l'heure actuelle c'est de tous les partis de cette Assemblée...

M. Larère. Vous avez bien dit : de presque tous les partis...

M. le rapporteur. ...la commission sénatoriale, qui est composée d'un grand nombre d'hommes éminents de cette Assemblée au point de vue économique et politique, a examiné cette question et a abouti à la conclusion suivante : qu'il est, en effet, dangereux de demander à l'individu le sacrifice de sa liberté de travail, si le patron, lui, conserve le droit d'organiser son établissement comme il lui convient.

A ce point de vue, l'objection faite par M. Jouhaux, délégué de la confédération générale du travail à la commission administrative de placement, et renouvelée par M. Groussier, rapporteur de la commission du travail à la Chambre des députés, avait sa valeur. Nous en avons tenu compte et nous avons déposé ou plutôt le Gouverne-

ment — car, moi, j'avais seulement déposé la proposition de loi de mobilisation civile, et, je le reconnais, elle était incomplète sur ce point — a déposé un projet sur la réquisition civile, qui donne au Gouvernement le pouvoir de réquisitionner les choses en même temps que de mobiliser les personnes.

Et, sur des amendements présentés par MM. Cauvin, Lhopiteau et un certain nombre de nos collègues particulièrement qualifiés, nous avons décidé que les patrons pourraient être mobilisés à la tête de leurs établissements en même temps que leurs établissements pourraient être réquisitionnés.

Mais, là encore, devant le spectacle que nous a offert l'abus des réquisitions militaires sur lesquelles je n'insiste pas, nous avons préféré la réquisition civile, les sanctions civiles et toute une organisation civile.

M. Hervey. Vous évitez un mal, mais vous ne savez pas si vous ferez mieux.

M. le rapporteur. Je sais une chose : c'est qu'en recrutant 800,000 travailleurs, je les aurai donnés au général en chef et au gouvernement civil, qui les réclame.

M. Hervey. Je vous demande pardon : vous n'avez pas compris mon interruption. Vous avez dit : « Les défauts de la réquisition militaire nous ont frappés et nous avons préféré que la réquisition devint civile. Je ne suis pas très sûr qu'en faisant passer cette autorité au préfet, vous obteniez un résultat meilleur de l'intendant militaire.

M. Milliès-Lacroix. Il n'y a pas eu de réquisition militaire, en ce qui concerne les établissements, ou très peu. D'une façon générale, la réquisition proprement dite n'a été faite dans aucun service.

M. le rapporteur. Cela est très exact, et, sur ce point de vue spécial, je suis de l'avis de notre collègue M. Hervey. Les lois, en elles-mêmes, ne se présentent pas sous un caractère absolu, elles ne valent que par les Gouvernements qui les appliquent. Si les Gouvernements, si les Parlements ne sont pas capables, s'ils n'ont pas l'énergie suffisante pour imposer l'application des lois dans l'esprit où elles ont été conçues, je vous concède volontiers que les abus anciens reparaitront sous une forme nouvelle.

Mais permettez-moi de conserver cette illusion, mon cher collègue, que, quand nous faisons une loi, et que nous la croyons juste et raisonnable, nous espérons qu'elle sera appliquée dans l'esprit où elle a été conçue, car il faudrait, autrement, revenir aux âges primitifs que les Allemands font revivre depuis 1914.

M. Larère. Non, à l'âge des illusions !

M. le rapporteur. D'ailleurs, M. Milliès-Lacroix vient de dire la vérité. La réquisition, ce n'est pas un fait....

M. Paul Doumer. C'est une menace !

M. le rapporteur. ... c'est un droit, c'est une virtualité. Et, ici, nous devons rendre hommage aux Parlements qui se sont succédé depuis quarante ans dans ce pays ; car, après les désastres de 1870-71, qui avaient révélé tant d'imprévoyances coupables en matière d'organisation c'est la République, c'est M. de Freycinet et ce sont ses successeurs au ministère de la guerre et dans les commissions parlementaires qui ont édifié la grande loi des réquisitions, partie de 1877 pour s'améliorer en 1906 et enfin presque s'achever en 1911. La réquisition a commencé par s'appliquer aux mulets, voitures et conducteurs, puis s'est étendue aux établissements de l'intendance, ensuite aux automobiles, à tout ce

qui concerne les transports, aux chemins de fer, et enfin aux mines et aux sources de productions hydrauliques et minières.

Cette réquisition générale a été prévue par les grandes Assemblées parlementaires — je vois ici des hommes qui en ont été rapporteurs : M. Milliès-Lacroix, M. le baron de Courcel, M. Gervais. Et, à la Chambre, MM. Sabaterie et Sauzet ont préparé l'élaboration de ce véritable monument législatif de prévoyance pour le temps de guerre.

Croyez-vous que si nous n'avions pas eu la réquisition militaire ainsi conçue, qui donnait au ministre de la guerre et au Gouvernement la possibilité de s'adresser non seulement aux moyens anciens de locomotion et de logement de l'armée en campagne, mais à tous les moyens de production industrielle et nationale, nous aurions pu mener la guerre ? Nous nous serions heurtés à des hostilités et à des résistances que l'on n'aurait pu briser qu'à coups d'arbitraire et d'autorité.

Est-ce qu'on a appliqué cette loi d'une façon absolue, complète, partout ? M. le rapporteur du budget de la guerre vient de vous répondre : « Il est très rare qu'on ait réquisitionné les établissements militaires. »

M. Milliès-Lacroix. On n'en a réquisitionné aucun.

M. le rapporteur. Et alors qu'est-ce donc qu'une loi de réquisition civile ? C'est une loi de potentiel, ce n'est pas une loi de fait. Elle met aux mains d'un gouvernement sage et mesuré, qui saura s'en servir, l'arme nécessaire pour pouvoir conduire jusqu'au bout une guerre qui n'apparaît pas comme terminée.

MM. Jénouvrier et Perreau. Elle commence !

M. le rapporteur. Je n'irai peut-être pas jusqu'à dire comme vous, mes chers collègues, qu'elle commence ! Les possibilités industrielles et militaires des nations ne sont pas indéfinies, mais l'histoire est là pour nous prouver que la France n'a jamais reculé. Même lorsque les guerres durent se prolonger de nombreuses années, la France sous l'ancien régime ou sous la Révolution, les a acceptées, que ce soit la guerre de Cent ans, ou, sous la Révolution, cette guerre de vingt-trois ans, commencée en 1792 par nos Assemblées, dans une espèce d'aurore de libéralisme universel analogue à celle qui se lève pour la démocratie russe.

Lazare Carnot, avec sa bonne foi et sa grande énergie de langage, a dit un jour à la Convention : « Il faut en finir ! » — c'était en 1794, et il y avait deux ans que la guerre durait — « la guerre est un état violent, il faut la faire à outrance ou bien rentrer dans ses foyers. »

Lazare Carnot, qui était pourtant un homme de science et de prévoyance, s'imaginait que la guerre finirait en 1795, comme nous nous sommes imaginés que la guerre actuelle finirait en 1915 ou en 1916, alors que nous sommes déjà en 1917.

Vingt-trois ans plus tard, en 1815, la guerre se termina à travers les révolutions de sociétés et d'empires que nous savons, mais, au fond, elle ne s'est pas terminée, elle a recommencé. C'est la même guerre qui nous a arraché la frontière de fer et de charbon en 1815, c'est elle qui, en 1870, nous a de nouveau amputés, et qui se continue toujours depuis 1914. (Très bien ! et applaudissements.)

Et la France, qui a accepté la guerre de Cent ans, au sortir du Moyen-Age, puis qui, sous Louis XIV, a accepté de nombreuses et longues guerres pour se former et s'organiser, jusques et y compris l'Alsace ; qui, plus tard, a accepté la guerre de vingt-trois ans, sous la Révolution et l'Empire, cette France, vous croyez que, malgré

toutes les criaileries, les plaintes, les pessimismes, la fatigue de tous, soldats et même civils — vous croyez qu'elle accepterait aujourd'hui de terminer la guerre autrement que par les buts qu'indiquait l'autre jour M. Chéron ?

Voix nombreuses. Non ! non !

M. le rapporteur. Je ne le crois pas, et aucun de nous ne le croit.

Il faut donc conduire la guerre pour réaliser la volonté de la France ! Il faut donner au commandement militaire et au Gouvernement civil les moyens de main-d'œuvre et d'organisation de l'arrière qui fonctionneront en proportion des besoins d'offensive de l'avant. (Applaudissements.)

Je me tourne en ce moment vers nos collègues de droite et je leur dis : « Vous qui combattez la mobilisation civile ou qui paraissez la combattre... »

M. Jénouvrier. Nous ne la combattons pas !

M. le rapporteur. ... je m'en félicite, mon cher collègue, car, en cette France qui est aujourd'hui tout entière debout pour le droit, nous retrouvons la France, la France des croisades et la France des communes, c'est la France des grands mouvements collectifs de l'histoire. (Très bien ! très bien !)

Elle s'est mobilisée tout entière au cri de « Dieu le veut ! » et elle est allée très loin dans le monde. (Vive approbation.)

M. de Lamazelle. Très bien !

M. le rapporteur. Plus tard, la France de la Révolution s'est mobilisée tout entière au cri : « La patrie est en danger. » Je ne veux pas vous lire l'admirable rapport fait sous la présidence de Maximilien Robespierre par le conventionnel Barrère et dans lequel il définit pour l'éternité la réquisition générale des personnes et des choses en affirmant que tous les citoyens, de quelque âge, de quelque sexe et de quelque profession qu'ils soient, sont en réquisition permanente jusqu'à la libération du territoire occupé par l'ennemi.

Permettez-moi de rappeler que cette France des croisades, des communes, de la Révolution est aujourd'hui tout entière debout...

A droite. C'est la même France !

M. Henry Bérenger. ... plus qu'à aucune heure chrétienne ou révolutionnaire de son passé, debout à la fois pour délivrer la terre et pour délivrer l'idée, pour libérer son sol et pour libérer son idéal, qui n'est pas non plus encore libéré. (Très bien ! très bien ! et vi's applaudissements.)

Est-ce qu'il y a des enfants de France qui, parce que les Parlements auront hésité, parce que les Gouvernements auront attermyé, est-ce qu'il y restera des enfants de France en dehors de l'effort décisif que la nation réclame ?

Je voudrais que mes paroles pénètrent dans la plus lointaine commune, dans le dernier faubourg du pays, pour faire connaître la nécessité de cette main-d'œuvre complémentaire à laquelle nous faisons appel.

Peut-être reconnaîtra-t-on que la mobilisation civile n'est pas une fantaisie éphémère de journaliste ou de législateur, mais qu'elle sort de toute la tradition de notre pays, qu'elle remonte aux plus hautes sources de notre histoire, qu'elle se rattache à cette obligation morale qui veut que, pour les 15 millions de Français qui, déjà, se battent ou travaillent dans la guerre, il y ait encore 700 ou 800,000 Français ou Français auxquels on doit demander l'effort de solidarité nationale. Ceux-là, messieurs, seront les premiers à répondre à l'appel que le Sénat leur adressera ! (Très

bien! très bien! et applaudissements répétés sur tous les bancs de l'Assemblée. — L'orateur, en regagnant son banc, reçoit les félicitations d'un grand nombre de ses collègues.)

Voix nombreuses. A vendredi!

M. le président. S'il n'y a pas d'opposition, la suite de la discussion est renvoyée à une prochaine séance. (*Adhésion.*)

Il en est ainsi décidé.

13. — DÉPÔT DE PROJET DE LOI

M. le président. La parole est à M. le sous-secrétaire d'Etat au ministère du travail et de la prévoyance sociale.

M. Roden, sous-secrétaire d'Etat du ministère du travail et de la prévoyance sociale. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat, au nom de M. le ministre de la guerre, un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif au recrutement des officiers d'administration du cadre actif de l'intendance et du service de santé pendant la durée des hostilités.

M. le président. Le projet de loi est renvoyé à la commission de l'armée. Il sera imprimé et distribué.

14. — RÈGLEMENT DE L'ORDRE DU JOUR

M. le président. Voici quel pourrait être l'ordre du jour de notre prochaine séance :
A deux heures et demie, réunion dans les bureaux :

Organisation des bureaux ;
Nominations des commissions mensuelles savoir :
Commission des congés (9 membres) ;
Commission des pétitions (9 membres) ;
Commission d'intérêt local (9 membres) ;
Commission d'initiative parlementaire (18 membres) ;
Nomination d'une commission pour l'examen :

1° du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, déclarant d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer dans le périmètre de l'Escoutay, département de l'Ardèche, en exécution de la loi du 4 avril 1882, relative à la restauration et à la conservation des terrains en montagne ;

2° du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, déclarant d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer dans le périmètre de l'Allier, département de la Haute-Loire, en exécution de la loi du 4 avril 1882, relative à la restauration et à la conservation des terrains en montagne ;

3° du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, déclarant d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer dans le périmètre de l'Agly inférieure, département des Pyrénées-Orientales, en exécution de la loi du 4 avril 1882, relative à la restauration et à la conservation des terrains en montagne ;

4° du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, déclarant d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer dans le périmètre du Loup, département des Alpes-Maritimes, en exécution de la loi du 4 avril 1882, relative à la restauration et à la conservation des terrains en montagne.

A trois heures, séance publique :

Discussion de l'interpellation de M. Quesnel sur la coordination des divers ministères pour assurer la main-d'œuvre agricole nécessaire à la moisson ;

Suite de la discussion : 1° de la proposition de loi de M. Henry Bérenger, instituant la mobilisation civile et organisant la main-d'œuvre nationale en France et dans les colonies ; 2° du projet de loi sur les réquisitions civiles ;

Discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant l'application de l'article 5 de la loi du 1^{er} juillet 1916 (contribution extraordinaire sur les bénéfices réalisés pendant la guerre) ;

1^{re} délibération sur la proposition de loi de M. Henry Chéron et plusieurs de ses collègues sur l'extension de la capacité civile des syndicats professionnels ;

1^{re} délibération sur la proposition de loi de M. Audiffred relative à l'achèvement des ports et des voies navigables ;

Discussion des conclusions du rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner les marchés qui auront été passés par le Gouvernement pendant la guerre (marchés de projectiles) ;

Suite de la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à l'obligation de la rééducation professionnelle des blessés et des mutilés de la guerre appelés à bénéficier de la loi sur les pensions militaires.

Quel jour le Sénat entend-il tenir sa prochaine séance publique ?

Voix nombreuses. Vendredi!

M. le président. Il n'y a pas d'opposition ?...

Il en est ainsi décidé.

Donc, vendredi, à trois heures, séance publique, avec l'ordre du jour qui vient d'être fixé.

15. — CONGÉ

M. le président. La commission des congés est d'avis d'accorder le congé suivant :
A M. Gaudin de Villaine un congé de plusieurs semaines.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Le congé est accordé.

Personne ne demande plus la parole ?...

La séance est levée.

(La séance est levée à six heures cinquante minutes.)

Le Chef par intérim du service de la sténographie du Sénat,

ARMAND POIREL.

QUESTIONS ÉCRITES

Application de l'article 80 du règlement, modifié par la résolution du 7 décembre 1911 et ainsi conçu :

• *Art. 80. — Tout sénateur peut poser à un ministre des questions écrites ou orales.*

• *Les questions écrites, sommairement rédigées, sont remises au président du Sénat.*

• *Dans les huit jours qui suivent leur dépôt, elles doivent être imprimées au Journal officiel avec les réponses faites par les ministres. Elles ne feront pas l'objet d'une publication spéciale.*

• *Les ministres ont la faculté de déclarer par écrit que l'intérêt public leur interdit de répondre ou, à titre exceptionnel, qu'ils réclament un délai pour rassembler les éléments de leur réponse.*

1442. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 14 avril 1917, par M. Lucien Cornat, sénateur, demandant à M. le ministre de l'instruction publique si les dispositions de l'article 10 du décret du 23 novembre 1889 et de la circulaire du 17 mai 1893 relative aux congés accordés aux fonctionnaires de l'instruction publique sont applicables à un instituteur stagiaire, qui n'est pas élève d'école normale, mais a contracté l'engagement décennal pour bénéficier d'une dispense militaire.

1443. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 16 avril 1917, par M. Busière, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre si les aspirants de cavalerie, suivant à l'école de Fontainebleau les cours de chef de section d'artillerie, et qui auront à la

fin du cours au moins de un an à trois ans de grade d'aspirant, bénéficieront d'une promotion de sous-lieutenant comme les maréchaux des logis d'artillerie ou de cavalerie qui ont satisfait à l'examen de sortie après avoir suivi un cours identique.

1444. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 19 avril 1917, par Jénouvrier, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre que les agriculteurs récupérés par les derniers conseils de revision reconnus indispensables à leurs exploitations agricoles, après enquête de la gendarmerie, soient placés en sursis d'appel.

1445. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 23 avril 1917, par M. Loubet, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre pourquoi dans une même brigade de gendarmerie les deux gendarmes retraités et le gendarme auxiliaire bénéficient de l'indemnité journalière de cherté de vie alors que celui de l'active ne la reçoit pas.

1446. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 23 avril 1917, par M. Loubet, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre si un officier de complément, évacué, après huit mois de campagne, sur un hôpital de l'intérieur pour maladie contractée au front, placé en 1915 dans la position hors cadres, puis reconnu par la commission médicale apte aux emplois de l'intérieur et aux services de l'arrière, ne doit pas être réintégré dans les cadres pour occuper un de ces emplois conformément aux circulaires du 25 avril et décision du 31 octobre 1916.

1447. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 23 avril 1917, par M. Brager de La Ville-Moysan, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre si un agriculteur R. A. T. de la classe 1892, père de cinq enfants, mobilisé comme automobiliste au front, peut être retenu comme spécialiste, sa demande de renvoi à l'intérieur, comme agriculteur et père de famille nombreuse ne pouvant être, de ce fait, agréée.

1448. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 30 avril 1917, par M. Loubet, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre si un soldat de la classe 1890, mobilisé le 30 décembre 1914, bénéficie d'une permission de compensation indépendamment de celle accordée au titre agricole.

1449. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 4 mai 1917, par M. Daniel, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre de s'assurer que des omissions n'ont pas été faites dans la répartition de la médaille des épidémies aux médecins militaires français prisonniers dans les camps allemands.

1450. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 5 mai 1917, par M. Sauvan, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre que les territoriaux actuellement au Maroc (classes 1891 à 1899), pères de cinq enfants, soient rapprochés de leurs dépôts et à proximité de leurs familles et de leurs affaires.

1451. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 11 mai 1917, par M. Sauvan, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre si les officiers du Maroc, qui sont des classes R. A. T. par l'âge, peuvent bénéficier comme les R. A. T. de la permission supplémentaire de 15 jours, et qui s'ajoute aux permissions de détente de 21 jours prévues par instruction du 28 janvier 1917 pour les troupes du Maroc.

1452. — Question écrite, remise à la pré-

sidence du Sénat, le 11 mai 1917, par M. Fabien Cesbron, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre d'assurer la relève des pharmaciens dans la zone des armées, afin que ceux des classes antérieures à 1902 ne restent pas parmi les brancardiers divisionnaires, alors que d'aucuns, des classes postérieures à 1902, servent dans des trains sanitaires, hôpitaux d'évacuation et groupes brancardiers de corps d'armée.

1453. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 11 mai 1917, par M. Fabien Cesbron, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre d'accorder un avancement aux pharmaciens auxiliaires en nommant au grade d'aide-major les diplômés ayant plus de dix-huit mois de front.

1454. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 14 mai 1917, par M. Menier, sénateur, demandant à M. le ministre de l'agriculture quelles vont être les conditions des propriétaires ou commissionnaires pour les exportations prochaines en Angleterre, principalement en fruits, merises, prunes.

1455. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 14 mai 1917, par M. Delhon, sénateur, demandant à M. le ministre des finances s'il peut être exigé d'un contribuable, par un contrôleur, justification de sa déclaration de revenu en ce qui concerne le bénéfice agricole ou industriel, les prix de vente des produits de l'exploitation ou de sa fabrique, les noms et adresses des acheteurs.

1456. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 14 mai 1917, par M. Delhon, sénateur, demandant à M. le ministre des finances si un agent des contributions indirectes, pour vérifier si la déclaration correspond à la quantité de vin, peut perquisitionner dans le chai d'un propriétaire récoltant ; quelles suites un procès-verbal ainsi rapporté peut entraîner si la quantité de vin en cave ne correspond pas à la déclaration de récolte.

1457. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 14 mai 1917, par M. Paul Le Roux, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre, qu'il soit procédé pour la relève des hommes de la classe 1893 actuellement à Salonique et sans permission depuis neuf mois comme pour les hommes de la classe 1892 qui, arrivés à Salonique en octobre 1915, ont été relevés en mai 1916.

1458. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 15 mai 1917, par M. Jouffray, sénateur, demandant à M. le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, quelles mesures seront prises pour compenser aux étudiants en médecine mobilisés, le temps perdu dans leurs études, l'insuffisance du nombre des médecins par suite de la guerre étant proche.

1459. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 15 mai 1917, par M. Perreau, sénateur, demandant à M. le ministre des colonies quelles conditions doit réunir un surveillant militaire pour être valablement proposé à avancement de classe, puis être promu à la classe supérieure ou élevé en grade.

1460. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 15 mai 1917, par M. Paul Bersez, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre si un engagé spécial devenu père de six enfants vivants peut obtenir sa libération provisoire au même titre que les mobilisés conformément aux prescriptions de la circulaire ministérielle du 11 juillet 1915 (n^{os} 1999, 1/11).

1461. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 15 mai 1917, par M. Del-

lestable, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre si un Français, servant dans la légion étrangère, dont l'engagement expirant pendant la durée de la guerre a été renouvelé par tacite reconduction, ne peut demander à servir dans un autre corps de troupes dans la zone des armées, en France.

1462. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 15 mai 1917, par M. Delvestable, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre si un Français servant dans la légion étrangère ne doit pas, après quinze années de services, cumuler la haute paye et la pension proportionnelle de retraite à laquelle il a droit, au même titre que ses camarades retraités qui ont été rappelés sous les drapeaux.

1463. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 15 mai 1917, par M. de Las Cases, sénateur, demandant à M. le garde des sceaux, ministre de la justice, dans quelles conditions un soldat, né à l'étranger, habitant la France depuis 1905, où il s'est marié, engagé en août 1914, et qui a fait campagne au Maroc en méritant la médaille coloniale, peut obtenir sa naturalisation.

RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES

M. Catalogne, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre pourquoi des infirmiers mobilisés à certain hôpital n'ont pu obtenir de permissions agricoles, de quelle autorité dépend l'attribution de ces permissions, et à qui les intéressés doivent s'adresser en cas de rejet injustifié de leurs demandes. (Question n^o 1457, du 11 janvier 1917.)

2^e réponse. — Il résulte de l'enquête à laquelle il a été procédé, que les permissions agricoles ont été octroyées à l'hôpital visé par l'honorable sénateur, dans les conditions compatibles avec les nécessités du service. Il a été rappelé à l'administration de cette formation, qu'il était désirable que l'application des prescriptions relatives aux permissions agricoles fût faite dans l'esprit le plus large.

Les réclamations relatives au refus d'une permission de cette nature doivent être adressées, par la voie hiérarchique, au général commandant la région.

M. Paul Fleury, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre pourquoi le service des remontes supprime les majorations de prix au moment où l'élevage français a besoin d'être encouragé, la réduction des achats dans certaines contrées impliquant l'acquisition et l'importation de chevaux nécessitant la sortie de or français. (Question n^o 1372 du 7 mars 1915.)

1^{re} réponse. — Les comités du service des remontes pouvaient, en effet, jusqu'ici, majorer les prix fixés par le budget pour certains chevaux d'une valeur au-dessus de la normale.

Cette majoration, qui n'aurait dû être qu'exceptionnelle, ayant été employée trop couramment par certains dépôts, il a paru nécessaire, pour ménager les deniers de l'Etat, de la supprimer.

Mais cette suppression ne doit, en aucune façon, avoir pour résultat de diminuer le nombre des chevaux achetés, car les prix budgétaires normalement pratiqués par le service des remontes ont été déterminés de manière à correspondre à la valeur commerciale moyenne des animaux acquis. De plus, les comités seront dorénavant autorisés à utiliser les économies réalisées sur les chevaux de qualité au-dessous de la moyenne, pour majorer le prix des chevaux de qualité supérieure, qu'ils pourront ainsi toujours acquérir et payer à leur juste valeur.

Le nombre des chevaux achetés au cours de la période actuelle est, d'ailleurs, supérieur à celui de la période correspondante de 1916, et il n'est, en aucune façon, question d'augmenter les importations.

M. le président du conseil, ministre des affaires étrangères, fait connaître à M. le pré-

sident du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question écrite n^o 1377, posée le 8 mars 1917, par M. Gaudin de Villaine, sénateur.

M. Gaudin de Villaine, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre que les lettres de félicitations décernées pour faits de guerre sur le front sud-tunisien soient transformées en citations avec attributions de la Croix de guerre. (Question n^o 1381 du 8 mars 1917.)

2^e réponse. — En plus des citations accordées à un certain nombre de militaires qui se sont distingués sur le front sud-tunisien, le commandement a adressé des félicitations aux militaires dont les mérites n'ont pas paru suffisants pour justifier l'attribution de la Croix de guerre.

Dans ces conditions, il ne saurait être donné satisfaction aux desiderata exprimés par l'honorable sénateur.

M. Gaudin de Villaine, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre d'activer la distribution des vêtements chauds et chaussures aux chauffeurs d'automobiles du front, spécialement dans certain groupe. (Question n^o 1384, posée le 8 mars 1917.)

Réponse. — Toutes les demandes de peaux de bique ou de paletots canadiens faites par les unités du front ont reçu satisfaction.

M. Catalogne, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre si les cultivateurs, appartenant à des classes anciennes ou au service auxiliaire, mobilisés à certain régiment d'artillerie (P. I. R.), ont droit à des permissions agricoles de quinze jours sans préjudice des permissions de détente. (Question n^o 1391, du 10 mars 1917.)

Réponse de M. le ministre de l'armement et des fabrications de guerre. — L'allocation des permissions agricoles est assurée aux cultivateurs des classes 1892 et plus anciennes, lorsqu'ils dépendent directement du ministre de la guerre, c'est-à-dire lorsqu'ils sont aux armées ou dans les dépôts en attendant d'être appelés en renfort.

Lorsqu'ils sont mis par le ministre de la guerre à la disposition du ministre de l'armement et des fabrications de guerre et sont, à ce titre, affectés à des établissements de l'artillerie (parcs, commissions de réception, etc...) la durée et le nombre des permissions qui peuvent leur être accordées sont subordonnées aux nécessités supérieures de la production qui ne doit, en aucun cas, être ralentie non plus que l'expédition aux armées des munitions et du matériel, soumis au contrôle des commissions de réception.

M. Crépin, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre si un docteur en médecine nommé aide-major de 2^e classe de réserve, à titre temporaire, à dater du 10 octobre 1913, est considéré comme titularisé définitivement, en bénéficiant du décret de novembre 1916. (Question n^o 1394, du 13 mars 1917.)

Réponse. — Le décret du 3 novembre 1916 (Journal officiel du 6), a seulement supprimé la mention « pour la durée de la guerre » figurant sur certains décrets de nomination au grade de médecin aide-major de 2^e classe, rendus d'août à novembre 1914, aucun de ces décrets ne portait la date du 10 octobre 1914 ; il s'agit vraisemblablement dans la question ci-dessus d'un médecin aide-major de 2^e classe à titre temporaire, qui ne pourra être titularisé à titre définitif avec effet rétroactif au jour de sa nomination à titre temporaire, qu'à la suite d'une proposition régulière.

M. de Las Cases, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre si les propriétaires dont les fourrages ont été réquisitionnés par l'intendance, en dépôt, ont le droit d'en distraire les quantités indispensables à la nourriture de leur cheptel. (Question n^o 1401, du 16 mars 1917, transmise le 3 avril 1917.)

Réponse de M. le ministre de la guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question écrite n° 1419, posée le 23 mars 1917 par M. Petitjean, sénateur.

M. d'Estournelles de Constant, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre de libérer les instituteurs des classes 1888 et 1889 maintenus aux armées, afin d'atténuer les difficultés que va créer au personnel de l'enseignement primaire, l'appel de la classe 1918. (Question n° 1420, du 28 mars 1917.)

Réponse. — Toutes les mesures utiles ont été prises d'accord avec M. le ministre de l'instruction publique, en vue de combler les vides causés par l'incorporation des récupérés et de la classe 1918; il n'a pas semblé indispensable de faire appel aux hommes des classes 1888 et 1889.

M. Laurent Thiéry, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre que les dentistes militaires de l'armée de terre puissent être, comme les dentistes militaires de la marine, nommés aides-majors dentistes de 1^{re} et de 2^e classe. (Question n° 1408 du 22 mars 1917.)

Réponse. — Il ne paraît pas possible de réaliser la suggestion de l'honorable sénateur.

M. Villiers, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre, pourquoi les sous-officiers à solde mensuelle de certaine place perçoivent une allocation de 171 fr. alors que ceux du front ne perçoivent que 156 fr. (Question n° 1410, du 22 mars 1917.)

Réponse. — Un sergent à solde mensuelle, chef de famille, perçoit à Versailles, sa solde de 126 fr., augmentée d'une indemnité de cherté de vie de 1 fr. 50 par jour, soit au total 171 fr.

Un sergent de même catégorie, au front, perçoit, en sus de sa solde de 126 fr., une allocation supplémentaire de 1 fr. par jour et les vivres de campagne gratuits (2 fr. par jour environ), soit au total 216 fr. environ.

M. Perreau, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre que l'on tienne compte des études antérieures aux élèves officiers d'artillerie, spécialement pour ceux qui ont passé par l'institut électrotechnique de Grenoble ou fait de hautes études industrielles. (Question n° 1412 du 22 mars 1917.)

Réponse. — Si les candidats aux grandes écoles du Gouvernement peuvent être affectés, sur leur demande, à l'artillerie ou au génie, il n'a pas paru possible d'aller plus loin dans cette voie et de prescrire une affectation particulière en faveur des jeunes gens élèves des hautes écoles industrielles, notamment ceux sortant de l'institut électrotechnique de Grenoble.

L'infanterie a, d'ailleurs, besoin de jeunes gens instruits et intelligents pour assurer l'encadrement de ses formations et des nombreuses spécialités dont elle est dotée.

Dans toutes les armes, les candidats élèves aspirants ou élèves officiers bénéficient de leurs études antérieures, soit qu'ils prennent part à un concours d'élèves aspirants, soit qu'ils deviennent l'objet d'une désignation pour un concours d'élèves aspirants ou d'élèves officiers.

M. le ministre de la guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question écrite n° 1413, posée le 22 mars 1917 par M. le marquis de Kérouartz, sénateur.

M. Gaudin de Villaine, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre que soient envoyés immédiatement en permission de vingt jours, conformément à la circulaire du 14 mars 1917, les agriculteurs de certain dépôt qui n'ont pas eu de permission de quinze jours depuis octobre 1916. (Question n° 1414, du 22 mars 1917.)

Réponse. — Au dépôt en question, les permissions agricoles ont été accordées dans toute la mesure compatible avec les nécessités du service.

M. le ministre de la guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question écrite n° 1419, posée le 23 mars 1917 par M. Petitjean, sénateur.

M. d'Estournelles de Constant, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre de libérer les instituteurs des classes 1888 et 1889 maintenus aux armées, afin d'atténuer les difficultés que va créer au personnel de l'enseignement primaire, l'appel de la classe 1918. (Question n° 1420, du 28 mars 1917.)

Réponse. — Toutes les mesures utiles ont été prises d'accord avec M. le ministre de l'instruction publique, en vue de combler les vides causés par l'incorporation des récupérés et de la classe 1918; il n'a pas semblé indispensable de faire appel aux hommes des classes 1888 et 1889.

M. d'Estournelles de Constant, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre que les militaires des classes 1888 et 1889 qui doivent, d'après la loi du 21 février 1917, être retirés de la zone des armées, soient affectés à des services aussi rapprochés que possible de leur domicile réel, sans tenir compte de leur domicile d'origine qu'ils ont quitté depuis longtemps et qui ne correspond plus à rien. (Question n° 1421, posée le 28 mars 1917.)

Réponse. — Réponse affirmative.

M. Bussière, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre si les instructions concernant le remplacement, par des femmes, de la main-d'œuvre militaire, s'appliquent aux hommes du service auxiliaire A. T. et R. A. T., appelés comme spécialistes tailleurs et cordonniers des ateliers militaires. (Question n° 1422 du 27 mars 1917.)

Réponse. — Réponse affirmative, étant entendu qu'on doit conserver dans les ateliers les spécialistes déclarés indispensables par le général commandant la région.

M. le ministre des travaux publics et des transports fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question écrite n° 1423, posée le 27 mars 1917, par M. le marquis de Kérouartz, sénateur.

M. le marquis de Kérouartz demande à M. le ministre des travaux publics et des transports quelles mesures sont prises pour obvier aux retards des trains-poste de la ligne de Paris à Brest. (Question n° 1423 du 27 mars 1917.)

2^e réponse. — Les retards qu'éprouvent les trains directs assurant le service postal sur la ligne Paris-Brest sont dus aux difficultés d'exploitation inhérentes aux circonstances actuelles.

La nécessité d'éviter les dédoublements oblige à imposer aux trains dont il s'agit une composition très forte. Celle-ci permet difficilement d'observer l'horaire, d'autant plus que le service ne peut s'exécuter que lentement dans les gares desservies, en raison tant de l'insuffisance de la longueur des quais par rapport à la longueur des trains que de la période de nuit dans laquelle ils circulent.

La marche de ces trains est suivie très attentivement et les améliorations dont l'expérience démontre la possibilité sont immédiatement réalisées.

M. Gaudin de Villaine, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre de différencier par la couleur de leurs brisques les soldats de la zone des armées de ceux des unités combattantes. (Question n° 1427 du 27 mars 1917.)

Réponse. — Il n'est pas possible de modifier sur ce point la réglementation en vigueur.

M. le ministre de la guerre fait connaître à

M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question écrite n° 1428, posée le 27 mars 1917, par M. Gaudin de Villaine, sénateur.

M. Gaudin de Villaine, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre que soient pris en considération: 1^o dans les propositions pour la Légion d'honneur, les titres des officiers de complément qui ont rejoint leur régiment à la mobilisation, bien que déchargés d'obligations militaires en raison de leur âge, et restés volontairement dans l'armée; 2^o pour les permissions de détente, les demandes de ceux qui sont partis comme officiers dans les mêmes conditions. (Question n° 1428, posée le 27 mars 1917.)

2^e réponse. — 1^o Le fait, pour les officiers de complément âgés, d'être restés volontairement dans l'armée, bien que déchargés d'obligations militaires, est déjà pris en considération dans les propositions de distinctions honorifiques qui peuvent être faites en leur faveur. C'est un titre qui s'ajoute à tous ceux que ces officiers se sont acquis par leur belle attitude au feu et leurs services distingués.

L'attention des armées a été, d'ailleurs, appelée tout spécialement sur ces officiers par une note du général commandant en chef.

2^o Par contre, il n'est pas possible, en ce qui concerne les permissions dites de compensation, d'assimiler aux hommes de troupe R. A. T. des classes 1892 et plus anciennes, appelés par anticipation, les officiers déchargés d'obligations militaires qui ont repris volontairement du service au moment de la mobilisation.

M. Gaudin de Villaine, sénateur, demande à M. le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes pourquoi, par simple arrêté préfectoral, l'office départemental de la répartition des charbons fonctionnant dans certains départements; en s'autorisant de la loi. (Question n° 1430 du 27 mars 1917, transmise le 31 mars 1917.)

Réponse de M. le ministre des travaux publics et des transports. — Les offices départementaux des charbons créés dans certains départements par arrêtés préfectoraux n'ont pas été institués en exécution d'une loi.

Ce sont des organismes administratifs dont les attributions consistent essentiellement à faciliter et à contrôler officieusement la répartition des combustibles effectués par les groupements charbonniers que constituent des industriels et des négociants en charbons.

M. le ministre du travail et de la prévoyance sociale, saisi de la question transmise par M. le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, comme rentrant dans ses attributions, fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question écrite n° 1431, posée le 28 mars 1917, par M. Hayez, sénateur.

M. le ministre de la guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question écrite n° 1432, posée le 28 mars dernier par M. Gaudin de Villaine, sénateur.

M. Gaudin de Villaine, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre, pourquoi malgré les circulaires actuelles, des agriculteurs des classes 1888 et 1889 sont maintenus désarmés et déshabillés, au dépôt d'un escadron du train, pour être employés à des corvées sans rapport avec la culture. (Question n° 1433 du 28 mars 1917.)

Réponse. — Les treize agriculteurs appartenant aux classes 1888 et 1889, qui sont maintenus au dépôt visé, attendent leur affectation qui doit être donnée par le ministre de l'agriculture. Dix sont d'ailleurs employés en équipe agricole volante, aux environs de la garnison.

M. le ministre de la guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question écrite n° 1434, posée le 29 mars 1917, par M. Mazière, sénateur.

M. Laurent Thiéry, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre à qui un officier d'administration de 3^e classe, sur le front depuis les hostilités, doit adresser sa demande de mutation pour être réintégré dans son arme d'origine (artillerie) en conservant à titre définitif son grade de sous-lieutenant. (Question n° 1435, du 29 mars 1917.)

Réponse. — L'officier d'administration intéressé peut, sur sa demande, être admis dans l'arme de l'artillerie avec le grade à titre définitif, dont il a l'assimilation.

Son admission est subordonnée à l'accomplissement d'un stage minimum de deux mois dans un emploi de son grade dans une batterie de tir.

Il lui appartient donc d'adresser tout d'abord au général commandant en chef une demande à l'effet d'accomplir le stage à l'issue duquel il pourra solliciter son admission définitive.

M. Saint-Germain, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre pourquoi, par note du G. Q. G. n° 12142 du 15 mars 1917, le régime des permissions militaires pour l'Algérie, a été modifié à partir du 1^{er} octobre 1917: une permission de 21 jours par an, au lieu de trois de 7 jours. (Question n° 1436 du 29 mars 1917.)

Réponse. — Cette mesure a été prise en raison de nécessités d'ordre militaire, et des difficultés de transport.

M. Audren de Kerdel, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre que les commandants de dépôt et bureaux de comptabilité des corps de troupes envoient aux maires, sous pli fermé, les avis de décès des militaires morts pour la France. (Question n° 1437, du 29 mars 1917.)

Réponse. — Par circulaire du 1^{er} décembre 1916, il a été prescrit « que les avis de décès et disparition seraient toujours adressés aux municipalités sous enveloppe fermée ».

L'application de cette mesure est strictement surveillée, et toute infraction qui serait signalée au ministre serait immédiatement réprimée.

M. Albert Peyronnet, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre de faire accorder aux officiers de complément une carte d'identité d'officier. (Question n° 1438 du 30 mars 1917.)

Réponse. — Aux termes de l'arrêté du ministre des travaux publics, du 9 mai 1903, les officiers de l'armée active, seuls, ont actuellement droit à une carte d'identité.

En admettant même que le ministre puisse faire accorder le même droit aux officiers de réserve, les circonstances qui n'ont pas permis de délivrer des cartes aux officiers de l'active pour 1915, 1916 et 1917 rendraient plus difficile encore l'établissement de cartes pour les officiers de complément, en raison de leur nombre.

La carte d'identité est, d'ailleurs, destinée à remplacer la feuille de déplacement ou les titres qui la suppléent, et les intéressés doivent toujours être munis de ces titres (congé, permission, etc.).

M. Milan, sénateur, demande à M. le ministre de la justice, garde des sceaux, pourquoi le moratorium dont bénéficient même les auxiliaires mobilisés à leur domicile où ils peuvent continuer leur commerce, ne s'applique pas aux réformés pour blessure de guerre. (Question n° 1439 du 2 avril 1917.)

Réponse. — L'article 4 de la loi du 5 août 1914, en interdisant d'engager ou de poursuivre aucune instance ou d'accomplir aucun acte d'exécution contre les citoyens présents sous les drapeaux, a eu surtout pour objet d'éviter que les militaires soient distraits en quoi que ce

soit de leurs devoirs militaires par la préoccupation d'affaires litigieuses. Or, les réformes pour blessures de guerre n'ont plus aucune obligation à remplir au point de vue militaire vis-à-vis de l'Etat; la raison qui a fait bénéficier les citoyens mobilisés tant dans le service armé que dans le service auxiliaire de la disposition précitée de la loi du 5 août 1914 n'existe plus pour eux.

Toutefois, leur situation a paru particulièrement digne d'intérêt en ce qui touche la nécessité d'être assurés d'un logement et les décrets sur le moratorium des loyers les ont assimilés aux citoyens présents sous les drapeaux pour la période de six mois écoulés depuis leur mise en réforme.

M. Lhopiteau, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre pourquoi la proportion des vétérinaires militaires de l'armée active est, dans les unités combattantes, beaucoup moins forte que celle des vétérinaires de l'armée territoriale. (Question n° 1440 du 3 avril 1917.)

Réponse. — Les affectations des vétérinaires dans les unités combattantes sont faites en tenant compte de leur âge et de leurs aptitudes physiques et professionnelles, qu'ils soient de l'armée active, de la réserve ou de l'armée territoriale.

M. le ministre de la guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question écrite n° 1441, posée le 4 avril 1917, par M. Loubet, sénateur.

M. Lucien Cornet, sénateur, demande à M. le ministre de l'instruction publique si les dispositions de l'article 10 du décret du 23 novembre 1889 et de la circulaire du 17 mai 1893 relative aux congés accordés aux fonctionnaires de l'instruction publique sont applicables à un instituteur stagiaire, qui n'est pas élève d'école normale, mais a contracté l'engagement décennal pour bénéficier d'une dispense militaire. (Question n° 1442 du 14 mars 1917.)

Réponse. — La réponse ne peut qu'être affirmative.

Le décret du 23 novembre 1889 (art. 10) ne vise pas uniquement les élèves-maîtres d'école normale, mais tous les jeunes gens qui ont contracté l'engagement décennal au titre du ministère de l'instruction publique dans les conditions prévues à l'article 9 dudit décret.

M. Bussière, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre si les aspirants de cavalerie, suivant à l'école de Fontainebleau les cours de chef de section d'artillerie, et qui auront, à la fin du cours, au moins de un an à trois ans de grade d'aspirant, bénéficieront d'une promotion de sous-lieutenant comme les maréchaux des logis d'artillerie ou de cavalerie qui ont satisfait à l'examen de sortie après avoir suivi un cours identique. (Question n° 1443 du 16 avril 1917.)

Réponse. — Les aspirants de cavalerie ayant satisfait au cours d'instruction de l'école militaire de l'artillerie, seront nommés aspirants d'artillerie et envoyés aux armées. Ils seront nommés sous-lieutenants à titre temporaire après avoir fourni les preuves de leurs capacités comme chefs de section d'artillerie.

Ces dispositions sont conformes aux règles générales concernant les promotions des sous-lieutenants d'artillerie au titre des écoles militaires.

M. Jénouvrier, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre que les agriculteurs récupérés par les derniers conseils de révision, reconnus indispensables à leurs exploitations agricoles après enquête de la gendarmerie, soient placés en sursis d'appel. (Question n° 1444 du 19 avril 1917.)

Réponse. — Cette proposition n'est pas susceptible d'être accueillie. Mais, par contre, les agriculteurs R. A. T. du service auxiliaire seront rendus à la terre dès l'incorporation des récupérés.

M. Loubet, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre si un officier de complément, évacué, après huit mois de campagne, sur un hôpital de l'intérieur, pour maladie contractée au front, placé en 1915 dans la position hors cadres, puis reconnu par la commission médicale apte aux emplois de l'intérieur et aux services de l'arrière, ne doit pas être réintégré dans les cadres pour occuper un de ces emplois, conformément aux circulaires du 21 avril et décision du 31 octobre 1916. (Question n° 1446 du 23 avril 1917.)

Réponse. — Réponse affirmative, s'il est bien établi que l'inaptitude de cet officier de complément provient de blessures ou d'un fait de service.

M. Loubet, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre si un soldat de la classe 1890, mobilisé le 30 décembre 1914, bénéficie d'une permission de compensation indépendamment de celle accordée au titre agricole. (Question n° 1448 du 30 avril 1917.)

Réponse. — Réponse affirmative.

M. Paul Fleury a déposé sur le bureau du Sénat une pétition signée par un grand nombre de mères et de femmes françaises habitant la commune de Sainte-Gauburge (Orne).

M. Paul Le Roux a déposé une pétition signée par un grand nombre de cultivateurs et bouilleurs de cru des communes de Rozé, la Suze, Voivres et Louplande (Sarthe).

Ordre du jour du vendredi 18 mai.

A deux heures et demie, réunion dans les bureaux.

Organisation des bureaux.

Nomination des commissions mensuelles, savoir :

Commission des congés (9 membres).

Commission des pétitions (9 membres).

Commission d'intérêt local (9 membres).

Commission d'initiative parlementaire (18 membres).

Nomination d'une commission pour l'examen :

1^o Du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, déclarant d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer dans le périmètre de l'Escoutay, département de l'Ardèche, en exécution de la loi du 4 avril 1882, relative à la restauration et à la conservation des terrains en montagne. (N° 137, année 1917) ;

2^o Du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, déclarant d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer dans le périmètre de l'Allier, département de la Haute-Loire, en exécution de la loi du 4 avril 1882, relative à la restauration et à la conservation des terrains en montagne. (N° 139, année 1917) ;

3^o Du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, déclarant d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer dans le périmètre de l'Agly inférieure, département des Pyrénées-Orientales, en exécution de la loi du 4 avril 1882, relative à la restauration et à la conservation des terrains en montagne. (N° 140, année 1917) ;

4^o Du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, déclarant d'utilité publique les travaux de restauration à effectuer dans le périmètre du Loup, département des Alpes-Maritimes, en exécution de la loi du 4 avril 1882 relative à la restauration et à la conservation des terrains en montagne. (N° 141, année 1917.)

A trois heures, séance publique :

Discussion de l'interpellation de M. Quesnel sur la coordination des divers ministères pour assurer la main-d'œuvre agricole nécessaire à la moisson.

Suite de la discussion : 1^o de la proposition de loi de M. Henry Bérenger, instituant la mobilisation civile et organisant la main-d'œuvre nationale en France et dans les colonies ; 2^o du projet de loi sur les réquisitions civiles. (N^{os} 480, année 1916, et 8, 30 et 77, année 1917. — M. Henry Bérenger, rapporteur. — Urgence déclarée.)

Discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant l'application de l'article 5 de la loi du 1^{er} juillet 1916 (contribution extraordinaire sur les bénéfices réalisés pendant la guerre). (N^{os} 93 et 116, année 1917. — M. Emile Aimond, rapporteur. — Urgence déclarée.)

1^{re} délibération sur la proposition de loi de M. Henry Chéron et plusieurs de ses collègues sur l'extension de la capacité civile des syndicats professionnels. (N^{os} 37, année 1916, et 81, année 1917. — M. Henry Chéron, rapporteur.)

1^{re} délibération sur la proposition de loi de M. Audiffred relative à l'achèvement des ports et des voies navigables. (N^{os} 107, année 1903 ; 338, année 1914, et 339, année 1916. — M. Audiffred, rapporteur.)

Discussion des conclusions du rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner les marchés qui auront été passés par le Gouvernement pendant la guerre (marchés de projectiles). (N^o 284 et annexe, année 1915. — M. Perchot, rapporteur.)

Suite de la discussion de la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à l'obligation de la rééducation professionnelle des blessés et des mutilés de la guerre appelés à bénéficier de la loi sur les pensions militaires. (N^{os} 106 et 261, année 1916, et a, b, c et d, nouvelles rédactions. — M. Paul Strauss, rapporteur, et n^o 453, année 1916. — Avis de la commission des finances. — M. Astier, rapporteur. — Urgence déclarée.)

Bureaux du mardi 15 mai.**1^{er} bureau.**

MM. Aiguillon, Deux-Sèvres. — Baudet (Louis) Eure-et-Loir. — Bony-Cisternes, Puy-de-Dôme. — Brager de La Ville-Moysan, Ille-et-Vilaine. — Brindeau, Seine-Inférieure. — Bussièrre, Corrèze. — Capéran, Tarn-et-Garonne. — Castillard, Aube. — Chautemps (Emile), Haute-Savoie. — Dehove, Nord. — Fabien Cosbron, Maine-et-Loire. — Grosjean, Doubs. — Guillier, Dordogne. — Humbert (Charles), Meuse. — Jeanneney, Haute-Saône. — Lamarzele (de), Morbihan. — Lhopiteau, Eure-et-Loir. — Limon, Côtes-du-Nord. — Martell, Charente. — Monfeullart, Marne. — Mougeot, Haute-Marne. — Peschaud, Cantal. — Ribière, Yonne. — Riboisère (comte de la), Ille-et-Vilaine. — Rouland, Seine-Inférieure. — Rousé, Somme. — Saint-Romain, Isère. — Thounens, Gironde. — Viger, Loiret.

2^e bureau.

MM. Aunay (d'), Nièvre. — Baudin (Pierre), Ain. — Bodinier, Maine-et-Loire. — Boudennoot, Pas-de-Calais. — Charles Chabert, Drôme. — Gaudin de Villaine, Manche. — Genet, Charente-Inférieure. — Gentiliez, Aisne. — Guérin (Eugène), Vaucluse. — Herriot, Rhône. — Hervey, Eure. — Martinet, Cher. — Menier (Gaston), Seine-et-Marne.

Mir, Aude. — Mulac, Charente. — Pams (Jules), Pyrénées-Orientales. — Paul Strauss, Seine. — Pédebidou, Hautes-Pyrénées. — Pérès, Ariège. — Ponteille, Rhône. — Régismanset, Seine-et-Marne. — Réveillaud (Eugène), Charente-Inférieure. — Ribot (Pas-de-Calais). — Richard, Saône-et-Loire. — Sauvan (Alpes-Maritimes). — Séblin, Aisne. — Simonet, Creuse. — Steeg, Seine. — Viseur, Pas-de-Calais.

3^e bureau.

MM. Audiffred, Loire. — Bonnelat, Cher. — Bourgeois (Léon), Marne. — Cabart-Danneville, Manche. — Chéron (Henry), Calvados. — Clemenceau, Var. — Courcel (baron de), Seine-et-Oise. — Darbot, Haute-Marne. — Daudé, Lozère. — Debierre, Nord. — Fenoux, Finistère. — Forsans, Basses-Pyrénées. — Gavini, Corse. — Huguet, Pas-de-Calais. — Jénouvrier, Ille-et-Vilaine. — Jonnart, Pas-de-Calais. — Jouffray, Isère. — Leglos, Indre. — Leygue (Honoré), Haute-Garonne. — Marcère (de), Mascaraud, Seine. — Maureau, Vaucluse. — Milan, Savoie. — Perchot, Basses-Alpes. — Pouille, Vienne. — Sarraut (Maurice), Aude. — Surreaux, Vienne. — Touron, Aisne. — Villiers, Finistère.

4^e bureau.

MM. Barbier, Seine. — Bepmale, Haute-Garonne. — Boucher (Henry), Vosges. — Cannac, Aveyron. — Catalogne, Basses-Pyrénées. — Cazeneuve, Rhône. — Charles Dupuy, Haute-Loire. — Courrégelongue, Gironde. — Crépin, La Réunion. — Delahaye (Dominique), Maine-et-Loire. — Elva (comte d'), Mayenne. — Empereur, Savoie. — Flandin (Etienne), Inde française. — Grosdidier, Meuse. — Halgan, Vendée. — Henry Bérenger, Guadeloupe. — Kerouartz (de), Côtes-du-Nord. — Loubet (J.), Lot. — Mercier (général), Loire-Inférieure. — Mollard, Jura. — Morel Jean, Loire. — Ordinaire (Maurice), Doubs. — Ournac, Haute-Garonne. — Peytral, Bouches-du-Rhône. — Quesnel, Seine-Inférieure. — Réal, Loire. — Reynald, Ariège. — Vieu, Tarn. — Vilar (Edouard), Pyrénées-Orientales.

5^e bureau.

MM. Beauvisage, Rhône. — Bérard (Alexandre), Ain. — Boivin-Champeaux, Calvados. — Bollet, Ain. — Chapuis, Meurthe-et-Moselle. — Chaumié, Lot-et-Garonne. — Clouveau, Côte-d'Or. — Combes, Charente-Inférieure. — Daniel, Mayenne. — Defumade, Creuse. — Delhon, Hérault. — Destieux-Junca, Gers. — Estournelles de Constant (d'), Sarthe. — Fleury (Paul), Orne. — Galup, Lot-et-Garonne. — Guinand, Loiret. — La Batut (de), Dordogne. — Le Roux, Vendée. — Leygue (Raymond), Haute-Garonne. — Limouzain-Laplanche, Charente. — Maurice-Faure, Drôme. — Mercier (Jules), Haute-Savoie. — Monsservin, Aveyron. — Noël, Oise. — Peyrot, Dordogne. — Philippot, Côte-d'Or. — Saint-Germain, Oran. — Savary, Tarn. — Thiéry (Laurent), Belfort.

6^e bureau.

MM. Albert Peyronnet (Allier). — Aubry (Constantine). — Belhomme (Lot-et-Garonne). — Bersez (Nord). — Blanc (Hautes-Alpes). — Codet (Jean) (Haute-Vienne). — Colin (Maurice) (Alger). — Develle (Jules) (Meuse). — Doumergue (Gaston) (Gard). — Dupuy (Jean) (Hautes-Pyrénées). — Fagot (Ardennes). — Gabrielli (Corse). — Gauthier (Aude). — Gauvin (Loir-et-Cher). —

Girard (Théodore) (Deux-Sèvres). — Goy (Haute-Savoie). — Hayez (Nord). — Henri-Michel (Basses-Alpes). — Langenhagen (de) (Meurthe-et-Moselle). — Larère (Côtes-du-Nord). — Las Cases (Emmanuel de) (Lozère). — Méline (Vosges). — Monnier (Eure). — Nègre (Hérault). — Penanros (de) (Finistère). — Ranson (Seine). — Rouby (Corrèze). — Tréveneuc (comte de) (Côtes-du-Nord).

7^e bureau.

MM. Alsace (comte d'), prince d'Hénin, Vosges. — Butterlin, Doubs. — Cauvin (Ernest), Somme. — Decker-David, Gers. — Denoix, Dordogne. — Doumer (Paul), Corse. — Dron (Gustave), Nord. — Félix Martin, Saône-et-Loire. — Fortin, Finistère. — Gérard (Albert), Ardennes. — Gomot, Puy-de-Dôme. — Hubert (Lucien), Ardennes. — Keranflec'h (de), Côtes-du-Nord. — Lebert, Sarthe. — Lemarié, Ille-et-Vilaine. — Lucien Cornet, Yonne. — Martin (Louis), Var. — Merlet, Maine-et-Loire. — Milliès-Lacroix, Landes. — Pichon (Stéphen), Jura. — Raymond, Haute-Vienne. — Rey (Emile), Lot. — Riotteau, Manche. — Riou, Morbihan. — Rivet, Isère. — Tristram, Nord. — Vacherie, Haute-Vienne. — Vinet, Eure-et-Loir.

8^e bureau.

MM. Amic, Alpes-Maritimes. — Astier, Ardèche. — Biévenu-Martin, Yonne. — Bourganet, Loire. — Chastenot (Guillaume), Gironde. — Cordelet, Sarthe. — Couyba, Haute-Saône. — Crémieux (Fernand), Gard. — Dubost (Antonin), Isère. — Flaissières, Bouches-du-Rhône. — Goirand, Deux-Sèvres. — Gouzy, Tarn. — Latappy, Landes. — Lintilhac (Eugène), Cantal. — Magny, Seine. — Maillard, Loire-Inférieure. — Milliard, Eure. — Monis (Ernest), Gironde. — Pic-Paris, Indre-et-Loire. — Poisson, Seine-et-Oise. — Potié (Auguste), Nord. — Reymonq, Var. — Saint-Quentin (comte de), Calvados. — Selves (de), Tarn-et-Garonne. — Vallé, Marne. — Vidal de Saint-Urbain, Aveyron. — Ville, Allier. — Vissaguet, Haute-Loire.

9^e bureau.

MM. Audren de Kerdrel (général), Morbihan. — Bonnefoy-Sibour, Gard. — Cuvilot, Oise. — Dellestable, Corrèze. — Deloncle (Charles), Seine. — Dupont, Oise. — Ermant Aisne. — Faisans, Basses-Pyrénées. — Farny, Seine-et-Marne. — Freycinet (de), Seine. — Genoux, Haute-Saône. — Gervais, Seine. — Graviu, Savoie. — Guilloteaux, Morbihan. — Jaille (amiral de la), Loire-Inférieure. — Leblond, Seine-Inférieure. — Le Hérisse, Ille-et-Vilaine. — Lourties, Landes. — Mazière, Creuse. — Murat, Ardèche. — Perreau, Charente-Inférieure. — Petitjean, Nièvre. — Rattier (Antony), Indre. — Renaudat, Aube. — Sabaterie, Puy-de-Dôme. — Sancel, Gers. — Servant, Vienne. — Vermorel, Rhône.

PÉTITIONS

RESOLUTIONS des commissions des pétitions 3^e et 8^e de 1916, insérées dans l'annexe au feuilleton n^o 18 du jeudi 15 mars 1917 et devenues définitives aux termes de l'art. 102 du règlement.

Art. 102. — Tout sénateur, dans le mois de la distribution du feuilleton, peut demander le rapport en séance publique d'une pétition, quel que soit le classement que la commission lui ait assigné. Sur sa demande adressée par écrit au président du Sénat, le rapport devra être présenté au Sénat.

Après l'expiration du délai ci-dessus indiqué, les résolutions de la commission deviennent définitives à l'égard des pétitions qui ne doivent pas être l'objet d'un rapport public, et elles sont mentionnées au *Journal officiel*.

ANNÉE 1916

TROISIÈME COMMISSION

(Nommée le 23 mars 1916.)

Pétition n° 26 (du 29 mars 1916). — M^{me} Fatoumata Sangarré, à Kayes (Haut-Sénégal et Niger), s'adresse au Sénat pour obtenir en faveur de son fils, le nommé Diénié Dramé, condamné à sept ans de reclusion et vingt ans d'interdiction de séjour, une réduction de sa peine ou son transfert à la prison de Dakar.

M. Simonet, rapporteur.

Rapport. — La dame Fatoumata Sangarré, demeurant à Kayes (Haut-Sénégal et Niger), s'adresse au Sénat, en vue d'obtenir une réduction de peine, ou la faveur de l'accomplir à la prison de Dakar, au profit de son fils, condamné le 20 décembre 1915, par la cour d'assises du Sénégal, à sept ans de reclusion et vingt ans d'interdiction de séjour, pour vol qualifié.

Il y a lieu de transmettre la requête à M. le garde des sceaux. — (Renvoi au garde des sceaux, ministre de la justice, de l'instruction publique et des beaux-arts.)

Pétition n° 27 (du 30 mars 1916). — M. Akak Tahar ben Amar ben Mohamed ben Ali, à Sétif (Algérie), s'adresse au Sénat pour obtenir une allocation journalière ou la permission de tenir un café maure, comme soldat réformé n° 2.

M. Simonet, rapporteur.

Rapport. — Le requérant Akak Tahar ben Amar ben Mohamed ben Ali, actuellement en résidence à Akbou, Douar Bou-Hamza, engagé volontaire au service de la France, a été réformé n° 2, pour bronchite chronique.

Il demande au Sénat de lui faire obtenir « l'allocation journalière pour vivre jusqu'à la fin de la guerre » ou l'autorisation d'ouvrir un café maure, à Sétif.

Il y a lieu de transmettre sa requête au ministre de la guerre compétent, pour lui accorder un secours ou le faire examiner, à nouveau, en vue de la réforme n° 1. — (Renvoi au ministre de la guerre.)

Pétition n° 38 (du 18 avril 1916). — M. Trivier, à Paris, s'adresse au Sénat pour demander à M. le ministre de la justice : 1° l'infirmité d'un rejet par son département d'une requête en annulation en date du 12 février 1916 ; 2° la prise en considération immédiate de ladite requête.

M. Simonet, rapporteur.

Rapport. — Le pétitionnaire demande que M. le ministre de la justice transmette sa requête en vue de l'annulation de l'arrêt de la chambre des mises en accusation de la cour d'appel de Paris, en date du 26 juin 1908, et d'un arrêt de la cour d'assises de la Seine, du 22 décembre 1908, qui le concernent.

Nous sommes d'avis que le dossier soit purement et simplement transmis à M. le

garde des sceaux, compétent. — Renvoi au garde des sceaux, ministre de la justice, de l'instruction publique et des beaux-arts.)

Pétition n° 43 (du 21 avril 1916). — Le sieur Tampis, détenu à la maison centrale de Nîmes (Gard), s'adresse au Sénat pour solliciter sa grâce ou une commutation de peine.

M. Simonet, rapporteur.

Rapport. — Le requérant, E. Tampis, détenu à la maison centrale de Nîmes pour purger une peine de cinq ans de prison prononcée contre lui, pour désertion, par le conseil de guerre du 16^e corps d'armée, s'adresse au Sénat pour qu'il veuille bien intervenir auprès du ministre de la guerre, en vue d'une suspension de peine ou d'une grâce.

Il y a lieu de transmettre la requête au ministre de la guerre. — (Renvoi au ministre de la guerre.)

HUITIÈME COMMISSION

(Nommée du 30 novembre 1916.)

Pétition n° 109 (du 15 décembre 1916). — M. le docteur Jean Camescasse, à Saint-Arnoult (Seine-et-Oise), présente un ensemble de considérations contre la censure.

M. Laurent Thiéry, rapporteur.

Rapport. — La commission décide de renvoyer cette pétition à l'examen de M. le président du conseil. — (Renvoi au président du conseil, ministre des affaires étrangères.)

Pétition n° 110 (du 19 décembre 1916). — Madame Roth, à Bayonne (Basses-Pyrénées), demande l'abolition du privilège des bouilleurs de cru, la suppression de l'alcool de consommation et le développement de l'emploi de l'alcool industriel.

M. Fabien-Cesbron, rapporteur.

Rapport. — Mademoiselle Roth, de Bayonne, a transformé en pétition — en y apposant sa signature légalisée — un tract-prospectus intitulé : Appel pressant des mères et des femmes françaises au Parlement et au Gouvernement français.

Cette pétition, déposée le 19 décembre 1916, demande :

L'abolition du privilège des bouilleurs de cru ;

La suppression de l'alcool de consommation ;

Le développement de l'emploi de l'alcool industriel.

C'est dire qu'elle pose beaucoup de gros problèmes en peu de mots.

Votre commission estime qu'elle n'est pas qualifiée pour leur donner une solution et qu'elle ne saurait, selon les expressions mêmes de M. Ribot à la tribune de la Chambre des députés, « trancher, au pied levé, des questions de pareille importance et qui touchent à des intérêts considérables ».

Elle propose purement et simplement le renvoi de la pétition à M. le ministre des finances. — (Renvoi au ministre des finances.)

RÉSOLUTIONS des commissions des pétitions 2^e de 1915, 1^{re} de 1917, insérées dans l'annexe au feuillet n° 24, du jeudi 29 mars 1917 et devenues définitives aux termes de l'art. 102 du règlement.

Art. 102. — Tout sénateur, dans le mois

de la distribution du feuillet, peut demander le rapport en séance publique d'une pétition, quel que soit le classement que la commission lui ait assigné. Sur sa demande, adressée par écrit au président du Sénat, le rapport devra être présenté au Sénat.

Après l'expiration du délai ci-dessus indiqué, les résolutions de la commission deviennent définitives à l'égard des pétitions qui ne doivent pas être l'objet d'un rapport public, et elles sont mentionnées au *Journal officiel*.

ANNÉE 1915

DEUXIÈME COMMISSION

(Nommée le 4 mars 1915.)

Pétition n° 26 (du 20 mars 1915). — M. Kaddour Mohamed ben Ahmed, ancien ouvrier, à Constantine (Algérie), s'adresse de nouveau au Sénat pour protester contre la réponse de M. le ministre de l'intérieur à sa pétition n° 29 du 27 février 1914.

M. Jules Develle, rapporteur.

Rapport. — Après avoir pris connaissance de la lettre de M. Kaddour Mohamed ben Ahmed, la commission émet l'avis qu'il n'y a pas lieu de renvoyer sa pétition au ministre de l'intérieur. Cette pétition n'est d'ailleurs que la reproduction de la pétition n° 29 du 27 février 1914, qui n'a paru susceptible d'aucune suite, les questions soulevées par le pétitionnaire devant être soumises à l'examen des tribunaux. — (Ordre du jour.)

Pétition n° 27 (du 23 mars 1915). — M. Lenient, officier retraité à Paris, appelle la bienveillance du Sénat sur un mémoire qu'il a adressé à M. le ministre de la guerre pour indiquer les moyens de repousser l'invasion allemande.

M. Jules Develle, rapporteur.

Rapport. — La commission conclut au renvoi de cette pétition à M. le ministre de la guerre. — (Renvoi au ministre de la guerre.)

Pétition n° 28 (du 24 mars 1915). — Le nommé Brunaux (Jules), détenu à la maison centrale de Clairvaux (Aube), s'adresse au Sénat pour obtenir la révision de son jugement.

M. Jules Develle, rapporteur.

Rapport. — Les motifs que fait valoir le pétitionnaire peuvent déterminer le ministre à l'indulgence. Nous sommes d'avis de renvoyer le dossier à l'examen de M. le garde des sceaux, mais la révision du jugement ne nous semble pas justifiée. — (Renvoi au garde des sceaux, ministre de la justice.)

ANNÉE 1917

PREMIÈRE COMMISSION

(Nommée le 12 janvier 1917.)

Pétition n° 9 (du 26 janvier 1917) (déposée par M. le sénateur Alexandre Bérard). — Un grand nombre de mères et de femmes françaises, habitant le département de l'Ain, demandent l'abolition du privilège des bouilleurs de cru, la suppression de l'alcool de consommation et le développement de l'emploi de l'alcool industriel.

Et pétition n° 10 (du 27 janvier 1917). — Un certain nombre de mères et de femmes françaises, à Grenoble (Isère), demandent l'abolition du privilège des bouilleurs de cru, la suppression de l'alcool de consommation et le développement de l'emploi de l'alcool industriel.

M. Réveillaud, rapporteur.

Rapport. — Votre commission, non plus que le Sénat dont elle est une émanation, ne saurait être insensible ou indifférente aux éloquentes adjurations des bonnes Françaises qui ont signé ces pétitions; elle rend un plein hommage aux considérations hygiéniques et patriotiques qui les ont inspirées et, considérant que M. le président du conseil a déjà pris l'initiative de déposer sur le bureau de la Chambre des députés un projet qui permettrait de combattre efficacement l'alcoolisme en supprimant de la consommation courante les alcools d'industrie, elle décide de lui renvoyer les pétitions dont elle a été saisie. — (Renvoi à M. le président du conseil, ministre des affaires étrangères.)

Pétition n° 11 (du 29 janvier 1917). — M. Lacape, à Nantes (Loire-Inférieure), soumet au bienveillant intérêt du Sénat un projet d'impôt sur le jeu en faveur des orphelins de la guerre.

M. Réveillaud, rapporteur.

Rapport. — M. Lacape, de Nantes, soumet à l'appréciation du Sénat, en même temps qu'à celle de M. le président du conseil des ministres, de MM. les ministres de l'intérieur et des finances, de M. le président et de MM. les membres de la Chambre des députés, une proposition ayant pour objet un impôt quotidien de dix centimes à appliquer aux joueurs de toutes catégories fréquentant les cercles, casinos, cafés, estaminets, etc., dont le produit serait réservé exclusivement aux orphelins de la guerre.

Votre commission apprécie les intentions excellentes du pétitionnaire; mais considérant que la perception de cet impôt demanderait la mise sur pied d'un personnel immense et coûteux d'agents du Trésor établis dans chacun des établissements visés par lui, et qu'en outre elle aurait l'inconvénient d'être une consécration légale des jeux de hasard; considérant en outre qu'il n'y a pas lieu de renvoyer cette pétition à MM. les ministres de l'intérieur et des finances puisque le pétitionnaire s'est chargé lui-même de la leur adresser, décide de l'écarter. — (Ordre du jour.)

Pétition n° 12 (du 3 février 1917). — M. Toussaint Ceccaldi, à Serriera (Corse), s'adresse au Sénat pour solliciter un sup-

plément d'allocation comme père de sept enfants.

M. Réveillaud, rapporteur.

Rapport. — M. Toussaint Ceccaldi, de Serriera (Corse) s'adresse au Sénat pour solliciter un supplément de l'allocation qui lui est accordée, en faisant valoir qu'il est père de sept enfants et que le montant actuel de son allocation ne lui suffit pas.

Le pétitionnaire fait valoir que l'aîné de ses enfants, de la classe 1917, est au front, et que cinq de ses six autres enfants ont moins de 15 ans et sont à sa charge. Il s'étonne qu'une lettre de lui, adressée au ministre de l'intérieur pour demander une majoration de son allocation, soit restée sans réponse, alors « qu'il est le seul de sa commune à ne pas avoir de majoration, et alors que, dans une commune limitrophe, il connaît des familles aisées, ayant de 6 à 7,000 fr. de revenu, qui ont une majoration alors qu'ils ont, comme lui, un seul fils sous les drapeaux. » Il a demandé à M. le préfet de la Corse d'ordonner une enquête de gendarmerie, offrant de renoncer volontiers à toute majoration « si l'on trouve un seul cas plus intéressant que le sien ».

Votre commission est d'avis de renvoyer cette pétition à M. le ministre de l'intérieur, convaincue que son administration ne refusera pas du moins, l'honneur d'une réponse au pétitionnaire, si intéressant comme père d'une famille nombreuse. — (Renvoi au ministre de l'intérieur.)

Pétition n° 13 (du 4 février 1917). — M. Chaffotte, à Dijon (Côte d'Or), prie le Sénat de lui faire rendre justice.

M. Réveillaud, rapporteur.

Rapport. — M. Chaffotte, demeurant à Dijon, ayant été victime d'un accident, a demandé l'assistance judiciaire pour pouvoir intenter procès aux personnes et aux compagnies qu'il juge responsables de cet accident. Repoussé dans sa demande successivement par le tribunal et par la cour de cassation, il persiste dans ses réclamations et en saisit cette fois notre Assemblée. Mais ce n'est pas notre affaire de porter des jugements en pareille matière, et, comme un copieux dossier est joint à la demande du pétitionnaire, votre commission décide de le lui retourner par le canal de M. le garde des sceaux, ministre de la justice. — (Renvoi au garde des sceaux, ministre de la justice.)

Pétition n° 14 (du 6 février 1917). — M. Brahim ben el Harzi, à Alger, s'adresse au Sénat pour solliciter le recours en grâce de son fils, âgé de onze ans, condamné à cinq ans par le tribunal répressif.

M. Réveillaud, rapporteur.

Rapport. — Si Brahim ben el Harzi; demeurant à Alger, et qui se donne comme un « fidèle serviteur du Gouvernement français », s'adresse au Sénat pour solliciter le recours en grâce de son fils, âgé de onze ans, condamné à cinq ans de détention.

Votre commission, n'ayant pas sous les yeux les éléments de la cause, propose de renvoyer cette pétition à M. le ministre de la justice. — (Renvoi au garde des sceaux, ministre de la justice.)

Pétition n° 15 (du 8 février 1917). — Le nommé Dimmers, détenu à la maison centrale de Riom (Puy-de-Dôme), s'adresse au Sénat pour demander sa grâce et son envoi sur le front.

M. Réveillaud, rapporteur.

Rapport. — Le nommé Dimmers (Frédéric-Paul), détenu à la maison centrale de Riom, s'adresse au Sénat pour demander sa grâce et son renvoi sur le front où il promet de se dévouer pour la défense de la patrie.

Votre commission décide de renvoyer cette pétition au ministre de la justice, qui peut avoir, plus qu'elle-même, les éléments d'appréciation sur la valeur morale et patriotique du pétitionnaire. (Renvoi au garde des sceaux, ministre de la justice.)

Pétition n° 16 (du 9 février 1917), déposée par M. le sénateur GUILLAUME POULLE. — Un grand nombre de femmes de mobilisés des villes de Mirebeau et Neuville (Vienne) demandant une allocation supplémentaire de 25 centimes par enfant et par jour.

M. Réveillaud, rapporteur.

Rapport. — Un grand nombre de femmes de mobilisés des villes de Mirebeau et de Neuville-de-Poitou demandent au Sénat une allocation supplémentaire de 0 fr. 25 par enfant et par jour. Les pétitionnaires invoquent, à l'appui de leur demande: la cherté des vivres, les prix élevés du chauffage et de l'éclairage et l'augmentation générale des dépenses pour l'entretien de leurs enfants.

Votre commission est assurément sensible aux raisons alléguées par les pétitionnaires; mais comme il ne dépend pas d'elle seule, mais du Gouvernement et du Parlement tout entier, de donner à ce vœu les satisfactions compatibles avec l'état de nos finances et nos possibilités budgétaires, et que l'appréciation de ces possibilités dépend surtout de M. le ministre des finances, elle décide de renvoyer cette pétition à ce ministre, en même temps qu'à celui de l'intérieur. — (Renvoi au ministre des finances et au ministre de l'intérieur.)